

Nouvel attentat en Afrique du Sud
LIRE PAGE 6



3,80 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 540 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 50 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,500 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Royaume-Uni, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 S. ; Yougoslavie, 60 d.
Tarif des abonnements page 18
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
C.C.P. 4207 - 33 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Du Vietnam au Salvador

Un conseiller militaire américain est assassiné au Salvador, et voilà qu'une lumière brutale est jetée sur l'engagement des États-Unis dans ce pays, et que sont ravivés outre-Atlantique tous les mauvais souvenirs de la guerre du Vietnam.

La victime n'était pas seulement le numéro deux du corps spécial déployé par Washington à San Salvador, elle est surtout la première du genre : si sept citoyens américains ont déjà été tués depuis le début de la guerre civile, aucun conseiller n'était encore tombé sous les balles d'assassins, certes encore inconnus, mais dont personne ne doute qu'ils appartiennent à la guérilla. M. Reagan s'est empressé de préciser, le jeudi 26 mai, que le commandant Schaufelberger n'avait pas été tué « en combat », mais « dans un attentat terroriste ». Il répondait ainsi d'avance aux critiques possibles d'un Congrès qui a limité à la fois le nombre des conseillers militaires — ils sont une cinquantaine — et leur rôle, en leur interdisant d'apparaître dans la zone des combats.

Le président américain s'est aussi empressé d'affirmer que cet événement — qui n'a pas dû le surprendre outre mesure — ne modifierait en rien sa politique au Salvador. Celle-ci consiste toujours à donner à une armée mélangée, dont l'entraînement est délégué par des officiers américains, l'assistance nécessaire pour gagner la guerre contre une rébellion soutenue par l'adversaire communiste. Elle consiste aussi à appuyer le processus électoral engagé en mars 1982, et qui se poursuivra en décembre prochain avec le choix d'un nouveau Parlement — « réponse démocratique », selon le président des États-Unis, à ceux qui veulent « comparer du pouvoir par les armes ».

L'opposition démocrate a réagi avec modération à un incident pour l'instant isolé. Mais elle n'a pas manqué de rappeler les risques en tous genres d'un engagement plus marqué dans la région. M. Reagan a dit qu'il craignait depuis longtemps de voir la guérilla se rapprocher de la capitale salvadorienne. Que ferait son gouvernement si la guerre passait à une deuxième étape, celle du terrorisme urbain ?

Pourrait-il continuer de rassurer ses concitoyens sur les limites de l'intervention américaine au Salvador ? Et s'il voulait l'étendre, le pourrait-il ? Le Congrès lui a déjà refusé les deux tiers des 60 millions de dollars supplémentaires qu'il réclamait cette année pour soutenir militairement son allié. Un sondage, publié mercredi par le « Washington Post », a révélé que sept Américains sur dix étaient opposés à un engagement plus net. Une majorité d'entre eux le jugeraient plus dangereux pour les intérêts de leur pays qu'une poussée du communisme en Amérique centrale. Deux Américains sur trois estiment que la pauvreté et les violations des droits de l'homme expliquent, plus que la subversion, les troubles de la région.

Sur ce dernier point, on pourra juger les citoyens des États-Unis plus éclairés que leur propre président, du moins tel qu'il apparaît dans ses déclarations officielles. Quant à la perception américaine du « péril communiste », on vérifie une fois de plus la profondeur du traumatisme provoqué par la guerre du Vietnam : celle-ci a modifié durablement la façon dont les Américains jugent leur présence dans le tiers-monde et les moyens d'y faire face à leurs adversaires.

L'ouverture du sommet de Williamsburg

- M. Reagan entend mettre l'accent sur la reprise américaine
- Le cours du dollar dépasse 7,50 F à Paris

Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept plus grands pays industrialisés du monde libre (Etats-Unis, R.F.A., Grande-Bretagne, Canada, Japon, Italie, France) vont se réunir du 28 au 30 mai aux Etats-Unis, à Williamsburg (Virginie).

Bien que peu de résultats spectaculaires soient attendus de ce neuvième sommet, M. Gaston Thorn, président de la Commission européenne, qui participe à la réunion, a déclaré le 26 mai à Bruxelles : « Je crois à la possibilité de réaliser à Williamsburg un progrès significatif dans la voie de la reprise économique. »

Pour sa part, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a demandé que soient étudiées des mesures en faveur des pays en développement. M. Reagan enfin, qui entend mettre l'accent sur la réalité de la reprise aux Etats-Unis, a répété que le problème de la stabilité des taux de change « doit être résolu par la reprise économique et par la réduction de l'inflation ».

Cependant, sur les marchés des changes, la hausse du dollar s'est poursuivie vendredi 27 mai sans se ralentir. A Francfort le cours de la devise américaine a dépassé 7,50 DM dans le même temps où il franchissait pour la première fois la barre de 7,50 F à Paris, pour s'établir à 7,52 F.

La bonne volonté ne suffit pas

Les déconvenues essuyées à la suite de plusieurs sommets précédents — celui de Versailles de juin 1982 et encore davantage celui de Bonn de juillet 1978 ont été jusqu'à maintenant les plus « contre-productifs » — sont si cuisantes qu'on doit a priori se féliciter du scepticisme avec lequel on aborde généralement, des deux côtés de l'Atlantique pour ne pas parler de l'Amérique, la rencontre de Williamsburg. M. Mitterrand laisse entendre qu'il ferait tout aussi bien de ne pas se déplacer ; les Américains, qu'il convient de ne pas donner à une réunion dont il n'y a aucune décision à attendre un caractère solennel qui

par PAUL FABRA
rappellerait fâcheusement les fastes de l'année dernière dans le parc du Roi Soleil.

Ce parti-pris général de retrait ou de modestie ne doit pas abuser. La dangereuse illusion qui n'a cessé de marquer les sommets depuis que M. Valéry Giscard d'Estaing a pris l'initiative d'organiser à Rambouillet la première de ces conférences, en novembre 1975, n'est pas dissipée. Malgré les apparences, elle continue d'être entretenue par des acteurs qui, dans une certaine mesure, la partagent eux-mêmes.

Pour le président Reagan et ses collaborateurs, une préoccupation domine toutes les autres : convaincre et se convaincre que la reprise tant attendue est bien là, qu'elle va se développer et qu'en conséquence il n'y a rien de mieux à faire que de s'abstenir de toute décision qui pourrait en troubler le cours. Le déficit budgétaire considérable des Etats-Unis est-il, de l'avis général, la cause principale de la persistance de taux d'intérêt élevés, et par conséquent, indirectement un obstacle à la reprise des investissements et à une restructuration des bilans des entreprises ?

(Lire la suite page 3.)

La répression contre les Kurdes

L'armée turque a pénétré en Irak sur une trentaine de kilomètres

Un détachement des forces spéciales de la gendarmerie turque d'environ quatre mille hommes a pénétré sur une trentaine de kilomètres environ à l'intérieur du territoire irakien, a-t-on appris, de source sûre, jeudi 26 mai à Ankara. Il s'agit d'une opération dirigée contre des maquisards kurdes.

Le ministère des affaires étrangères turc a confirmé vendredi que des troupes d'Ankara avaient été engagées contre des « groupes armés » le long de la frontière avec l'Irak, mais il a estimé que les informations selon lesquelles ces unités avaient pénétré si loin en territoire irakien n'étaient pas conformes à la réalité. Selon certaines indications non encore vérifiées, six soldats turcs au moins auraient été tués au cours de cette opération, et une unité de commando cantonnée dans l'ouest de la Turquie serait acheminée sur place en renfort.

Une nation sans Etat

De tout temps ou presque, les Kurdes ont eu à subir la puissance militaire de leurs envahisseurs, puis celle, en principe administrative mais souvent guère moins violente, des Etats qui avaient annexé leur territoire. C'est aujourd'hui, sans doute, le seul peuple aussi nombreux — près de vingt millions de personnes selon des estimations sérieuses — qui n'ait obtenu ni son indépendance, ni son autonomie, ni même le moindre début de reconnaissance de son identité culturelle et ethnique.

Celle-ci est pourtant très forte et très ancienne. Descendants de tribus indo-européennes qui s'étaient installées dans la région il y a près de deux mille cinq cents ans, les Kurdes avaient commencé à développer une culture originale lorsque

la conquête arabe du premier siècle porta un premier coup d'arrêt à l'expansion des populations kurdes et de leur mode de vie. Du moins, pendant plus d'un millénaire, le Kurdistan devint-il connaître une paix relative, en particulier lorsque fut achevée sa conversion à l'islam (les Kurdes sont essentiellement sunnites). De cette époque datent de nombreux emprunts de leur langue, indo-européenne du groupe iranien, à l'arabe.

C'est l'invasion mongole qui, au treizième siècle, devait inaugurer une nouvelle ère de troubles, pour ne pas dire de violences parfois déchaînées.

BERNARD BRIGOLEUX.
(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Cordée

A voir l'enthousiasme de nos dirigeants à gravir le « sommet » des pays industrialisés, on se demande si Williamsburg marquera l'apogée de la diplomatie. Avant même qu'ils se mettent en marche, on a vu les membres de la cordée se chamailler, ronchonner, ricaner devant l'épreuve.

A ce train-là, nos conquérants de l'inutile risquent de s'essouffler très vite et de décevoir la piétaille qui, d'en bas, les observe avec un reste d'espoir.

Si l'ascension de Williamsburg n'est pas plus glorieuse que celle de Versailles, on pourra suggérer aux chefs d'Etat de se réunir, la prochaine fois, au fond d'un gouffre.

BRUNO FRAPPAT.

LA MODERNISATION DE L'INDUSTRIE

Une priorité absolue

S'il est un domaine où la notion contestée d'héritage est irrécusable, c'est la politique industrielle. Pour une raison simple : le temps de l'industrie est un temps long. C'est le temps des transformations de structures, de la réalisation des investissements, du rassemblement des équipes, de la formation des hommes, de la mise au point des produits. Nous héritons de l'action industrielle du précédent septennat. Le prochain héritera de nous.

Cet héritage est contrasté. En positif, certaines réussites remarquables, souvent d'ailleurs sur fonds publics : les télécommunications, le secteur aéronautique, la technique électronique. En négatif, quatre faiblesses graves : sous-formation, sous-investissement, sous-recherche, sous-commercialisation. De 1974 à 1981, la France a perdu six cent

par LAURENT FABIUS (*)

quatre-vingt mille emplois industriels. L'investissement a reculé de plus de 10 %. Le taux de pénétration du marché français par la concurrence étrangère est passé de 26 à 35 %. Il était temps de réagir.

Depuis deux ans un travail considérable a été engagé. La plupart des réformes ont visé un objectif de modernisation : mise à jour de la législation sociale, constitution de pôles publics de développement, accroissement sensible de l'effort de recherche et de formation, augmentation des moyens de financement, restructurations industrielles. Beaucoup cependant restent à faire autour d'une stratégie industrielle qui fera l'objet au Parlement, à l'automne, d'un très important débat.

Sans anticiper sur ce débat, je souhaite répondre dès maintenant à quelques questions centrales. Et d'abord à celle-ci : pourquoi avoir retenu comme première priorité du IX^e Plan la modernisation industrielle de la France ? La réponse est simple. La France a gagné sa place de grande nation à travers les deux premières révolutions industrielles. La troisième, qui s'organise autour des nouvelles technologies, va redistribuer les cartes. Rien n'est acquis. Les nations qui sauront se moderniser à temps conserveront ou accroîtront leur rôle pour la fin du siècle. Celles qui ne se prépareront pas, qui ne se mobiliseront pas, décrocheront.

(*) Ministre de l'Industrie et de la Recherche.

ront. Ce qui se joue à travers la modernisation de l'appareil de production, c'est donc le sort de notre jeunesse, le rang, le poids et l'indépendance de la France dans les vingt années qui viennent. A cela s'ajoute une raison plus conjoncturelle liée à l'actuel plan de rigueur. Au fond, quel est le sens de notre politique ? Eviter l'effort ? C'est impossible. Aucune nation ne le peut, pas plus la France que les autres. Mais nous pouvons et nous devons apporter au pays deux spécificités, deux « plus » : d'abord une juste répartition de l'effort, ensuite la démonstration que cet effort est utile. Et c'est là où se retrouve la modernisation industrielle. Car elle est une des justifications majeures de l'effort demandé aux Français.

(Lire la suite page 7.)

M. LOUIS MERMAZ invité du « Grand jury R.T.L.-le Monde »

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury R.T.L.-le Monde », dimanche 29 mai, de 18 h 15 à 19 h 30.

Un moment où se réunira la convention nationale du parti socialiste. M. Mermaz répondra aux questions de Jean-Yves Lhonnau et de Thierry Brécher, du Monde, et de Bruno Corbis, de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Baillois.

ROLAND-GARROS

● Balle de match
● Central : le soleil et l'Arctique

(Lire page 12 les articles d'ALAIN GIRAUDO et d'OLIVIER MERLIN.)

LA MORT DE LOUISE WEISS

« L'européenne la doyenne des féministes »

Louise Weiss est morte jeudi matin 26 mai, à l'âge de quatre-vingt-dix ans (nos dernières éditions du vendredi 27 mai). De nombreux hommes politiques ont rendu hommage à celle qui était la doyenne du Parlement européen, notamment MM. Chirac, Rocard, Pflimlin, de La Malène, ainsi que M. Piet Dankert, le président de l'Assemblée.

« L'Européenne », « la doyenne des féministes », ces titres, nul ne les aura mérités autant que cette femme exceptionnelle au regard myosotis qui aura consacré plus de trois quarts de son siècle, le nôtre, à militer pour la cause de l'Europe, au moins autant pour la cause des femmes, qui, à l'âge de soixante-cinq ans, aura entrepris d'écrire plus de deux mille pages de mémoires — les Mémoires d'une Européenne — et qui disparaît doyenne du Parlement européen de Strasbourg.

Petite fille de famille grand-bourgeoise née à la Belle Époque, elle avait voulu « participer à l'aventure de son siècle » et avait approché à peu près tous les âtres qui ont changé la face du monde. Elle était née à Arras, le 25 janvier 1893 : son grand-père maternel, qui fut député de l'Yonne, avait été un oculiste célèbre ; du côté de son père, fils d'Alsaciens installés à Saint-Cloud après la défaite de 1870, Louise Weiss évoque avec brio cette arrière-grand-mère badoise qu'on appelait « Grossmama » : fille d'un banquier de la Cour, Theodora von Ledenburg était née à Mannheim l'année de la mort de Napoléon et vivra jusqu'à quatre-vingt-onze ans, ce qui donnera à son arrière-petite-fille une vue sur l'histoire d'une rare ampleur.

NICOLE ZAND.
(Lire la suite page 9.)

Elle court, elle court, Macciocchi...
Maria Antonietta MACCIOCCHI
DEUX MILLE
Deux mille ans de bonheur
"Superbe œuvre baroque, explosant de couleurs et de fièvres. Un parc tropical et fou, un Bomarzo littéraire." Jacques Nobécourt / Le Monde
"Une source capitale pour les historiens." Edward Behr / Newsweek
GRASSET

Réformes hospitalières
LE GOUVERNEMENT MODIFIE LES PROJETS DE M. RALITE
LIRE PAGE 13

Le Monde

étranger

LA CONFÉRENCE DES GRANDS PAYS

« Il ne faut pas dramatiser les choses », a déclaré le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, à l'issue du conseil des Dix, qui, le 25 mai, à Bruxelles, a traité du sommet de Williamsburg.

De fait, les ministres de la C.E.E. se sont contentés de réaffirmer leur position favorable à une baisse des taux d'intérêt américains. Ils n'ont pas

repris la proposition française de tenir une nouvelle conférence mondiale internationale.

Pour sa part, l'Italie devrait avoir à Williamsburg une attitude proche de celle de la France; M. Fanfani, le président du conseil démissionnaire, avait approuvé l'initiative de M. Mitterrand; il pourrait aussi demander à Washington de jouer plus activement la carte de la reprise.

En revanche, le Canada apparaît mal placé pour critiquer la politique économique américaine, ses responsables soulignant qu'il ne faut pas demander aux États-Unis « de soutenir le monde à bout de bras ». Toutefois, Ottawa, comme Paris, défendra la cause du tiers-monde.

A propos du commerce Est-Ouest, l'agence soviétique Novosti a invité les participants au

sommet à ne pas « torpiller la base de la détente ». Relevant les divergences entre les Sept, elle estime que la rencontre de Williamsburg a toutes les chances d'aboutir à une « impasse ». L'agence souligne que « la surévaluation du dollar a littéralement fait écarter le mécanisme du fonctionnement du système monétaire capitaliste ».

WASHINGTON : M. Reagan cherchera à orienter les débats vers les questions politiques

De notre correspondant

Washington. — Tout va bien, et tout ira encore mieux demain : c'est le leitmotiv des collaborateurs de M. Reagan à la veille du sommet de Williamsburg. A les entendre, cette conférence ne peut être qu'un succès puisque les sept capitales regardent dans la même direction après avoir sensiblement aplani leurs divergences.

M. Reagan a toutes les raisons de vouloir éviter une confrontation publique. D'abord parce qu'il est l'organisateur de ce sommet et qu'un échec lui serait largement imputé. Ensuite parce que le cours actuel des événements lui convient assez bien — à preuve, sa remontée dans les sondages d'opinion aux États-Unis. Enfin, parce qu'il a besoin de persuader l'opinion américaine qu'une reprise économique est en cours et que l'harmonie règne dans le camp occidental.

« Une perception publique d'échec, de division ou d'hostilité aurait des conséquences psychologiques », souligne M. James Rancière, porte-parole américain. Or la psychologie « c'est-à-dire la confiance » est très importante : le sort de l'économie mondiale en dépend. Les États-Unis n'ont, d'autre part, aucun intérêt à créer une tension supplémentaire dans l'alliance atlantique. Le prochain déploiement en Europe des Pershing et missiles de croisière américains est déjà assez compliqué comme cela.

Pas d'espoirs excessifs

Les collaborateurs de M. Reagan mettent en garde contre des espoirs excessifs à Williamsburg. « De telles rencontres ne visent pas à produire des propositions spécifiques », affirme cette semaine le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan. Elles sont une occasion de débattre de dispositions générales et de stratégies. « Même si ce sommet ne conclut pas grand-chose, Washington en sera soulagé. L'essentiel est qu'il n'y ait pas trop de vagues. »

La France inquiète un peu, à cause de ses difficultés économiques, de ses revendications et de sa tendance naturelle à se distinguer. M. Mitterrand ne gâcherait-il pas cette réunion de famille par une phrase un peu pointue ? Des regards particuliers lui ont été réservés. Dès son arrivée à Williamsburg, il aura un tête-à-tête avec le président Reagan. M. Donald Regan. Elles sont une occasion de débattre de dispositions générales et de stratégies. « Même si ce sommet ne conclut pas grand-chose, Washington en sera soulagé. L'essentiel est qu'il n'y ait pas trop de vagues. »

L'objectif essentiel, souligne-t-on à Washington, est une croissance non inflationniste. Il n'y a pas d'autre moyen d'assurer une reprise durable et de lutter efficacement contre le chômage. Chaque pays doit y contribuer, en luttant contre l'inflation et en ouvrant ses frontières au maximum.

Bien sûr, ajoute-t-on, les taux d'intérêt restent trop élevés (bien qu'ils aient été réduits presque de moitié au cours de la présidence Reagan). Une diminution des déficits budgétaires est donc souhaitable, mais ce n'est pas un problème particulier aux États-Unis, lesquels cherchent d'ailleurs à limiter le déséquilibre de leurs comptes.

M. Reagan sait qu'il ne convaincra pas ses interlocuteurs sur ce point. Le déficit américain approchera cette année 200 milliards de dollars — un record absolu. Et pour 1984, la Maison Blanche n'a pas réussi à convaincre le Congrès de réduire les dépenses civiles. Elle ne fait rien de son côté pour freiner la progression des crédits militaires ou pour accroître les recettes fiscales.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982)
Imprimerie : du « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-10
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437 ISSN : 0395-2037

Une déclaration sur les euromissiles ?

M. Reagan n'a donc pas grand-chose de plus à offrir à ses alliés en matière économique. Il est tenté de « tirer » le sommet vers les questions politiques qui sont plutôt un facteur d'unité. La Maison Blanche souhaite qu'on parle en détail du Proche-Orient, de l'Amérique centrale, des euromissiles... et que ce dernier point fasse l'objet d'une déclaration commune, malgré la présence à Williamsburg du Japon (qui a peu à voir avec le sujet) et l'absence de la Belgique et des Pays-Bas (qui eux, au contraire, sont directement concernés).

Une telle déclaration pourrait donner lieu à un marchandage. Elle dépendrait du communiqué final que doit lire M. Reagan. Normalement, ce communiqué résumerait le texte de travail américain établi par M. Allen Wallis, sous-secrétaire d'État pour les affaires monétaires (Le Monde du 19 mai).

Il s'agit d'un texte fourre-tout où ont été alignés les souhaits des uns et des autres dans les différents domaines. On ignore toujours si M. Reagan est entièrement d'accord avec ce document de travail. Le passage — relativement bref — sur les rapports Est-Ouest peut lui paraître insuffisant. Mais prendrait-il le risque de provoquer une controverse alors qu'il cherche visiblement à réunir « son » sommet ?

ROBERT SOLÉ.

BONN : ne pas « marginaliser » les positions françaises

De notre correspondant

Bonn. — Les Allemands entendent apporter à Williamsburg un message de confiance dans l'effort de la reprise mondiale, et s'efforcent, en conséquence, soit d'éviter les thèmes diviseurs — comme celui du commerce Est-Ouest, soit d'appliquer aux problèmes en discussion une patience pragmatique.

On connaît leur position sur le commerce international : ils sont hostiles à toute restriction pouvant amener une contraction, et se félicitent, par exemple, que le Japon s'ouvre lentement aux importations. Pour Bonn, les Sept doivent s'entendre pour encourager la relance modérée qui se dessine en ce moment, tout en maîtrisant les menaces d'inflation qui pourraient en résulter.

La baisse des taux d'intérêt américains — que le ministre des finances, M. Stoltenberg, n'est pas loin de mettre en tête de liste des questions à traiter à Williamsburg — ne peut être obtenue que par l'effort de chaque grand pays industriel pour diminuer son déficit budgétaire, et comprimer la demande par des mesures d'économie. C'est seulement ainsi que l'on contribuera à la stabilisation des taux de change. Encore la République fédérale s'accommode-t-elle mieux que la France d'un dollar fort, qu'elle voit comme le signe d'une compétitivité de ses exportations, pour lesquelles travaille en R.F.A. un ouvrier sur trois.

Il y a peu de chances de voir Bonn soutenir la position d'un « nouveau Bretton-Woods », encore que les milieux officiels aient décelé dans le discours de M. Mitterrand à l'O.C.D.E. des « éléments positifs » qui ont échappé aux commentateurs, généralement négatifs, de la presse. Une commission pourrait être chargée d'étudier dans quelles conditions et selon quel calendrier un retour aux parités fixes serait possible.

ALAIN CLÉMENT.

LONDRES : un simple aller et retour...

De notre correspondant

Londres. — Après avoir provoqué — sans l'avoir formellement demandé — l'ajournement du sommet européen de Stuttgart, M. Thatcher a finalement décidé de se rendre à Williamsburg, mais elle assistera à la réunion des chefs d'État et de gouvernement des sept pays les plus riches avec d'autres soucis en tête, que le sort de l'économie mondiale.

L'interdiction de sa campagne électorale sera réduite au minimum, par l'annulation d'une visite à Washington qui devait précéder le sommet et par un vol aller et retour en Concorde (c'est le parti conservateur et non le Trésor public qui paiera le billet).

M. Thatcher a pensé qu'elle avait plus à gagner qu'à perdre en quittant le champ de bataille électoral pendant deux jours pour poser avec les autres Grands pendant que ses adversaires s'épuient dans des querelles subalternes. Elle a d'ailleurs demandé la possibilité de tenir, à l'issue des entretiens de Williamsburg, une conférence de presse formelle qui, n'en doutons pas, sera largement diffusée par les médias britanniques.

Pas de stimulation concertée

Sur le fond, M. Thatcher n'attend pas grand-chose d'une réunion dont elle n'approuve le principe que du bout des lèvres. Elle craignait même qu'un écart entre la France et les États-Unis sur les problèmes monétaires internationaux ou entre les États-Unis et l'Europe ne ternisse sa campagne électorale. Ces deux risques paraissent écartés, même si l'accord est loin d'être fait, et que les phrases sur une reprise mondiale en gestation, dans le communiqué final, ne pourront être très utiles au parti conservateur face aux travaillistes et à l'alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates, qui contestent l'amélioration de la situation économique britannique.

M. Thatcher restera ferme sur deux points : d'une part, elle refusera toute tentative concertée de stimulation de l'économie mondiale. Selon elle, une telle démarche ne pourrait que relancer l'inflation,

alors qu'il s'agit au contraire de la combattre pour que la reprise ait lieu sur des bases saines.

Elle plaidera auprès de ses collègues pour la stratégie qu'elle a appliquée depuis quatre ans en Grande-Bretagne et qui, estime-t-elle, commence à porter ses fruits. Elle admettra volontiers que les taux d'intérêt américains, toujours trop élevés, gênent la reprise en Europe, mais elle expliquera que seule une politique de rigueur et notamment la réduction du déficit budgétaire des États-Unis peuvent y remédier.

Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Échiquier, qui, à l'automne dernier, vilipendait la politique économique française, considère maintenant que le président Mitterrand s'est rallié à ses vues. Et il ajoute, en direction des travaillistes, que la rigueur pratiquée depuis quatre ans par les conservateurs doit être « juste » puisqu'elle est appliquée aussi par un gouvernement socialiste.

Toutefois, M. Thatcher n'ira pas jusqu'à soutenir la proposition de M. Mitterrand en faveur d'une stabilisation du système monétaire international et la réunion d'une nouvelle conférence de Bretton-Woods. Le chancelier de l'Échiquier vient de rappeler que le gouvernement britannique n'avait pas de « politique des taux de change » qui devraient être fixés sur les marchés monétaires.

« L'expérience monétaire », affirme Sir Geoffrey dans une déclaration expliquant la position de son gouvernement à Williamsburg, « que la stabilité des taux de change ne peut être construite que sur le parallélisme des politiques et des résultats dans les principaux pays industrialisés. Des interventions directes sur les marchés peuvent parfois compenser les fluctuations à court terme, mais la stabilité monétaire à moyen terme exige la réduction des taux d'inflation et la convergence des politiques fiscales et monétaires sur une base plus saine. » Pour M. Thatcher, la rigueur reste la seule base « saine et solide » de la reprise.

DANIEL VERNET.

TOKYO : un profil bas

De notre correspondant

Le Japonais semble avoir de bonnes raisons de penser que les problèmes pour eux les plus épineux du déséquilibre commercial, de la politique industrielle et de la faiblesse chronique du yen seront, pour l'essentiel, laissés à la compétence d'autres instances où ils sont régulièrement débattus, quitte à être

mentionnés de façon générale dans la déclaration finale.

S'ils étaient, par extraordinaire, accrochés sur ces questions, ils ne manqueraient d'ailleurs pas d'arguments. Plusieurs séries de mesures tarifaires et administratives ont été prises depuis un an pour faciliter l'accès au marché japonais, et M. Nakasone s'attachera sans doute à rassurer d'embles ses partenaires, tout comme l'avaient fait ses prédécesseurs, sur la volonté de Tokyo de participer à la revitalisation de leurs économies, d'utiliser à cette fin les excédents de la balance commerciale, de promouvoir la coopération industrielle et technologique, de faire de la demande intérieure, et non pas des exportations, le moteur de la croissance japonaise.

Cela dit, le premier ministre devra plus particulièrement s'effor-

cer d'attirer l'attention de ses partenaires sur les difficultés que connaissent les pays asiatiques faisant partie de la zone à responsabilités économiques et financières du Japon. M. Nakasone qui rentre d'une tournée dans les pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) plaidera en leur faveur les dossiers du commerce et du protectionnisme, de l'endettement et de l'aide au développement. C'est là, vu de Tokyo, un aspect limité de l'ensemble du problème Nord-Sud.

Pour le reste, le Japon, très préoccupé par la question de l'équilibre nucléaire global, devrait, à nouveau, chercher à obtenir l'assurance qu'un éventuel accord sur la réduction des armes atomiques sur le théâtre européen ne se traduira pas par un transfert de SS-20 soviétiques vers l'Asie. Dans le domaine des relations économiques Est-Ouest, comme sur la question d'un éventuel réaménagement du système monétaire international, les intérêts japonais semblent a priori plus proches des positions européennes que des vues américaines. Cependant, leur plus grande dépendance, à l'égard de Washington, ajoutée à une prudence qui confine souvent à l'immobilisme, leur laisse moins de latitude pour exprimer ouvertement leurs divergences.

Aussi est-il probable que sur ces deux questions les délégués japonais préféreront attendre pour voir ce qui sortira, éventuellement, des débats entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest avant de se prononcer clairement.

Interrogé sur l'opportunité d'un nouveau Bretton-Woods, M. Motono a estimé : « Dans l'état actuel des choses nous ne voyons pas la nécessité de bouleversements radicaux, mais on peut envisager des améliorations. » Sur cette question, comme sur d'autres, cette position intermédiaire reflète assez bien la circonspection pragmatique d'une demi-grande puissance aux responsabilités limitées.

R.-P. PARINGAUX.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de PARFUMS PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS
Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)
261-71-71
OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION
de 9 h à 18 h 30

مكتبة الوطن

INDUSTRIALISÉS A WILLIAMSBURG



(Dessin de PLANTU.)

La bonne volonté ne suffit pas

(Suite de la première page.)

Rh ! bien, la conclusion que tirent les experts de la Maison Blanche de ce jugement, auquel on s'est vu contraint de souscrire eux-mêmes, et qu'il convient de ne pas trop se hâter pour réduire le déficit. Cela pourrait compromettre les chances d'un retour durable à l'expansion. Ainsi l'échec le plus patent de la politique de M. Reagan, qui, lors de sa campagne électorale, avait promis le rétablissement de l'équilibre budgétaire pour 1984, est-il escamoté. En procédant simultanément à des allègements d'impôts et à une formidable augmentation des dépenses militaires, le président a laissé se développer un déficit que visiblement il a cessé de maîtriser comme l'atteste l'incapacité notoire des experts de l'administration à en prévoir le montant, fût-ce très approximativement : ils se sont, l'année dernière, trompés du simple au double.

C'est tout juste si on ne se croirait pas revenu au temps où les conseillers de M. Nixon, et M. Nixon lui-même, se déclaraient keynésiens. Quant au déficit de la balance des paiements, les représentants officiels des Etats-Unis n'hésitent pas à le présenter comme un avantage pour le monde extérieur : les Allemands n'en ont-ils pas profité ? disait récemment l'un d'eux, laissant entendre par là que le déficit commercial américain expliquait largement le surplus d'exportations de la République fédérale. On croirait entendre M. Pierre Mauroy déclarant quelques jours avant la dévaluation du franc que la France avait rendu service à ses voisins par ses déséquilibres.

Tout semble indiquer qu'à Williamsburg le président Reagan, songeant à sa réélection, ne sera vraiment intéressé que par une seule chose : obtenir de ses partenaires européens et japonais qu'ils donnent en quelque sorte une consécration internationale à la réalité de la reprise américaine en reconnaissant ses chances de durée après les succès remportés par l'administration républicaine dans sa lutte contre l'inflation.

De par le rôle que les Américains entendent lui faire jouer, le sommet risque de faire office d'identification publique, pour ce qu'un haut fonctionnaire français appelle le « délire » de la reprise, une expression sans doute un peu forte pour exprimer l'idée que, faute de pouvoir corriger les anomalies inquiétantes qui caractérisent la phase actuelle de la conjoncture (la fin d'une récession était dans le passé marquée par une grande aisance financière des entreprises et par une reprise vigoureuse des investissements, dont on voit encore aucun signe aujourd'hui), on cherche à y suppléer en créant artificiellement un climat de confiance.

Quelles que soient les vertus de l'autoconsommation, l'expérience, et notamment celle des sommets, montre que la méthode rencontre vite ses limites. De ce point de vue, Williamsburg risque de rassembler au plus vain mais aussi au plus anodin et inoffensif des sommets, celui de Porto-Rico en juin 1976. Sur l'initiative de M. Gerald Ford, les Sept avaient affirmé qu'en évitant une excessive stimulation de l'économie les gouvernements avaient contribué « à la solidité et à l'ampleur de la reprise ».

A tout prendre, cette utilisation à des fins d'autoconsommation des sommets vaut mieux qu'une ambition plus grande, mais mal dirigée. A la suite de l'élection de M. Jimmy Carter à la Maison Blanche, qui avait eu lieu à la fin de la même année, les Etats-Unis se lancèrent dans la politique d'« excessive stimulation » qui avait été dénoncée par les rédacteurs du communiqué de San-José. Il s'ensuivit une chute profonde du dollar que les pays européens essayè-

rent de freiner par de massives interventions sur le marché des changes.

Ce n'est pas impunément que quelque 70 milliards de dollars furent ainsi achetés sur le marché par les banques centrales des pays de la C.E.E. et du Japon : cette formidable accumulation créait les conditions d'une nouvelle inflation qu'on préféra attribuer sans autre forme de procès au deuxième choc pétrolier (lequel, comme le premier, se produisit, comme par hasard, au lendemain d'une profonde baisse du dollar). Mais la reprise tardait à venir en Allemagne et au Japon, dont les monnaies étaient surévaluées. Les experts de l'O.C.D.E. reprochaient à ces pays, et tout particulièrement à la R.F.A., de ne pas jouer leur rôle de « locomotives » de l'économie mondiale. Le chancelier Schmidt tomba dans le piège, au sommet qui se tint en juillet 1978 dans la capitale de son pays. Il prit l'engagement d'adopter des mesures de relance, en moment où l'afflux des capitaux en Allemagne rendait ces mesures inutiles et dangereuses.

La « stratégie globale » définie au sommet de Bonn allait à contre-courant. Elle contribuait, des deux côtés de l'Atlantique, à accentuer des déséquilibres qui appellèrent par la suite de pénibles mesures de correction, dont le monde continue encore aujourd'hui à payer les conséquences.

A l'instar des Américains, les Français, qui avaient placé beaucoup d'espoir dans Versailles, minimisent par avance la portée des entretiens de Williamsburg. Il n'empêche que le président Mitterrand a pensé que l'occasion était bonne de lancer à son tour l'idée (M. Donald Regan, secrétaire américain au Trésor en avait fait autant au mois de décembre dernier, pour se rétracter quelques jours après) que le moment était venu, si l'on voulait surmonter la crise, de préparer un nouveau Bretton-Woods.

C'était en quelque sorte revenir au point de départ. En juillet 1975, quand il invita les autres grands à participer au premier sommet de Rambouillet, M. Giscard d'Estaing avait déclaré : « Ce qu'on appelle la crise du capitalisme est en réalité une crise mondiale ». Et le communiqué de Rambouillet en disait plus que celui de Versailles l'année dernière, pourtant présenté à Paris comme un premier pas en direction d'un système plus ordonné.

A l'Elysée, on déclare « intéressantes » certaines des propositions avancées par le prédécesseur de M. Mitterrand dans les colonnes du Monde. Si on les rapproche de certaines des suggestions faites depuis le sommet d'Ottawa (juillet 1981) par M. Jacques Delors et des idées évoquées dans le proche entourage de l'actuel chef de l'Etat, on ne peut que conclure à une grande continuité dans l'inspiration dans ce domaine. Le Système monétaire européen est en quelque sorte le modèle proposé. Il faudrait progressivement en élargir la base, par des actions concertées qui viseraient à stabiliser, à l'intérieur de « plages de fluctuations » dont l'ampleur n'est pas précisée, le cours des taux de change entre l'ensemble européen et, d'une part, le dollar et, d'autre part, le yen. M. Giscard d'Estaing a toujours pensé que le S.M.E. était la première pierre d'un édifice plus large. Cette façon de voir semble partagée par son successeur et ses collaborateurs. C'est se tromper sur la nature du S.M.E. qui n'est qu'un mécanisme d'intervention sur le marché des changes pour maintenir le cours des monnaies des pays adhérents à l'intérieur de certaines limites. Cela n'est pas suffisant pour constituer ne fût-ce que l'ébauche d'un véritable système monétaire de parités fixes.

Pour éviter les amples variations du dollar (on a tendance à oublier le

franc dans l'affaire), il suffirait que les chefs d'Etat et de gouvernement expriment clairement leur volonté d'assurer une plus grande stabilité des taux de change. Le reste serait affaire de techniciens. Tel semble être le postulat de base des dirigeants français, avant et après le 10 mai. Les propositions de M. Giscard d'Estaing poussent jusqu'à la caricature cette croyance naïve dans la toute-puissance de l'alliance entre le pouvoir politique et la technocratie pour rétablir l'ordre monétaire. L'ancien président de la République suggère que, pour commencer, les banques centrales décident de stabiliser les cours à l'intérieur de « marges » non révélées au moyen d'interventions mobilisant des ressources dont le montant ne serait pas rendu public. Dans le monde réel, les choses se passent autrement : il suffit aujourd'hui que la Bundesbank intervienne, fût-ce pour un faible montant, pour que dans le quart d'heure qui suit la nouvelle soit connue à Hongkong avec un degré

d'approximation suffisant pour éclairer le jugement des opérateurs.

M. Giscard d'Estaing propose encore que les ressources ainsi mises à la disposition des banques centrales soient progressivement accrues. Il semble oublier que le système des taux de change fixes de Bretton-Woods s'est effondré quand il a fallu recourir à des interventions massives pour défendre les cours (à cause des conséquences inflationnistes que de telles interventions impliquent toujours). Si l'on se rapproche de la stabilité, les interventions deviendront plus limitées... Doit-on regretter que les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Williamsburg ne consacrent vraisemblablement que peu de temps à s'entretenir de la préparation d'un nouveau Bretton-Woods ? Faut-il rappeler que Bretton-Woods avait été préparé par des travaux théoriques qui avaient permis aux négociateurs de s'appuyer sur des bases solides ?

PAUL FABRA.

M. Mitterrand seul socialiste mais pas encore « vétérán »

Huit personnalités et sept pays participent au sommet de Williamsburg. A MM. Reagan et Mitterrand, seuls chefs d'Etat, qui représentent les Etats-Unis et la France, et aux premiers ministres Nakasone (Japon), Kohl (R.F.A.), Thatcher (Grande-Bretagne), Fanfani (Italie) et Trudeau (Canada), s'ajoute en effet, traditionnellement, le président de la Commission européenne, actuellement le Luxembourgeois M. Thorn.

Parmi ces personnalités, M. Mitterrand sera le seul participant socialiste. C'est la première fois que le cas se présente depuis l'origine de ces rencontres, puisque la « gauche » était jusqu'à présent représentée encore par le chancelier social-démocrate allemand Helmut Schmidt et, avant 1979, par le premier ministre travailliste de Grande-Bretagne, M. Callaghan.

M. Schmidt est absent pour la première fois, mais il détiendra toujours le record absolu des participations, puisqu'il était déjà huit sommets précédents. Même le « fondateur » de l'épreuve,

M. Valéry Giscard d'Estaing, n'a eu que six sommets à son actif.

A Williamsburg, le vétérán sera M. Trudeau, qui en sera à sa septième rencontre (il n'avait pas été invité à la première à Rambouillet et avait dû céder la place à M. Clark, son éphémère rival conservateur, à Tokyo, en 1979). Il précède M. Thatcher, pour qui ce sera la cinquième.

Vient ensuite un peloton de trois ex aequo ayant trois sommets à leur actif : MM. Mitterrand, Reagan et Thorn. Enfin, trois « débutants » font leur entrée dans l'enceinte pour la première fois : MM. Kohl, Fanfani et Nakasone.

Paradoxalement, cette arrivée relève sérieusement l'âge moyen des participants, qui atteint le niveau record de soixante-trois ans. Si, en effet, M. Kohl est le benjamin avec cinquante-trois ans, M. Fanfani (soixante-cinq ans) ravit le palme de l'âge au président Reagan (soixante-deux), et M. Nakasone (soixante-cinq) talonne M. Mitterrand (soixante-six).

LES HUIT RENCONTRES PRÉCÉDENTES

De Rambouillet à Versailles

Huit « sommets » ont précédé celui de Williamsburg :

● Rambouillet, 15, 16 et 17 novembre 1975. — Le nombre des participants est alors limité à « cinq » (France, Etats-Unis, R.F.A., Grande-Bretagne, Japon) « plus un » (l'Italie), selon la formule alors employée à l'Elysée, qui avait résisté aux pressions américaines pour que fût également invité le Canada, qui participera ensuite à tous les sommets suivants. Le sommet de Rambouillet est marqué par la fin de la longue controverse qui a opposé les Etats-Unis et la France sur la réforme du système monétaire international. La France accepte (ce qui sera consigné quelques semaines plus tard par les accords de la Jernale) sur la réforme des statuts du Fonds monétaire international que soit abandonné le principe sur lequel reposait le système de Bretton-Woods, qui s'était effondré en 1973 : la fixation des parités définies par un certain poids d'or. Cela étant acquis, les participants affirment, dans leur déclaration commune, « leur intention d'œuvrer en faveur d'une plus grande stabilité » monétaire. Simultanément, il est entendu que les autorités monétaires s'efforcent de contrebalancer le désordre des marchés ou les fluctuations erratiques des taux de change ». Que signifient « fluctuations erratiques » ? On n'est pas encore aujourd'hui d'accord sur une définition.

● Porto-Rico, 26 et 27 juin 1976. — Les Sept s'entendent sur quelques généralités, qui se résument à M. Gerald Ford, désireux, pour des raisons électorales, de voir les partenaires des Etats-Unis approuver sa politique économique et financière empreinte de prudence : « Notre objectif, dit-on dans la déclaration commune, est d'assurer la transition vers une expansion soutenue qui réduise le niveau élevé du chômage... sans pour autant compromettre la lutte poursuivie en commun contre une nouvelle poussée d'inflation ». En réalité, ce palis seront été dominé par une « réunion privée » entre les « quatre » (MM. Ford, Giscard d'Estaing, Callaghan et Schmidt), au cours de laquelle ils décident qu'ils cesseraient d'aler financièrement l'Italie au cas où les communistes entreraient dans le futur gouvernement de Rome. L'affaire est révélée par le chancelier Schmidt et fait quelque bruit.

● Londres, 7 et 8 mai 1977. — Le passage peut-être le plus marquant du « message » publié à la suite de la réunion est le suivant : « L'inflation ne réduit pas le chômage. Elle en est une des principales causes ».

● Bonn, 16 et 17 juillet 1978. — Le ton se fait plus concret, mais la « stratégie globale » qui est définie pour com-

battre le chômage, l'inflation, le protectionnisme, etc., est contestable (voir l'article d'autre part). Des objectifs chiffrés sont définis. La R.F.A. s'engage à augmenter ses dépenses budgétaires dans la limite de 1 % du P.N.B., la France à accroître son déficit dans la limite de 0,5 % du P.N.B.

● Tokyo, 28 et 29 juin 1979. — Le sommet se tient dans un climat de « pré-récession », alors que l'O.P.E.P. est réunie en même temps, à Genève, pour décider une nouvelle augmentation du prix du pétrole. Les sept pays participants fixent des plafonds à leurs importations d'or noir.

● Venise, 21, 22 et 23 juin 1980. — M. Giscard d'Estaing, de retour de Varsovie, « révèle » à ses collègues qu'il a proposé à Brejnev, qui a accepté, un retrait progressif des troupes soviétiques de l'Afghanistan. Les Sept font un appel commun en faveur de ce retrait. Pour le reste, le communiqué affirme que « la réduction de l'inflation est la première des priorités ». Des mesures sont annoncées pour économiser l'énergie et remplacer le pétrole. Il est décidé que la production de charbon sera doublée d'ici à 1990 et que le nucléaire sera encouragé.

● Ottawa, 19, 20 et 21 juillet 1981. — C'est le premier sommet auquel assistent le président Mitterrand et le président Reagan. Le communiqué fait état d'une volonté commune de « respecter la logique du marché ». Les Sept donnent leur accord pour préparer « un processus mutuellement acceptable de négociations globales » avec le Sud. On décide d'améliorer le « système de surveillance » du commerce avec l'U.R.S.S. et d'étudier une réduction des subventions aux crédits à l'exportation.

● Versailles, 5 et 6 juin 1982. — Les Sept s'engagent à « travailler à une évolution constructive et ordonnée du système monétaire international » et à promouvoir dans ce domaine « une plus grande stabilité ». Ils conviennent d'adopter « une approche prudente et diversifiée » dans leurs relations avec l'U.R.S.S. et les autres pays communistes européens. L'engagement de lancer les négociations globales est pris. Les résultats ne sont peut-être pas aussi négligeables qu'on l'a dit, mais l'atmosphère du sommet et le souvenir qu'il a laissé, sont ternis par une triple déconvenue : les massacres du Liban, la dévaluation du franc huit jours après, la querelle entre les Etats-Unis et les Européens au sujet du gazoduc sibérien, démentant l'impression qu'un accord avait été conclu à ce sujet.

P. F.

Les entretiens de l'Elysée ne sont pas liés à la politique intérieure souligne M. Max Gallo

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a été reçu pendant plus d'une heure par M. François Mitterrand, jeudi 26 mai, avant le sommet de Williamsburg. « Si ces sommets peuvent amener un retour à certaines règles dans les domaines monétaires, commerciaux et des matières premières, avec des obligations et des droits pour tous, ce seront des sommets utiles », a déclaré le premier secrétaire du P.S., au terme de cette rencontre.

M. Max Gallo, secrétaire d'Etat porte-parole du gouvernement, a indiqué, jeudi 26 mai, que de telles rencontres « ne sont pas liées à la situation intérieure de la France ». Interrogé sur l'entretien qui avait eu lieu le matin même à l'Elysée entre MM. Mitterrand et Giscard d'Es-

taing, le porte-parole a ajouté que, « en recevant les représentants des grandes familles politiques, le président de la République suit parfaitement qu'ils ont leurs points de vue particuliers tant sur la situation intérieure que sur la politique extérieure ».

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a souligné, le même jour, « la nécessité urgente pour la France de mobiliser ses forces pour faire face à la pression américaine ». Les députés communistes appuient la proposition du chef de l'Etat d'une conférence monétaire internationale « qui s'inscrit dans la droite ligne de la politique de coopération Nord-Sud avancée à Cancun en 1981 ».

La délégation française

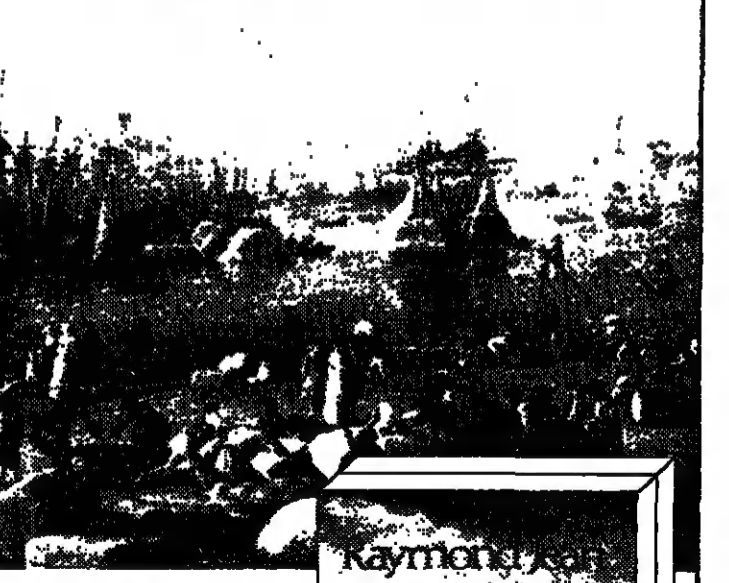
M. Mitterrand est accompagné à Williamsburg par la délégation suivante :

MM. Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget ; Chénou, ministre des relations extérieures ; Auzan, conseiller spécial du président de la République ; Verrier-Paliez, ambassadeur à Washington ; de la Ferrière, chef du protocole ; Vazzeille, porte-parole - assisté de M. Duhamel ; MM. Morel, Vedrine, Garcia, Prostean, M. Geigas, conseillers techniques à l'Elysée, et M. Silis, chargé de mission ; MM. Andros et Paye, respectivement directeur des affaires politiques et financières au Quai d'Orsay ; Camdessus et Bauguin, respectivement directeur du Trésor et directeur des relations économiques extérieures au ministère de l'économie et des finances et le lieutenant-colonel Mercier, aide de camp.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

En 1720, la dernière grande peste de l'Occident ravagea Marseille



Si des hommes avides d'or n'avaient pas laissé entrer dans le port, le Grand Saint-Antoine, un bateau venu d'Orient et porteur de riches cargaisons de soie mais aussi de contagion, le cataclysme n'aurait probablement pas eu lieu...



65 F
roman Seuil

Une nation sans Etat

Carte de la région du Kurdistan, montrant la Turquie, l'Irak, l'Iran, le Liban, la Syrie, et l'U.R.S.S. Les régions de peuplement kurde sont indiquées par un hachurage. Les villes marquées incluent Erzurum, Diyarbakir, Tabriz, Hakkari, Gaziantep, Alep, Beyrouth, Damas, Bagdad, Téhéran, et Urmouk. Les mers (Méditerranée, Caspienne) et le lac d'Ourmille sont également indiqués. Une échelle de 0 à 300 km est fournie.

personnes « interrogées » avec les mêmes méthodes sont ressorties infailliblement des caves de la prison de Diyarbakir, le chef du principal détenu kurde, Nâzî Kaleli, ou le maire kurde d'Agri, Orhan Alpaskan.

L'armée turque s'est ainsi efforcée, non sans succès, d'entretenir l'insécurité dans la population kurde. Elle a organisé, en effet, le raid des commandos spécialisés, souvent belligères, de rafles à l'issue parfois dramatique, d'arrestations et de « disparitions ». L'opération qui a conduit plusieurs milliers de personnes à la prison de Diyarbakir du territoire irakien pour y pourchasser des groupes nationalistes kurdes n'est sans doute pas la première du genre. Il existe notamment un nord-ouest d'Ankara, à Bolu, une zone de « disparitions » sociale, qui forme des corps spécialisés dans ce genre de raid. Mais c'est le plus spectaculaire enregistré à ce jour. Il illustre en tout cas le nou-

PROCHE-ORIENT

(Publicité)

Jeux olympiques pour tous comme les autres
C'est le 11 JUIN 1962 de 11 à 18 h
au STADE MUNICIPAL A REPOSER les
JEUX OLYMPIQUES SPECIAUX
organisés par la FAVA
Association Française des Amateurs de Volontariat aux
Jeux de Handicaps sportifs.
Plus de 1500 sportifs Handicapés (marche, natation,
jeu de balle, tennis de table, etc.) se réunissent au Parc des
Expositions de Vincennes pour participer à ces Jeux.
Leur but est de leur permettre de participer aux Jeux
olympiques. Ils sont, en plus, le meilleur moyen de
rééducation physique et morale. Ils ont été créés par
A. Thomas, ex-vedette du cinéma, et de notre ami
Jean-Pierre Lemaire.
Le dimanche 10 JUIN, les sportifs handicapés ont
été accueillis au stade par M. Lemaire, président de la
FAVA pour leur rééducation sportive et physique.

ON VOUL
CASSE D
SUCRE DA
LE DOS
J'ARRIV

هكذا من الأصل

EUROPE

République d'Irlande

Dublin compte sur le prochain gouvernement britannique pour débloquent la situation en Ulster

La campagne électorale en Grande-Bretagne suscite un vif intérêt dans la République d'Irlande, où l'on attend moins un changement politique à Londres que la désignation d'une majorité stable. Le prochain gouvernement, serait ainsi en mesure de débloquent la situation en Irlande du Nord, ou, tout au moins, de reprendre le développement des relations anglo-irlandaises là où les a laissées la crise des Malouines.

Dublin. — Dans son bureau du palais gouvernemental, où il nous reçoit, M. Garret FitzGerald se refuse à s'immiscer dans les affaires électorales britanniques. De nouveau à la tête du gouvernement irlandais depuis les élections de décembre 1982, qui ont enfin donné une majorité stable à la coalition formée par son parti, le Fine Gael, et le parti travailliste, il estime que les Irlandais doivent profiter du délai qui leur est ainsi accordé pour balayer devant leur porte.

« Nous devons mettre de l'ordre dans l'esprit de nos concitoyens et dans celui des gens d'Irlande du Nord, et examiner comment les nationalistes envisagent les possibilités d'une évolution politique de l'Ile », déclare M. FitzGerald. Le « forum » pour une Irlande nouvelle, qui se réunira à Dublin à partir du 30 mai, en sera l'occasion.

Dans un premier temps y participent les partis politiques de la République et le S.D.L.P., le parti catholique modéré d'Irlande du Nord. « Espérons que le forum recevra le soutien des citoyens d'Irlande du Nord, des Églises, des différentes institutions, y compris de beaucoup de membres de la communauté protestante. Le forum nous obligera à considérer sérieusement les problèmes des protestants, à voir comment leur identité pourrait être garantie dans d'autres conditions politiques. Différents modèles de relations politiques entre le nord et le sud de l'Ile pourraient sortir des discussions et certains éléments pourraient être utiles pour les relations entre les gouvernements irlandais et britannique », estime M. FitzGerald.

Le Taoiseach (premier ministre) pense que des personnalités protestantes qui souhaitent trouver une solution au problème de la stabilité de l'Ile accepteraient de participer aux travaux du forum. « Ceux qui ne veulent aucun changement sont également les bienvenus, parce qu'au moins ils participeront à l'éducation de nos concitoyens. Le malentendu est vraiment extraordinaire pour des gens habitant la même Ile ».

Dans cette phase de réflexion, le gouvernement britannique n'a pas un grand rôle à jouer, selon les Irlandais du Sud. Mais peut-être pourrait-il réformer l'Assemblée d'Ulster pour éviter le blocage actuel et permettre aux catholiques modérés du S.D.L.P. de mettre un terme à leur boycottage, implicitement approuvé à Dublin. « En elle-même l'Assemblée est un élément sérieux qui a de bonnes et de mauvaises potentialités. Aussi longtemps que le projet britannique d'autonomie provinciale supposera un droit de veto à la majorité protestante, il ne sera pas facile pour le S.D.L.P. d'y participer, affirme M. FitzGerald. Maintenant il appartient au gouvernement britannique de modifier sa position sur la manière dont le partage du pouvoir entre les catholiques et les protestants pourrait être établi ».

D'autres États et d'autres peuples séparés par l'histoire ont appris à s'entendre et à coopérer. Le Taoiseach ne récuse pas l'exemple du traité franco-allemand. Il insiste toutefois sur l'importance primordiale d'un cadre parlementaire où se retrouveraient les membres des Assemblées de Londres, de Dublin et de Belfast. « D'abord il permettrait de mettre fin à des malentendus. Beaucoup de scènes à la Chambre des communes montrent le manque de connaissance (du problème irlandais), de bonne volonté, et même une véritable antipathie, provenant d'une forme particulière de nationalisme britannique. Il règne également dans notre Parlement, mais dans une mesure moindre, une suspicion vis-à-vis des attitudes britanniques ».

Pour une confédération
Lors de son premier — et bref — passage à la tête du gouvernement de Dublin en 1981, M. FitzGerald avait proposé de modifier la Constitution de la République d'Irlande qui revendique la souveraineté sur l'ensemble de l'Ile, y compris l'Ulster, et qui reconnaît la position dominante de l'Église catholique dans la société. « La proposition n'avait pas paru alors acceptable à l'opposition, se souvient le Taoiseach. Néanmoins, elle avait eu un écho considérable en Irlande du Nord et parmi les gens qui sont ici favorables à des progrès et qui croient qu'un État pluraliste pourrait aider à la solution de la question d'Irlande du Nord ».

Alors que le forum ne s'est pas encore réuni, le chef du gouvernement de Dublin ne veut pas entrer dans les détails de ce que pourrait être cette « nouvelle Irlande », qu'il appelle de ses vœux. Il renvoie au programme de son parti : « Une confédération lâche entre deux États qui partageraient les tâches qu'ils peuvent mieux accomplir ensemble que séparément, comme la sécurité, les affaires étrangères, les relations avec la Communauté européenne, et certains domaines économiques clés, comme la politique monétaire, mais qui par ailleurs seraient indépendants ».

Dans ces conditions, les catholiques pourraient-ils accepter la loi de la majorité protestante au Nord ? M. FitzGerald estime que cette confédération ne serait viable qu'après un long processus d'apprentissage de la vie en commun, où catholiques et protestants auraient gouverné ensemble et où l'application de la règle démocratique ne se poserait pas en termes confessionnels. « Nous n'avons jamais envisagé le partage du pouvoir comme une forme permanente de gouvernement en Irlande du Nord », dit-il,

De notre envoyé spécial

mais comme une forme temporaire indispensable pour rompre avec l'exclusion de la minorité que nous connaissons depuis soixante ans ».

Et l'Europe ?

M. FitzGerald passe alors à un autre sujet qui lui tient à cœur : l'Europe. Que pense-t-il de l'idée souvent agitée d'une réforme de la politique agricole commune ? « Nous considérons la PAC comme une des pierres angulaires de la Communauté. Elle est beaucoup plus importante pour nous que pour tout autre pays. La participation à la PAC nous a libérés de la dépendance vis-à-vis de la politique des prix alimentaires pratiquée par la Grande-Bretagne, qui avait empêché le développement de notre agriculture ».

Mais nous concevons la PAC comme une politique permettant aux règles du marché de fonctionner au sein de la Communauté sur la base des avantages comparables. Malheureusement, des distorsions

sont apparues : les montants compensatoires monétaires qui subventionnent l'agriculture allemande, le développement de l'agriculture industrielle en Belgique, aux Pays-Bas et au Danemark, avec des produits d'alimentation du bétail achetés bon marché en dehors de la C.E.E. De plus, nous sommes contre toute limite fixée artificiellement aux dépenses agricoles de la Communauté parce qu'une telle limite minerait complètement la PAC ».

Le gouvernement irlandais examine actuellement les propositions de la Commission de Bruxelles en vue d'une réforme du financement de la Communauté. « Elles contiennent certains éléments qui ne nous plaisent pas, déclare le Taoiseach, comme le lien entre l'importance relative de l'agriculture dans l'économie nationale et la contribution du budget communautaire. Mais nous reconnaissons que la Commission a fait un effort d'ingéniosité pour proposer une modification du mode de financement qui aura pour effet de limiter la contribution britannique, jugée excessive ».

Le premier ministre est moins satisfait, en revanche, de la manière

dont les « grands » européens traitent leurs petits partenaires des sommets des pays industrialisés, comme celui de Williamsburg. « Dès le début, dit M. FitzGerald, j'avais exprimé l'idée que la Communauté devait être représentée, mais il est difficile de prétendre que le point de vue communautaire puisse être défendu par un pays qui est en même temps une puissance importante. Les relations avec la France ne souffrent pas de ces malentendus. Nous avons toujours regardé vers la France par-delà la Grande-Bretagne, indique M. FitzGerald. La résistance de la France contre le développement de la Communauté dans le domaine institutionnel, par exemple, n'est pas partagée ou même désirée par l'Irlande ».

Mais nous avons un intérêt commun dans la PAC et nous avons tendance à avoir le même point de vue sur beaucoup d'aspects des affaires internationales. J'ai eu l'occasion de rendre visite au président Mitterrand et j'espère le recevoir, le moment venu, dans ce pays, pour maintenir ces bonnes relations.

DANIEL VERNET.

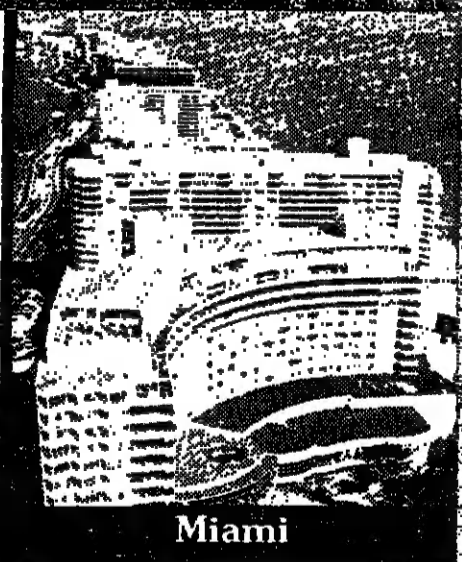
Comment TWA vous rend l'Amérique possible.

Visiter l'Amérique reste possible cette année, même avec des moyens limités. TWA "Flâneries Américaines" vous offre toute une palette de formules de vacances aux USA à des prix très raisonnables.

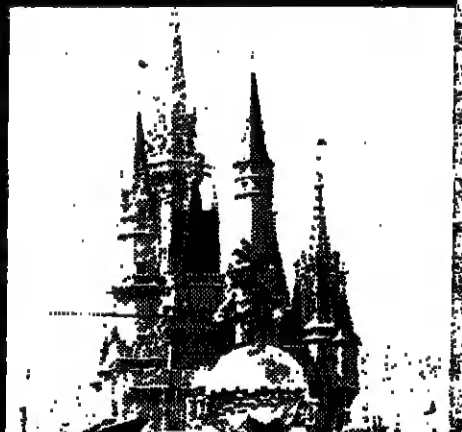
Vous pouvez partir 2 semaines en demi-pension, en voyageant à votre rythme — 1150 F seulement étant déduits de votre carnet de change, vous resterez 1850 F d'argent de poche, soit près de \$ 20 par personne et par jour.



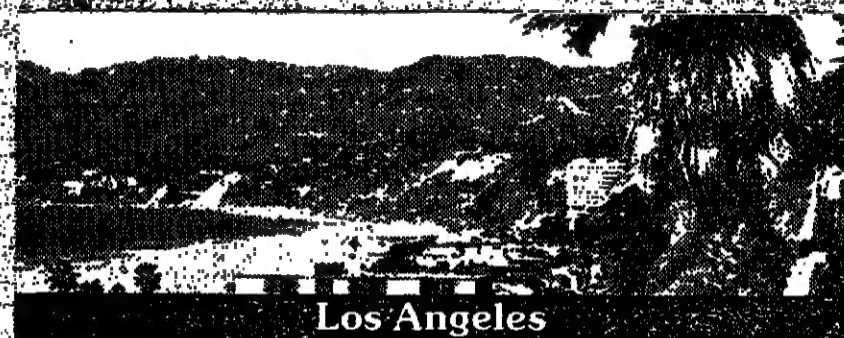
New York



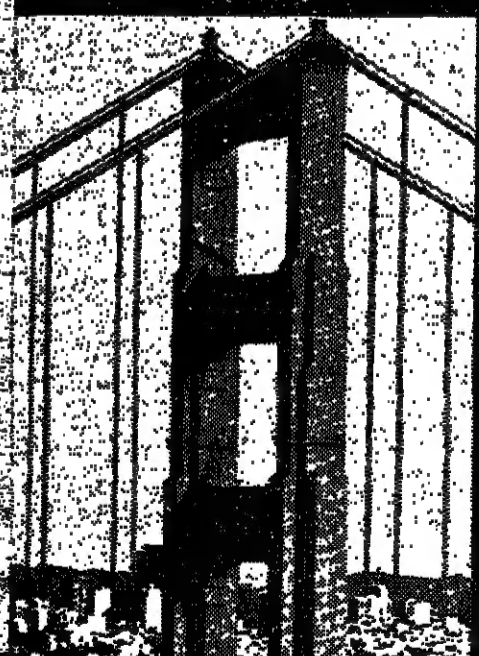
Miami



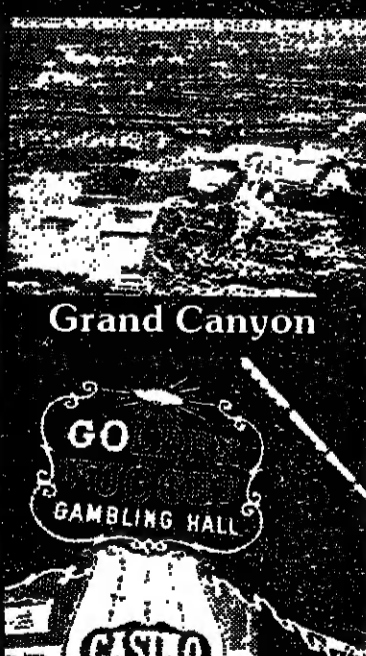
Disney World



Los Angeles



San Francisco



Grand Canyon

GO GAMBLING HALL CASINO

Las Vegas

Flâneries en Floride.

Cette formule comprend : le vol TWA Paris - New York, le vol New York - Orlando et le vol Miami - Paris ; la location d'une voiture pendant 12 jours, kilométrage illimité ; deux nuits à New York, 4 nuits à Orlando et 8 nuits à Miami, dans des hôtels de 1^{re} catégorie en demi-pension, plus l'entrée à Disney World et Epcot.

Flâneries sur la côte Ouest.

Cette formule comprend : le vol TWA aller-retour Paris - Los Angeles, la location d'une voiture pendant 15 jours, kilométrage illimité ; 3 nuits à Los Angeles, 1 nuit à Phoenix, ainsi qu'à Grand Canyon, Bryce et Las Vegas, 2 nuits à Fresno, 3 nuits à San Francisco, 1 nuit à Monterey et la dernière nuit à Los Angeles, dans des hôtels de 1^{re} catégorie en demi-pension, plus l'entrée dans tous les Parcs Nationaux de votre trajet.

Et bien d'autres... Ce ne sont là que deux exemples parmi tant d'autres — Alors n'oubliez pas TWA "Flâneries Américaines" peut vous faire voyager en Amérique, même avec des moyens limités — Consultez votre agent de voyages, TWA à Paris, ou Loisirs SA, l'Agent Général de TWA à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice et Strasbourg.

Vous plaire nous plaît.

ON VOUS CASSE DU SUCRE DANS LE DOS, J'ARRIVE.

SANTO LORRO



AMÉRIQUES

Pérou

Les abus de la répression sont plus graves que ceux de la guérilla déclare M. Hugo Blanco, dirigeant de gauche

Le gouvernement de M. Belaunde Terry a kré, le jeudi 26 mai, l'état d'urgence qui avait été décrété à Lima et dans le port voisin de Callao. Un accord a, en effet, été conclu avec le millier de gardes civils qui s'étaient mutinés dans une caserne et qui avaient obtenu l'appui de plusieurs commissariats de la capitale. Leurs revendications salariales ont été satisfaites. D'autre part, la guerre continue dans le département d'Ayacucho, où les autorités militaires ont annoncé que vingt-six guérilleros du Sentier lumineux ont été tués au cours de récents affrontements.

« Une guerre civile ? Oui, on peut dire que c'en est une. Mais nous ne savons pas ce qui se passe dans la région d'Ayacucho. Les journalistes ne peuvent plus y entrer. Seules les autorités donnent des informations. Et nous savons qu'elles mentent, qu'elles falsifient les faits. C'est comme si un coup d'Etat s'était produit dans ce département, comme si c'était le Chili ! »

M. Hugo Blanco, le leader paysan des années 60, emprisonné plusieurs années pour son activité révolutionnaire, est de passage à Paris. Député à Lima du parti révolutionnaire des travailleurs (troussiste), âgé de quarante-huit ans, il est venu présenter un rapport sur la situation de son pays devant le comité français de défense des droits de l'homme au Pérou. Droits de l'homme qui lui semblent particulièrement bafoués, surtout depuis que l'armée, la police et des paramilitaires, les « Sinchis », exercent une répression intense contre la guérilla.

Les maoïstes du Sentier lumineux se livrent-ils à des exécutions massives de paysans, comme l'affirment les autorités ? M. Hugo Blanco l'ignore. Il ne doute pas, néanmoins, que ceux-ci utilisent des méthodes terroristes. « Ils s'en prennent aux syndicalistes agricoles. Récemment, par représailles, ils ont rasé les che-

veux des femmes de ceux qui avaient assisté à un congrès de la Confédération paysanne. On parle aussi d'assassinats. Il y a de nombreux sabotages, notamment de matériel de coopératives. Les dirigeants de la guérilla - des professeurs, des étudiants - ont certes réussi à gagner des sympathisants : la région d'Ayacucho est l'une des plus pauvres du pays. Mais, aujourd'hui, les paysans sont dans une situation intenable : ou bien ils suivent le Sentier lumineux, ou bien, s'ils restent dans leurs villages, ils risquent d'être tués par la police ou l'armée. »

Pour M. Hugo Blanco, les abus de la répression sont nettement plus graves et plus nombreux que ceux de la guérilla. Il cite le cas des huit journalistes péruviens assassinés, le 23 janvier dernier, dans la communauté d'Urburocay. « Nous pensons que ce massacre a été fait à l'instigation des Sinchis », dit-il. Un journal de Lima vient de publier une photo qui pourrait démentir les explications officielles sur cet assassinat : les journalistes ont été tués par des paysans qui les ont pris pour des guérilleros, ont affirmé les autorités. Mais, à en juger d'après la photo publiée, il semble que les journalistes aient eu le temps de révéler leur identité quand ils se trouvaient au sein de la communauté indigène.

Autres exemples cités par M. Blanco : les deux prisonniers politiques tués, récemment, à la prison d'El-Fronton. L'utilisation de bombes incendiaires dans la chasse à la guérilla. Et puis, cette méthode qui consiste, pour les forces de l'ordre, à « utiliser des communautés paysannes contre d'autres communautés ».

L'action du Sentier lui semble vouée à l'échec, et, de toute façon, elle ne parviendra pas, dit-il, à débordier le département d'Ayacucho : « En Amérique latine, la stratégie du « foco » (du foyer de guérilla) a échoué partout. Le Chili, le Brésil, la Bolivie nous montrent que les changements se font ou sont possibles grâce à des actions de masses, à l'activité organisée des ouvriers, des paysans et des quartiers. »

C. V.

Chili

LES TRANSPORTEURS PRIVÉS UNIS CONTRE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GÉNÉRAL PINOCHET

Santiago (A.F.P.). - Les organisations chiliennes de transports privés (camions, autocars, taxis) ont formé, le jeudi 26 mai, à Santiago, un Conseil supérieur national des transports terrestres, afin de chercher une solution de rechange à la politique économique du gouvernement militaire au Chili.

« La politique du gouvernement (du général Pinochet) a échoué », ont affirmé dans leur premier communiqué les membres du Conseil, précisant qu'ils voulaient se maintenir à l'écart de toute pression partisane de l'opposition.

Les transporteurs se plaignent notamment de « la paralysie des activités productives, de la hausse démesurée des coûts de production, de la mauvaise rentabilité des transports, des faillites et des affaires vendues à bas prix », assurant que ces facteurs sont à l'origine de la plus grave crise que connaisse le Chili depuis les années 30.

Le dirigeant des entreprises de taxis, M. Juan Jara Cruz, a, de son côté, rappelé que l'action menée par les transporteurs chiliens dans les mois qui ont précédé la chute du gouvernement de gauche d'Allende, en 1973, avait paralysé le Chili.

ASIE

Les Etats-Unis vont libéraliser leurs transferts de technologie à la Chine

De notre correspondant

Pékin. - Les Etats-Unis ont décidé d'adopter une attitude plus souple envers la Chine dans le domaine des transferts de technologie. Le message a été transmis aux dirigeants chinois dans une lettre du président Reagan que M. Baldrige, secrétaire américain au commerce, a remise, mercredi 25 mai, à M. Zhao Ziyang, premier ministre. Le responsable américain se trouvait à Pékin depuis samedi pour présider aux travaux de la première réunion de la commission mixte sur le commerce.

A la demande du chef de l'exécutif américain, M. Baldrige a réaffirmé l'importance que les Etats-Unis et M. Reagan, personnellement, attachent aux relations avec Pékin. Dans cet esprit, il a fait part à ses interlocuteurs de la « détermination » de l'administration américaine de « continuer à libéraliser la politique de transferts de technologie ». Les procédures administratives en vigueur à Washington concernant la Chine seront améliorées « rapidement et de façon significative », a ajouté M. Baldrige, afin de les rendre davantage « prévisibles et sûres ». Selon le secrétaire au commerce, la révision des mécanismes actuels de décision ne devrait prendre que quelques semaines et de premiers résultats devraient être perceptibles « dans un délai de deux à trois mois ».

M. Baldrige n'a pas spécifié à quel type précis de produits la décision de l'administration américaine profiterait prioritairement. Mais c'est évidemment le secteur de l'électronique qui semble particulièrement visé. Les deux affaires les plus avancées et qui sont actuellement en suspens, à cause d'obstacles administratifs à Washington, concernent la vente à la Chine d'une station d'observation à terre, reliée au système d'information Landsat, et celle d'ordinateurs, par la firme Honeywell. M. Baldrige a refusé d'entrer dans le détail de ces deux cas, mais en indiquant qu'ils se trouvaient au « stade final » d'examen par les instances concernées, il a laissé entendre qu'un accord pourrait intervenir d'ici à l'automne. Ces deux projets sont bloqués en raison de la possibilité de leur utilisation à des fins militaires. Or un collaborateur du secrétaire au commerce a indiqué que les mesures de libéralisation concerneraient des « parties » d'équipement, dont l'utilisation peut être à la fois civile et militaire.

Les intentions manifestées par M. Baldrige, représenté en tout état de cause d'un assouplissement notable de la position américaine et un geste envers Pékin. Il leur reste maintenant à se traduire dans les faits. C'est à peu près ce qu'a dit M. Zhao Ziyang au secrétaire au commerce lors de leur entretien de mercredi. Le premier ministre chinois a « souligné » les résultats de cette première réunion de la commission mixte sino-américaine, mais, a-t-il ajouté, « les vœux contenus dans le message de M. Reagan doivent se traduire dans la réalité ».

M. Zhao a déclaré qu'il existait encore « un grand fossé entre les progrès de la Chine et des Etats-Unis ». Dans un changement de formulation significatif par rapport aux propos tenus par les représentants chinois au début de la semaine, M. Zhao n'a pas imputé, cependant, aux seuls Etats-Unis la responsabilité des retards que connaît la coopération économique entre les deux pays. « Nous devons joindre nos efforts, a-t-il dit, pour prendre des mesures concrètes et lever les obstacles ».

Renforcer la main de M. Deng Xiaoping

Après avoir atteint le niveau record de 5,5 milliards de dollars en 1981, les échanges sino-américains ont connu, l'an dernier, un recul sensible (- 3,5 %), qui s'est accentué au cours du premier trimestre de cette année (- 17 % par rapport au premier trimestre de 1982). Chinois et Américains semblent penser que les mesures de libéralisation annoncées par Washington sont susceptibles d'assurer une relance du commerce bilatéral.

Cet espoir est d'autant plus réel que la situation est en voie de débloquer dans d'autres secteurs que celui des transferts de technologie. La septième phase des négociations sur les textiles aura lieu début juin à Pékin, les perspectives semblent favorables pour la participation de so-

ciétés américaines à la modernisation de l'industrie chinoise et aux études de faisabilité de certains projets de développement. Les Américains espèrent ainsi participer à la réforme du système chinois de télécommunications. Enfin, des discussions à propos d'un accord pour la protection des investissements américains en Chine débuteront le 1^{er} juin.

Politiquement, cette évolution, qui demande certes à être confirmée, intervient à point. Elle est de nature à renforcer la main de M. Deng Xiaoping, au moment où la politique d'ouverture suivie par ce dernier envers les Etats-Unis se heurte à des critiques au plus haut niveau, ou tient de bonne source que, lors de la réunion du bureau politique consacrée à l'examen de la politique étrangère chinoise, fin mars (le Monde du 4 mai), plusieurs membres de cette instance (MM. Li Xianmin, Wan Li, Gu Mu, Li Desheng) se seraient joints aux attaques de M. Hu Yaobang contre l'administration Reagan. Devant cette offensive, M. Deng Xiaoping aurait obtenu qu'aucun changement de politique ne soit décidé sur le moment et que le statu quo soit maintenu jusqu'à ce que la question soit rediscutée à l'automne. C'est sans doute dans une telle perspective, qui ne doit pas être inconnue des Américains, que les décisions de l'administration Reagan, dont M. Baldrige était le message, doivent être examinées.

MANUEL LUCBERT.

OCÉANIE

L'Australie proteste vigoureusement contre le dernier essai nucléaire français

L'Australie a vigoureusement critiqué le dernier essai nucléaire français à Mururoa (le Monde du 27 mai). Le ministre des Affaires étrangères, M. Bill Hayden, a déclaré, jeudi, à Canberra, que cette expérience - la plus puissante depuis 1979, selon un séismologue néo-zélandais - avait suscité « une très grande tension » dans les relations franco-australienne. La France, a-t-il ajouté, devrait expérimenter « cette maudite chose dans la Méditerranée, dans l'Atlantique ou en métropole ». M. Hayden a déclaré que, lors de sa récente visite à Paris, il lui avait été affirmé que la France se limiterait à tester des détonateurs d'engins nucléaires et que la récente explosion montrait qu'il avait été trompé.

M. Hayden a ajouté que son gouvernement poursuivait ses protestations « jusqu'à ce qu'il soit tenu compte des Français dans une position confortable », mais qu'il n'imposait aucune sanction commerciale ou diplomatique. Il y a dix ans, le gouvernement travailliste de M. Whitlam avait poursuivi la France devant la Cour internationale de justice, et les syndicats australiens avaient boycotté les navires français.

Pour sa part, M. Hawke, le premier ministre, qui est attendu à Paris au début de juin, a dit qu'il comptait protester personnellement auprès du président Mitterrand. Il a précisé qu'il s'efforcerait de réaliser une meilleure unité des pays du Pacifique Sud en vue de l'instauration d'une zone dénucléarisée dans la région. - (U.P.I., A.P., Reuters.)

AFRIQUE

République Sud-Africaine L'attentat à Bloemfontein n'a pas fait de victimes

De notre correspondant

Johannesburg. - Une nouvelle bombe a explosé, jeudi 26 mai, dans le centre de Bloemfontein. Selon la police, la déflagration n'aurait provoqué que des dégâts matériels limités. Le quartier tout entier a été bouclé sur-le-champ par les forces de l'ordre, et une enquête a été ouverte.

Placé sous une voiture, non loin d'un bureau de main-d'œuvre réservé aux Noirs, l'engin explosif, de forte puissance a en croire les témoins, fait voler en éclats les vitres des immeubles voisins. L'attentat n'avait toujours pas été revendiqué ce vendredi matin. Mais, pour le public qui vit depuis l'attentat de Fre-

toria dans la psychose du terrorisme, la responsabilité du Congrès national africain (A.N.C.) ne fait pas l'ombre d'un doute.

Pour beaucoup, ce nouvel acte de violence confirme, s'il en était besoin, le tournant sanglant pris dans la région depuis le raid sud-africain sur Maseru en décembre 1982. Justifié et explicité par les cadres de l'A.N.C. en exil, il est à craindre que l'enchaînement de la violence continue le 16 juin, anniversaire des émeutes de 1976 à Soweto.

Accusé par le gouvernement sud-africain d'être plus ou moins directement mêlé à l'attentat de Pretoria, le représentant de l'O.L.P. au Zimbabwe a rejeté ces allégations. M. Ali Haimineh considère que la mise en cause de son organisation est une menace directe contre le Zimbabwe qui l'accueille. Il n'a pas nié entretenir des liens avec les « mouvements de libération sud-africains et namibiens » et soutenir « de manière déterminée la lutte contre l'apartheid ». M. Haimineh a toutefois indiqué que la « libération de l'Afrique du Sud » n'était pas de la « responsabilité directe de l'O.L.P. ». « C'est au peuple sud-africain d'intensifier une lutte que nous sommes prêts à soutenir autant que nous le pouvons », a-t-il conclu.

PATRICE CLAUDE.

A TRAVERS LE MONDE

Haute-Volta

LE C.S.P. APPUÏE LE PRÉSIDENT OUEDRAOGO. - Après trois jours de délibérations sur la crise consécutive à la destitution et à l'arrestation d'Henri Zongo (le Monde du 24 mai), le Conseil de salut du peuple (C.S.P.) au pouvoir a renouvelé, mercredi 25 mai, son appui au commandant Ouédraogo, chef de l'Etat. La décision du C.S.P., qui est formé d'environ cent vingt militaires, indique, estime-t-on de

source diplomatique, que les modérés sont majoritaires au sein du Conseil et que le président Ouédraogo tient bien la situation en main.

Mongolie

DES MILLIERS DE CHINOIS sont actuellement expulsés de Mongolie, les autorités d'Ulaan-Bator leur ayant donné le choix entre s'installer dans des zones reculées ou quitter le pays, ont rapporté, le jeudi 26 mai, des voyageurs occidentaux arrivés à Pékin

Namibie

LES ENTRETIENS DE M. SHULTZ. - Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a souligné jeudi 26 mai, lors de ses entretiens aux Nations unies avec les principaux dirigeants noirs d'Afrique australe, que les Etats-Unis feront en sorte d'arrêter le cycle de violence dans la région et d'aider la Namibie à obtenir son indépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud. M. Shultz a rencontré

M. Nujoma, président de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), puis les ministres des affaires étrangères de l'Angola, du Botswana, du Mozambique, de la Tanzanie, de la Zambie, du Zimbabwe et du Nigeria - des pays qui ont tous joué un rôle dans la tentative de règlement du problème namibien. Cet effort américain, pour tenter de dissiper les critiques dont la diplomatie américaine fait l'objet en Afrique noire, ne semble guère avoir convaincu les interlocuteurs du secrétaire d'Etat.

Compte à intérêts progressifs. L'épargne avisée pour ceux qui ont tout compris.

Des intérêts perçus chaque année et dont le montant s'accroît au fil des ans, n'est-ce pas une excellente façon de faire fructifier votre épargne ? « Harmoniques », c'est un compte à intérêts progressifs ouvert à tous. Avec un taux de rendement actuariel brut de 14 %, sur cinq ans, il permet de percevoir chaque année des intérêts de plus en plus élevés.

C'est également une formule souple, puisque au bout de trois mois, votre argent est disponible, selon le barème de remboursement en vigueur à l'ouverture du compte.

Savoir répondre aux attentes de ses clients, c'est la vocation du Crédit Agricole, le compte « Harmoniques » en est un bon exemple. Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.

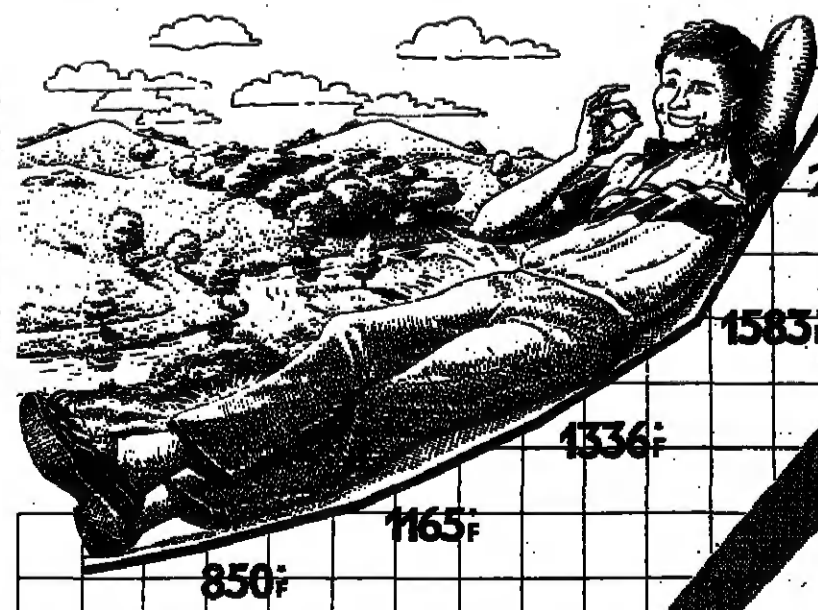
Compte « Harmoniques »

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous.

Crédit Agricole.

*Montants et taux en vigueur au 1^{er} janvier 1983. Intérêts bruts versés chaque année pour 120 000 F placés sur 5 ans.



مكتبة الوطن

C'e culty

le guide... guide Hachette... LE SEIN 80

Une priorité absolue

(Suite de la première page.)

Comment réaliser cette modernisation ? J'enfoncerai peut-être en disant qu'il s'agit d'abord d'une mutation culturelle. Oui, l'un des plus importants freins à la modernisation de l'industrie est d'ordre culturel. Tout simplement parce que les Français n'aiment pas leur industrie et souvent la connaissent mal. Affaire de tradition historique, de sociologie d'un peuple surtout attaché aux valeurs foncières, affaire d'éducation, de religion et de politique peut-être, de conditions de travail et de salaires en tout cas. Tout cela joue pour expliquer que les enfants d'aujourd'hui rêvent (et leurs parents pour eux) profession libérale ou fonction publique plus volontiers qu'industrie. On ne modifie pas un état d'esprit par décret. Il y faudra du temps, de l'énergie, de la formation et l'appui des médias. Et pourtant cette mutation est essentielle. Elle devrait constituer un excellent terrain de rassemblement pour les partenaires sociaux et les pouvoirs publics. L'entreprise d'une façon générale, l'industrie en particulier doivent remonter au premier rang dans le cœur et l'estime des Français.

Encore faut-il qu'on ne les déçoive pas sans cesse. Ce n'est pas une façon de faire aimer notre appareil de production ou de faire acheter nos produits que de jouer en permanence le grand air de la catastrophe. Et ce n'est pas juste non plus. La situation actuelle de nos entreprises est en effet diversifiée.

Une étude récente du Crédit national montre que, heureusement, la crise ne lamaine pas toutes les situations, mais qu'elle a surtout pour effet d'agrandir la distance entre les firmes qui réussissent, souvent brillamment parce qu'elles avaient su s'adapter à temps, et celles qui peinent ou qui sombrent. La crise est d'abord un accélérateur d'inégalité.

Il reste que la situation moyenne de nos entreprises n'est pas bonne. L'épargne des sociétés non financières par rapport à la valeur ajoutée est à un niveau très faible ; les perspectives d'investissements sont

mornes ; les échanges internationaux se contractent ; la demande interne se ralentit. Face à cela, la première condition d'une politique industrielle dynamique, en même temps qu'une certaine croissance, est encore une fois culturelle : définir des règles du jeu claires et s'y tenir. Je soutiens qu'une politique industrielle n'est pas faite seulement d'aspects spectaculaires d'ailleurs nécessaires (restructurations, plans sectoriels, décisions d'alliance européenne ou mondiale), mais au moins autant de mesures d'environnement : formation, législation du travail, motivation, recherche, politique budgétaire et du crédit, simplifications administratives. Enfin et surtout réduction de l'inflation au niveau de celle de nos concurrents. Voilà les principales règles du jeu.

La réorientation des financements

Parmi ces règles, l'une des plus décisives concerne le financement. Dans le passé, comme l'évolution relative des prix ou des crédits le montre, on n'a pas favorisé l'industrie. Une réorientation progressive s'impose. Déjà diverses dispositions concernant l'épargne ont été prises. La même orientation doit s'appliquer aux institutions bancaires et au réexamen des aides budgétaires. C'est également le sens de la création du Fonds de modernisation industrielle, qui, sans être exclusif d'autres formes, présentera l'avantage de mettre à la disposition des entreprises, pour se moderniser, une épargne bon marché. Sans doute des crédits à bas taux ne suffisent-ils pas à les perspectives du marché sont trop déprimées ou si les charges sont trop lourdes. Mais des financements adaptés, au même titre qu'une modération des coûts, constituent une nécessité absolue pour faire redémarrer l'investissement. Enfin le capital-risque devra être davantage encouragé en s'inspirant de formules qui existent à l'étranger.

Financement, oui. Mais pour financer quoi ? La première question qu'on m'a posée dans mes nouvelles fonctions était de savoir si j'étais... l'homme des filières ou l'homme des créneaux. La politique des créneaux peut convenir pour une entreprise, pas pour un pays comme le nôtre. Elle conduit, on l'a vu dans le passé, à ne laisser à la France que

ce que les autres ne veulent pas ou ne peuvent pas faire. D'où une dépendance extérieure excessive et inacceptable. Les filières, quant à elles, sont une démarche utile, par exemple pour l'électronique ou pour le bois-papier.

Cependant, adoptées partout et pour tout, elles seraient irréalistes dans la mesure où la France doit exercer des choix financiers et où une politique exclusive de filières empêcherait la réalisation de sauts technologiques qui sont une donnée de l'industrie d'aujourd'hui. Notre pays doit donc à la fois moderniser ses industries de base, améliorer la compétitivité des industries de transformation, valoriser ses atouts agricoles et énergétiques, développer massivement les technologies nouvelles.

C'est d'ailleurs la spécificité de la troisième révolution industrielle que cette action en faveur des techniques novatrices, de nature transversale. Car cette révolution-là ne touche pas un ou deux secteurs seulement, mais est susceptible de concerner l'ensemble des branches. D'ailleurs les notions de secteur et de branche, d'usage courant en économie, se prêtent mal aux réalités des technologies nouvelles. La masse de l'effort nécessaire exclut en tout cas le saupoudrage, bonne recette de cuisine mais mauvaise recette pour l'industrie. Notre stratégie entraînera des choix parfois rudes. Et néanmoins, sans cette réorientation, la France manquerait assurément le virage des démocraties à haute technologie.

La place du secteur privé

Une des interrogations les plus souvent formulées continue d'être, malgré nos explications, celles des nationalisations. Voulez-vous tout nationaliser, nous demandent-ils ? Il n'en est pas question. C'est aussi une règle du jeu qu'il faut clarifier. Ah ! le poids des mythes ! Les uns prêtent aux entreprises publiques, par essence, toutes les vertus. Les autres les voient, par principe, à la débâcle. Cette approche manichéenne ne peut conduire à rien de bon.

Les entreprises nationales, immergées dans l'économie de marché et la concurrence internationale, ne pourraient longtemps vivre si elles s'excluaient de contraintes de la gestion. L'Etat doit donc remplir à leur égard son rôle d'actionnaire. Un actionnaire qui demande à ces entreprises d'avoir dans un délai raisonnable des comptes au moins équilibrés.

En même temps, comme cela figure dans leur contrat de plan, ces entreprises ont des responsabilités éminentes dans le domaine des nouveaux droits des travailleurs, et de la formation, de la recherche, de l'équilibre du commerce extérieur, du soutien à l'investissement et à l'emploi. Les réformes juridiques étant réalisées, il s'agit pour ces entreprises, qui sont des organismes vivants, d'aller clairement de l'avant et de jouer leur rôle de pôles décisifs de développement.

Est-ce à dire que les grandes firmes privées ou que les moyennes ou petites entreprises n'ont pas leur rôle à jouer ? Pas du tout. Nous vivons dans un système d'économie mixte où le secteur privé occupe une place déterminante. Je crois même que les emplois dans le futur se créeront plus facilement dans les unités de taille moyenne ou petite, y compris l'artisanat, que dans les grandes. Les grandes entreprises peuvent cependant jouer un rôle utile d'essai, encourageant la création et l'implantation de firmes nouvelles comme le font déjà plusieurs d'entre elles. Mais le maillage d'entreprises de toute taille et de tout statut constitue un élément essentiel de la résilience du tissu industriel français.

Le ministère de l'Industrie et de la recherche doit donc être celui de l'ensemble de l'industrie et de l'ensemble de la recherche. Gardons-nous de toute bureaucratie, des modèles uniques et des réalisations uniformes. L'innovation ne procède pas ainsi, mais par diversification et par sauts. Notre ambition industrielle a besoin d'une épée dorsale. Elle a aussi besoin de souplesse.

En perspective, c'est la place de l'innovation qui est en cause. Non seulement nous ne la redoutons pas, mais nous la revendiquons. L'économie française doit devenir une économie d'innovation. Des mesures récentes y contribuent : le développement massif de la recherche et le déclassement entre ses différents formes ; la confirmation du rôle de l'Agence nationale pour la création d'entreprises ; la suppression des impôts directs pendant trois ans pour les entreprises qui se créent ; le rôle accru de l'ANVAR. D'autres dispositions devront intervenir, notamment une adaptation du statut du créateur d'entreprise, un encouragement puissant aux dépôts de brevets, une augmentation du nombre de nos ingénieurs et de nos techniciens. L'innovation ne doit pas se cantonner au secteur économique mais s'élargir au plan social. Car les deux domaines vont de pair. Les entreprises les plus performantes sont celles où l'innovation économique et la démocratie sociale se conjuguent.

C'est vers cette conjonction qu'il faut tendre. Notre pays est avant tout riche de ses hommes et de ses femmes. L'appel à l'esprit de création, d'initiative et de responsabilité est la chance de notre industrie. La formation et la qualification des travailleurs, la circulation de l'information, deviennent les conditions majeures de la compétitivité d'une industrie. De telles évolutions donnent notamment aux cadres et à la maîtrise des responsabilités nouvelles et élargies : chacun doit mesurer le rôle essentiel qu'ils jouent - et joueront plus encore à l'avenir - dans le développement de notre industrie.

La fonction commerciale

Dernier point : la commercialisation. Il serait incompréhensible pour une nation comme la nôtre, qui présente structurellement un problème de commerce extérieur, de ne pas mettre au premier rang de ses préoccupations la fonction commerciale. Mieux exporter nécessite une série de dispositions concrètes qu'on a commencé à prendre : développement des sociétés de commerce international, contacts plus étroits entre la fabrication et la distribution, reconquête de certains mar-

chés, suivi commercial plus attentif, etc. Mais il s'agit aussi - bouclant la boucle - d'un problème d'ordre culturel. Depuis trop longtemps dans la hiérarchie française des mérites, il y a l'étage noble - la conception, - le niveau intermédiaire - la production - et le détail subalterne - la commercialisation. Et surtout le moins de passerelles possible entre ces trois niveaux !

Ces temps-là sont dépassés. Le déclassement est le premier commandement qui s'impose à notre recherche comme à notre industrie. La fonction commerciale doit commencer d'être apprise à l'école, approfondie dans la vie professionnelle et traduite dans l'ensemble de notre culture. L'Ecole nationale d'exportation devrait être un symbole de cette orientation nouvelle.

Telles sont quelques-unes des conditions pour une véritable stratégie industrielle. En passant en revue les objectifs prioritaires à atteindre, je n'en vois guère de plus importants pour la France. La modernisation de notre industrie n'est pas l'affaire d'un parti ou d'un moment. Elle est la priorité absolue d'une décennie. Elle est l'ambition d'un pays.

LAURENT FABRIS.

LAUSANNE
HOTEL VICTORIA
R. HAEBERLI, PROPRIÉTAIRE

100 lits et confort, tranquillité, air privilégié à 200 m de la gare et du centre des affaires. Châtaigniers, radio, TV, ligne télép. directe. Service 24 h sur 24. Bar, et salles de conf. de 10 à 80 places. 48, av. de la Gare-Tél. 1941/21-20-67-71-Télex 28844

Le Mirador
HOTEL DE LUXE
- Vacances et détente
- Centre de réhabilitation C. Combaz
- Conférences et séminaires

CH-1801 MONT-PÉLERIN (Vevvey) Alt. 800 m
UN PARADIS SUR LE BALCON DU LÉMAN
Tél. 18-47/21-35-35
TELEX 461.140

C'est culturel

LE SENS DU VOYAGE

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)
VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)
Liv. gratuits dans toute la France
26 MARQUES REPRÉSENTÉES
Garantie jusqu'à dix ans
Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h.

75 bis, AV. DE WAGRAM, 17°
227-88-54/763-34-17

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

40, Av. de la République 75011 PARIS
Tél. 352.66.00
Ouvert du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h
Métro Parmentier Parking gratuit.
Catalogue gratuit sur demande

C'est déroutant

LE SENS DU VOYAGE

COPIE AGRANDIE COPIE CONFORME COPIE REDUITE COPIE REDUITE COPIE REDUITE

Le système de réduction et d'agrandissement Toshiba est un des plus complets et des plus performants au monde. Des doubles formats à la carte de visite, vous pouvez obtenir 3 taux de réduction, une reproduction conforme et un taux d'agrandissement. Un copieur qui ne se contente pas de copier, c'est original.

TOSHIBA

DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR REGION SYSTEMES 10 bis rue Christophe Colomb PARIS 13ème
Tél. 721.70.54/70.361

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT ENSEIGNEMENT PRIVE

AVENIR ASSURE

secretariat de direction
secretariat médical

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS
Tél. : 387.58.83. M° : Liège - Europe - St-Lazare

C'est fair play

C'est dans le guide bleu Grande Bretagne

C'est pas cher c'est dans le guide du voyageur Grande Bretagne, France

bleus en ROUTING ENJEANS

guides Hachette

LE SENS DU VOYAGE

(Publicité)

J'♥ LA PAIX

DIMANCHE 19 JUIN 1983

FETE POUR LA PAIX

Bois de Vincennes - clairière de Reuilly - Paris

APPEL

Nous qui sommes pour la paix avons été cent pour commencer.

Le 20 juin 1982, nous avons été 250 000 dans la marche pour la paix.

Le temps vient d'être des millions.

Nous sommes pour la paix et le désarmement en appelons solennellement à tous les gouvernements, aux deux principales puissances en particulier, et aux Nations unies.

Notre action témoigne de notre angoisse mais aussi de notre espoir. Car paix et liberté ne peuvent être dissociées et aucun conflit n'est inévitable.

Une fois encore nous répétons qu'il faut sauver ce qui peut l'être en mettant un terme à la course aux armements. Nous disons, que le désarmement, cela se négocie et que la paix n'est pas un hasard. Nous disons : négociez avec détermination, négociez à l'Est et à l'Ouest, pour la sécurité des Nations et pour que le désarmement devienne enfin une réalité. Nous disons que la course aux armements est une course à la ruine et qu'il faut donner à la vie ce qu'on gaspille pour la mort, car on peut, sans armes, combattre et la misère et la faim dans le monde.

Nous qui sommes pour la paix, nous avons fait nôtres les paroles de Jaurès : « Je pleure sur les morts innombrables... » et, forts de son exemple, nous nous sommes engagés à poursuivre notre combat, toujours unis, pour que se fasse entendre à travers le monde la voix nécessaire du bon sens et de la générosité, la voix de la France.

Nous nous adressons à toutes les Françaises, à tous les Français, aux citoyennes et citoyens de tous métiers, de tous âges et de toutes opinions, chacun avec ses raisons morales, philosophiques, religieuses ou politiques.

Et c'est aux jeunes aussi que nous disons : la paix est votre affaire, elle est votre avenir, prenez-en conscience, car le poids de cet avenir repose sur vous.

Nous souhaitons vous rencontrer plus nombreux encore qu'il y a un an. Venez à la Fête pour la paix. Elle se déroulera dans la musique, la poésie et l'amitié le 19 juin 1983 au bois de Vincennes à Paris.

Initiateurs de l'« Appel des cents », M^{me} et MM.

ANDRUET Jean-Claude ; ARAGON ; AUBRAC Lucie ; BATAILLE Michel ; BAZIN Hervé ; BÉJART Maurice ; BLANC Henri ; BRETON Denise ; BUTOR Michel ; BROCHEN Jean-Louis ; CAVANNA ; CHAMBERON Robert ; CHARLES-ROUX Edmonde ; CHEMETOV Paul ; CLÉMENT Catherine ; DECAUX Alain ; DELARUE Jean-Claude ; DENIS Jacques ; DESGRAUPES Pierre ; Madame DORGELES Roland ; DUBEN Denise ; DUCLAUX Sylvie ; DUHAMEL René ; DURAFFOUR Paul ; ESCANDE Francine ; ESCANDE Paul ; Madame FARGE Yves ; FERRAT Jean ; Général GAMBIEZ ; GEBÉ ; GERMA Michel ; GODJER Maurice ; GRENETZ Maxime ; GROUT Benoit ; GUBERT Edouard ; GURNOT Alain ; HERRERO André ; JACQUART Albert ; DE JAEGER Jacques ; JANKLEVITCH Vladimir ; JARRY Robert ; KAHANE Jean-Pierre ; LACOMBE Bernard ; LADROUX Daniel ; LAJOIE André ; LANGVIN Hélène ; LANGIGNON Michel ; LAROSE Jean-Claude ; LEFEBVRE Henri ; LE FORESTIER Maxime ; LORENZI Stelio ; LEROI-GOURHAN André ; MAFFRE-SAUGÉ Emmanuel ; MAGNY Colette ; MALDONADO J.-M. ; MANESSIER ; MAREST Jeanine ; MATTIA ; MERCIER Georges ; MILLIEZ Paul ; MÉSONES Serge ; MONCLA François ; MONROY Jacques ; MOUSTARD René ; PAUL Marcel ; PERRONNET Annie ; PIEPLU Claude ; PIGNON Edouard ; PLATON Charles ; PROU Suzanne ; RANCLLAC Bernard ; STL André ; ROL-TANGUY Henri ; TAULELLE Lucienne ; TERRENOIRE Louis ; THERET Gisèle ; THOMAS Bernard ; TORDI Bernard ; TOURNIER Michel ; TRINTIGNANT Jean-Louis ; VASARELY ; VERCORS ; VIGNERON René ; VITEZ Antoine ; VOVELLE Michel ; WOLINSKI Georges ; WOLINSKI Maryse ; ZARKA Pierre ; ZAOUI Jean.

Parmi les premières personnalités dont le soutien à la fête pour la Paix est parvenu à l'« Appel des cents », M^{me} et MM. :

Gilles AILLAUD, peintre ; Nadine ALLARI, actrice ; Jean AMADO, sculpteur ; Monseigneur ANCEL ; Robert ANDRÉ, écrivain ; Abbé Marcel ANNEQUIN, supérieur départemental d'actions catholiques ; ARROYO, peintre ; Jean-Louis AUDUC, syndicaliste enseignant ; Claude AUFORT, ingénieur syndicaliste ; Claude BABIN, président d'université ; André BEHOTEGUY, syndicaliste enseignant ; Jacques BLACHE, secrétaire général de la Fédération des gaullistes de progrès ; Alain LOMBARD ; Lucien BONNAFE, maître-assistant de droit ; Bénédictin Daniel BONNET ; Roger BORDIER, écrivain ; Eric BOYER, avocat à la Cour ; Georges BOUDAILLE, président de la biennale de Paris ; Bénédictin Albert BRUNOIS ; Jacqueline CAMUS, pilote ; Père Jean CARBONNEL ; Franck CASSENTI, cinéaste ; François CHAUMETTE, sociétaire de la Comédie Française ; Monique CHEMILLE-GENDEAU, avocat à la Cour ; Marie-José CHAMBERT de LAUVE, maître de recherche au CNRS, déportée de la résistance ; Bernard CLAVEL, écrivain ; Simone CORNIEC, avocat à la Cour ; Henri CUERO, peintre ; Danielle DECURE, pilote ; Robert DOISNEAU, photographe ; Catherine DRESH, maître de recherche à l'INSERM ; André DRUBAY, syndicaliste enseignant ; Colette DJIDOU, réalisatrice de télévision ; Groupe DJURDJURA ; Bénédictin Michel DUCOURTIEUX ; Maurice DUGOWSON, cinéaste ; Pierre DUHARCOURT, professeur d'université, syndicaliste ; Bénédictin Jean-Jacques DUMOT ; Bénédictin Pierre DURIEZ ; André DURONNEA, député-maire du Havre ; Gary EISMANN ; Robert ESCARPI, écrivain ; Claire ETCHERELLI, écrivain ; Yves EVENO, syndicaliste enseignant ; G. FARJAT, professeur de droit ; Jean FAUCHER, président de Tourisme et Travail ; René FERET, cinéaste ; Monique FLORENZANO, maître de recherche ; Pasteur Albert GAILLARD ; Françoise GALPAGOTIS, ingénieur syndicaliste ; Jean-Michel GAMA, ingénieur syndicaliste ; Gabriel GARRAM, directeur du Centre dramatique national d'Aspervilliers ; Sébastien GUIDICELLI, professeur de médecine ; René GONZALEZ, directeur du théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis ; Henri GOUAUX, ingénieur en chef du génie rural et des eaux et forêts, directeur d'école forestière ; Dominique GRANSMONT, poète ; Colette GRAZZINI-VERGNAUD, maître de recherche ; Juliette GRÉCO ; Docteur Gisèle GUILBAUD, maître de recherche INSERM ; Eugène GUILLEVIC, poète ; Philippe HOUVION, perchoiste ; Bénédictin Roger HUDON ; Joseph JACQUET, syndicaliste ; Michel JEANTIN, professeur de droit ; Charles JONEAU, déporté de la résistance ; Michel JOSUÉ, ingénieur syndicaliste ; Gérard JOUANNEST, compositeur ; Claudine KARLIN, archéologue ; Danielle KEDDER ; Diane KURYIS, cinéaste ; Tony LAINE, psychiatre ; Pierre LAVIGNE, professeur de droit ; Jean-Marie LEGAY, professeur d'université ; Francis LEMARQUE ; Alain PELLET, professeur d'université ; Paul LE PERSON, acteur ; Georges LEON, réalisateur de radio ; Sylvie LE ROUX, chercheur scientifique, députée à l'Assemblée européenne ; Jean LHOTE, réalisateur ; Bernard LUBAT, musicien ; Natalina LUPINO, championne du monde de judo ; Ségolène MALLERET-JOINVILLE ; René MALZIEU, membre du conseil d'administration du CNRS ; Jean MARCENAC, écrivain ; Hélène MARTIN ; Gilbert MARTIN-SOUVER, maître de recherche INSERM ; Professeur Georges MATHE, directeur de l'Institut de cancérologie de Villejuif ; Madame Edmond MICHELIN ; Ruben MELIK, poète ; Bernard MOUNIER, directeur de la maison de la culture de La Rochelle ; Georges MOUSTAKI ; Jean-François NAPOLITANO, ingénieur ; Désiré NICOLAS-CHARLES, syndicaliste enseignant ; Maurice NISARD, président honoraire d'université ; José NORDMANN, avocat à la Cour ; Alain OBADA, secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT) ; Marc OGRET ; Sergio ORTEGA, compositeur ; Louis PERILLER, conseiller-maire honoraire à la Cour des Comptes ; Jean PETITE, syndicaliste enseignant ; Ernest PIGNON-ERNEST, peintre ; Jean POCZOBUT, entraîneur d'athlétisme ; Gérard PONS, ingénieur syndicaliste ; Michel PRAT, ingénieur ; Roger PRUD'HOMME, professeur à l'École polytechnique ; Catherine RIBEIRO ; René RICHARD, entraîneur de hand-ball ; Jean RIGAL, député-maire de Villefranche-de-Rouergue ; Marcel ROSETTE, sénateur président de l'Association Nationale des Étus Communistes et Républicains ; Professeur ROUMIEU, directeur d'Institut ; Jacques ROUYER, universitaire ; André SAINJON, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie (CGT) ; Raoul SANGLA, réalisateur de télévision ; Catherine SAUVAGE ; Claude SCHAUB, maître de recherche à l'INSERM ; Max SERVEAU, directeur de la maison de la culture de Saint-Étienne ; Jean-Daniel SIMON, cinéaste ; Georges SNYDERS, professeur d'université ; Françoise SOLLEVILLE ; Alfred SOREL, syndicaliste enseignant ; Bernard STORA, cinéaste ; Daniel THOMAS, président du conseil scientifique d'université ; Jacques TOUTAIN, avocat à la Cour ; Sylvie TRICOT, président de l'UNICAL ; Sœur Françoise VANDERMEERSCH ; Pierre VENNARO, chargé de recherche ; Claude VERCOUTERE, délégué général des CEMEA ; Michel VITOLD, acteur ; Monique VUILLAT, syndicaliste enseignant ; Roland WEYL, avocat à la Cour... (à suivre).

L'an dernier quatre-vingt-neuf organisations diverses se sont jointes à l'« Appel des cents ». Un soutien plus ample encore s'annonce pour le 19 juin. Les associations sont invitées à s'adresser au siège pour leur soutien et les commandes de matériel.

Vous pouvez vous aussi soutenir notre APPEL en nous adressant vos signatures personnelles ou collectives. Fort de cet appui, nous pourrions, après le 19 juin, entreprendre une démarche solennelle exprimant la volonté de Paix du Peuple de France.

Nos ressources proviennent exclusivement de contributions personnelles ou collectives, et l'une des conditions du succès de cette entreprise passe par l'appui financier de ceux qui prennent le parti de la Vie.

Adressez vos contributions financières à Madame Yvonne BRETEAU CCP 95 374 Y Paris.

ONT DÉJÀ ANNONCÉ LEUR PARTICIPATION AU SPECTACLE :

Diok ANNEGARN (Pays-Bas)
Lucilla GALEAZZI (Italie)
Catherine LARA (France)
Maxime LE FORESTIER (France)
Bernard LUBAT et son groupe (France)
Myriam MAKEBA (Afrique)
ODEURS, groupe rock (France)
Catherine RIBEIRO (France)
Brenda WOOTTON (Cornouailles)

PRÉSENTATION : Yves MOUROUSI, Raoul SANGLA

Animeront le pique-nique :

Sylvio BOLIGNO, clown
Michel CARENO, chanteur
Annie et Didier DEGREMONT, chanteurs
John GAYZE, comédien-animateur
IRRADIE, groupe rock
JEZEBEL, groupe rock
Danièle KEDDER, chanteuse
Théâtre PLURIEL D'EANNAH, groupe danses

Je soutiens l'Appel à la Fête pour la Paix du 19 juin :

NOM :

PRÉNOM :

QUALITÉ :

ADRESSE :

Je verse.....F (facultatif) pour participation aux frais, au CCP 953 74 Y PARIS, Madame Yvonne BRETEAU.

(découper et envoyer à l'« Appel des cents », 15, avenue Victor Hugo, 75016 PARIS)

هكوان العرب

POLITIQUE

La mort de Louise Weiss

(Suite de la première page.)

La famille est, avant tout, républicaine et laïque, et la petite-fille se souvient de sa mère, à l'Exposition universelle, crachant au visage d'un général bourgeois de Dreyfus, en lui disant : « Assassins ! ». Plus tard, entrée au lycée Molière ouvert depuis peu aux jeunes bourgeois du quartier d'Auteuil, elle se souvient aussi des élèves la frappant d'ostacisme en lui criant : « Dreyfusarde, va ! ».

Dans la première partie de ses Mémoires, elle évoque la stricte éducation qu'elle reçut, avec ce père ingénieur des mines à qui l'idée que sa fille pouvait faire des études faisait horreur et qui était si mécontent que le lycée ait fait d'elle une « savante », alors que ses frères ne réussissaient pas si bien. Quant à la mère, qui refusait de doter ses filles, elle ne passait qu'à leur faire un mariage bourgeois. Elle échoua.

Il faut se reporter à cette époque, pas si lointaine, et imaginer ce que ce pouvait être que d'être une intellectuelle de vingt ans à la veille de la première guerre mondiale, alors qu'on tenait les filles pour des filles perdues ou de dangereuses sirènes, « des transfuges ou des déclassées », écrit Louise Weiss, qui, lorsque la guerre éclata, vint d'être reçue à l'agrégation de lettres, ce qu'elle cache d'abord à son père (qui aurait préféré qu'elle restât dans l'école ménagère allemande réputée où il l'avait envoyée).

Infirmité pendant la guerre, la jeune fille va ensuite se jeter dans l'action avec une audace et une lucidité tout à fait remarquables. « La guerre de 1914 m'avait profondément marquée », écrit-elle beaucoup plus tard. De ses massacres, d'émigrants en pleine jeunesse et de révolte, dans un monde en ruine, dont les hommes de mon âge avaient presque tous été tués.

Elle veut agir par ses idées « pour guider les esprits vers des solutions meilleures que les coups de feu », et à vingt-deux ans, fait ses débuts dans le journalisme ; elle écrit dans le *Radical* en signant Louis Leffranc jusqu'à ce que l'on découvre que cet éditorialiste est une toute jeune fille portant coset et hautes bottines.

« Je me croisai pour le S.D.N. »

Liée avec des Tchèque émigrés, qui veulent se libérer du joug de l'empire austro-hongrois — Benes, Masaryk, Milan, Stefanek, le grand amour de sa jeunesse, puis elle comprend vite que l'enjeu de la guerre est de fonder l'Europe sur le principe de la libération des peuples et de la Société des nations. L'occasion lui est donnée de créer un hebdomadaire, « Je français », écrit-elle. L'Europe nouvelle paraît dès janvier 1918, et elle la dirigera jusqu'en 1934. Fortement, elle ne cessera jamais de l'être. Elle fait écrire l'état-major de la gauche, mêlant Jouvenel, Philippe Berthelot, Briand, Sembat, Cachin, Léon Jouhaux, et ce Jupiter d'Auteuil : Apollinaire apporte des échecs qu'il signe, « l'Écolâtre », Genevois, Duhamel, Elie Faure, participant parfois ; Marcel Sembat leur présente Drieu La Rochelle.

Elle tient à assister à la signature du traité de Versailles, tout en sachant que bientôt les vainqueurs ne penseront plus qu'à se battre entre eux, à se débiter à leurs obligations. En 1919, elle part pour Prague, Vienne et Budapest comme journaliste pour le *Petit Parisien*, retrouve Masaryk devenu président et son fils Jean, victime trente ans plus tard de la grande trahison slave ; elle pose clairement l'alternative : Genève ou Moscou ? Et, en bonne Jeanne d'Arc républicaine, elle donne sa réponse : « Je me croisai pour la Société des nations créatrice de la paix dans le monde », écrit cette femme qui a toujours eu tendance à considérer les actions dans lesquelles elle se lançait comme des

croisades. La défense de l'idée européenne fut une de celles-ci (« Le S.D.N. veut bien une palette », se dit-elle un jour devant un directeur de journal excédé de ne pouvoir la convaincre et qui brandit une croix-chêne)...

Le voyage à Moscou en 1921, en passant par Riga — la Lettonie était indépendante, — lui permet de voir de près, sans coiffes, les débuts du léninisme dans une Russie en plein bouleversement. Elle rencontre Radek, Kamenev, Lounatcharski, Kolontai ; avec Trotsky, le premier entretien est glacial, hostile même (« Quelques cheveux de la Vistule caressent le rêve de restaurer la prépondérance de leur ancien royaume. Et la bourgeoisie française a partie liée avec des déséquilibres », lui dit le chef de l'armée rouge). Issidora Duncan lui fait part de ses difficultés à faire admettre un style différent de celui de Petipa : « Vous n'êtes que de fleffés bourgeois, répète-t-elle aux turtus contre-révolutionnaires. ».

Et quand Louise rentre à Paris — elle a près de vingt-neuf ans — son père l'enferme à clé dans sa chambre de jeune fille pour qu'elle « ne s'attache pas la famille en sortant seule avec un homme en général et un métèque en particulier ».

Les conférences internationales se succèdent : Louise Weiss suit de près la décomposition de la III^e République : ministres, ambassadeurs, écrivains et artistes fréquentent l'atelier d'Auteuil où elle s'est établie après avoir quitté la maison familiale.

Le mariage, brève parenthèse alors qu'elle a plus de quarante ans, « adoucit (sa) situation sociale » (« A défaut de bonheur, écrit-elle, le mariage et surtout le divorce m'apportèrent un statut civil qui me facilitait l'existence et ils m'ouvrirent des possibilités sentimentales que, sans être passée par leurs épreuves, je n'aurais certes point rencontrées. »).

Convaincue que la femme « ne doit pas obéissance à son mari », elle fonde en 1934 La femme nouvelle, association pour l'égalité des droits politiques des femmes. Le Front populaire était contre le vote des femmes, Léon Blum disait : « Il faut attendre que toutes les femmes soient socialistes pour l'adopter », et ses amis politiques, Joseph Caillaux, Louis Barthou, Edouard Herriot, ne le comprenaient pas. Pendant la guerre, elle est secrétaire générale du Comité des réfugiés, puis elle écrit dans la Résistance sans cesser d'être ce qu'elle fut toute sa vie : journaliste. De 1942 à 1944, elle dirige le journal clandestin *Nouvelle République*.

Un long vagabondage

Dès la libération, de Gaulle avait aussi « libéré » les femmes et accordé enfin le suffrage universel, ce qui ne satisfaisait pas toute la classe politique. (« Ah ! Ah ! lui déclare en 1944 le journaliste Quauille, cette perfection de Français moyen comme le définissait Anatole de Monzie, le grand Charles vous a flanqué le suffrage. Ce n'est pas une raison pour que nous ne vous le retirions pas. Tout n'est pas dit ! »).

On lui propose de reprendre la publication de l'Europe nouvelle. Elle refuse. « L'époque était révolue, pense-t-elle, où des folliculaires à la bourse plate aidés par quelques distributeurs de publicité pouvaient faire et défaire les gouvernements, voire allumer des guerres. » Elle s'entretient avec Gaston Bouthoul, l'institut de poétiologie. Elle a dépassé la cinquantaine, elle décide désormais d'aller voir sur le terrain comment s'affrontent, de par le monde, le pouvoir et le sacre. Ce long vagabondage, qui durera près d'un quart de siècle, la conduira deux fois en Extrême-Orient, en Asie Mineure, en Afrique, en Alaska, en Chine, etc. Elle en rapporte des films, des livres, fait

des conférences, devient membre du Club des explorateurs français.

En 1975, elle se présente à l'Académie française au fauteuil de Marcel Pagnol, afin qu'une femme siège enfin parmi les « immortels ». Sans succès. En 1979, elle se lance dans la bataille politique en acceptant pour la première fois, à la demande de M. Jacques Chirac, de briguer un mandat électoral : elle est élue à l'Assemblée européenne, dont elle est la doyenne (groupe des Démocrates européens de progrès). Elle prendra nettement position contre la participation de la France aux Jeux olympiques de Moscou « pour ne pas dissocier la question des Jeux olympiques de celle de l'Afghanistan » ; elle se singularise par rapport aux autres membres du R.F.P. en préconisant une politique commune de défense « car le droit ne vaut que protégé par la puissance ».

En 1988, elle s'était lancée dans la publication de ses inévitables Mémoires, en commençant par les souvenirs d'une « petite fille du siècle » ; en huit ans et six tomes, elle fera le tour d'une existence si bien remplie. « Si l'avenir appartient à tous, prévient-elle, l'autrefois n'appartient à personne. Il a cessé d'exister. C'est tout. Le ramener demanderait un achèvement atroce. » Elle poursuivait : « A cause de la vitesse des transformations sociales de notre siècle, les vieillards et les jeunes gens, qui coexistent encore dans l'espace — bien que l'enlèvement s'entrecroise ne leur manque pas — ne coexistent plus dans le temps. Ils foulent le même sol, dormant sous les mêmes toits, mais, par le fait de l'oubli, habitent des mondes différents. »

En effet, c'est toute une culture, un morceau d'histoire, une éthique qui disparaissent avec cette femme volontaire qui, outre le mérite de la longévité, a su, à tous les moments de son existence, vivre à plein l'histoire de son temps et qui ne perdit jamais le sens de l'humour. Opposée à toutes les ségrégations — notamment entre hommes et femmes — elle critiquait même l'existence d'un secrétariat d'Etat à la condition féminine : « Pourquoi pas un secrétariat d'Etat à la condition canine ? », risquait le doyen des suffragettes.

Par correction, pour prendre congé, pour remercier l'événement qui s'achève, elle avait même composé son épitaphe. C'était là y a six ans : « Louise L'Européenne Une Française du XX^e siècle Une aristocrate Une impie respectueuse Les femmes diront qu'elle a voulu Les hommes protesteront qu'elle a fait la bête, Souffrir, le Parfait-Roi-des-Singes, l'ignominie qu'en l'imitant Elle a, par l'exemple, perdue la Vie. Alors, pour elle seule, elle sera (d'accord avec tout le monde.) Et elle a écrit le mot : « Fin ».

LOUISE L'EUROPÉENNE Une Française du XX^e siècle Une aristocrate Une impie respectueuse Les femmes diront qu'elle a voulu Les hommes protesteront qu'elle a fait la bête, Souffrir, le Parfait-Roi-des-Singes, l'ignominie qu'en l'imitant Elle a, par l'exemple, perdue la Vie. Alors, pour elle seule, elle sera (d'accord avec tout le monde.) Et elle a écrit le mot : « Fin ».

NICOLE ZAND.

Œuvres publiées

- *Mémoires d'une Européenne* (1893-1975), 5 tomes chez Albin Michel ;
- *Dernières Voluptés*, roman publié en 1979 (Albin Michel) ;
- *La Cachemire* (Hachette) ;
- *La Syrie* (Éditions mondiales Del Duca) ;
- *Letras à un embryon* (Julliard).

Ouvrages épuisés : *L'Or, le Camail et la Croix, Années de lutte pour le droit de suffrage*, Sabine Legrand, roman (Julliard).

POUR QUE MES FILMS PASSENT LA NUIT A LA TÉLÉ, J'ARRIVE.



MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

Le numéro un de la lettre mensuelle de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie sera publié dans "Le Monde" du samedi 28 mai (daté 29-30 mai)

JACOB - ELIE - AARON - MOÏSE - DAVID - SALOMON - ISAAC - RACHEL - SAMUEL - ADAM - EVA - DEBORAH

POUR ABRAHAM - SIMON - EDITH - REBECCA - EPHRAÏM - IDA

SARAH - RACHEL - SAMUEL - ADAM - EVA - DEBORAH

RENCONTRER

EZECHIAS JONATHAN

IM - Yael ISRAEL, JONAS - J

SABRINA - SHOSHANA - AVYLA - RINA - YAFFA

SARITA - BATSHEVA - DALILA - SHULAMIT - GALIT

H - MYRIAM NATHAN - JUDITH - I

SAIE - ESAU JUDICAE - DANIEL - I

TEL SAMSON - AB

PH ILANA - HAN.

SUFFISENT.

420F

AVION + VOITURE

1 semaine en liberté, location voiture comprise (séjour non compris) : 2850 F dont 420 F en devises.

LC 585

850F

HÔTEL TEL-AVIV

1 semaine (chambre et petit déjeuner), hôtel 4 étoiles : 4060 F dont 850 F en devises.

LC 477

1000F

FORMULE CLUB

1 semaine en pension complète ou Club Kibboutz Shetayim : 3950 F dont 1000 F en devises.

LC 1243

* Tous les prix comprennent le voyage aller-retour en avion.
* Pour plus de renseignements, consultez votre Agence de Voyages ou l'Office National Israélien de Tourisme, 14, rue de la Paix - 75002 PARIS - Téléphone 261.01.97

Office National Israélien de Tourisme.



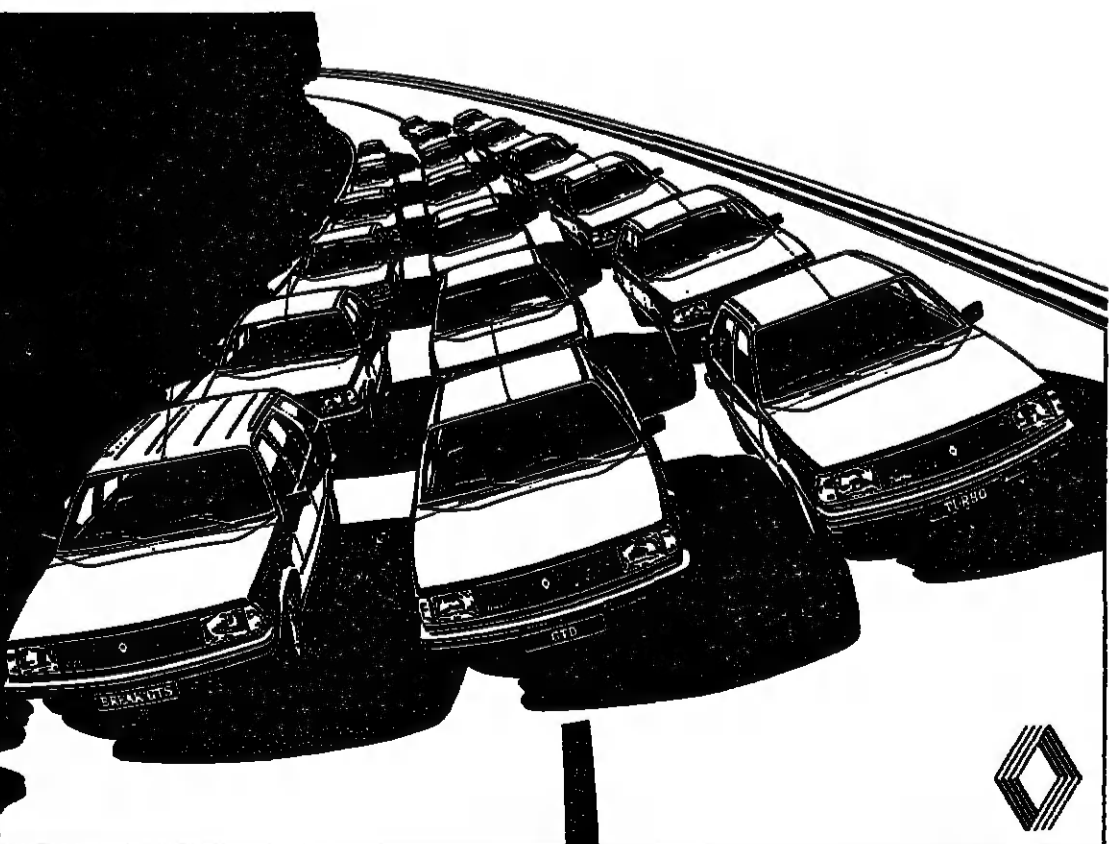
19 VERSIONS... SUR UN PLATEAU!

Puissance, économie et sécurité en 19 versions berlines ou break, essence ou diesel, boîte mécanique ou automatique à partir de 43 900 F. Prix clés en main au 10.02.83.

Renault 18 : une gamme performante. Consommations aux 100 km à vitesse stabilisée : 5,5 L à 90 km/h - 7,4 L à 120 km/h 8,5 L en cycle urbain.

RENAULT préconise elf

RENAULT 18 LA PERFORMANCE



POLITIQUE

La commission nationale permanente des rapatriés a été reçue par M. Mitterrand

Les représentants de la commission nationale permanente des rapatriés - instance consultative, placée auprès du secrétaire d'Etat aux rapatriés, M. Raymond Courrière, regroupant les anciens d'Afrique du Nord de souche européenne et ceux de confession islamique - ont été reçus, jeudi 26 mai, par le président de la République, M. François Mitterrand. Les représentants ont été reçus par le président de la République, M. François Mitterrand, qui ne représentait que quelques dizaines de milliers de membres en 1962, lors du cessez-le-feu en Algérie, en compte quatre cent mille aujourd'hui et en compte probablement plus d'un million à l'horizon 2000.

Le secrétaire d'Etat s'est fixé trois objectifs : faire en sorte que disparaissent les obstacles à l'intégration de ces personnes ; faire en sorte que l'identité musulmane, notamment culturelle, s'épanouisse librement ; faire en sorte que se développe le dialogue musulman-non musulman. Pour les atteindre, une délégation nationale à l'action culturelle, sociale et éducative, a été mise en place à Carcassonne. Son action est relayée par des délégués régionaux.

Pour l'emploi des jeunes, des agents placés spécialisés travaillent en étroite collaboration avec l'A.N.P.E. Un Centre national de préparation à l'emploi a été créé pour informer et orienter les adolescents.

**FIN DU PAPIER FROISSE
FIN DU PAPIER BROYE
FIN DU PAPIER COINCE
FIN DU PAPIER BRULÉ
FIN DU PAPIER BOURRE**

Les services de recherche de Toshiba ont doté leurs copieurs d'un écran de contrôle à cristaux liquides. De plus le papier suit un trajet linéaire simple, limitant au strict minimum les risques de pli, de froissement ou de blocage. Un copieur fiable, c'est original.

TOSHIBA
DES COPIEURS ORIGINAUX
IMPORTATEUR REGMA SYSTEMES 12 BIS RUE CHRISTOPHE COLOMB 75006 PARIS
TEL. 723.97.03, 723.36.11

Edouard Sablier
LE FIL ROUGE
Histoire secrète du terrorisme international

"Oui, en vérité, un ouvrage fondamental, à lire et à relire. Un ouvrage à recommander, comme livre de chevet, aux dirigeants du monde occidental. Si toutefois, notre avenir, et le leur, les intéresse encore."

JACQUES GUILLEME-BRULON "LE FIGARO"

"Un document à ne pas manquer."

"LE NOUVEL ECONOMISTE"

"Le terrorisme international, s'il n'est pas de la responsabilité directe du gouvernement soviétique, ne pourrait exister sans lui. C'est ce que démontre Edouard Sablier dans son dernier livre."

BERTRAND GALIMARD-FLAVIGNY "L'ECONOMIE"

"Bien informé, lucide, s'efforçant de bien distinguer le mythe de la réalité..."

"LES ECHOS"

"Le dossier d'Edouard Sablier est lumineux, écrasant."

EUGENE MORDACQUE "LA VOIX DU NORD"

PLON

LE P.C.F. ET LES JEUNES

Une conversion difficile

Le Mouvement de la jeunesse communiste (M.J.C.F.) organise les 28 et 29 mai à Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, un Festival des jeunes et des étudiants. M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, assistera à l'ouverture de cette manifestation au cours de laquelle plusieurs dirigeants communistes dialogueront avec les participants. Une partie artistique est prévue pendant les deux jours.

Devant le comité central du P.C.F. le 19 avril dernier, M. Marchais avait une fois de plus invité les communistes à faire davantage en direction des jeunes. Selon les dirigeants du M.J.C.F., M. Marchais était ainsi revenu sur cette question, non pas parce que les communistes rencontraient des difficultés dans ce domaine, mais au contraire parce qu'ils enregistrèrent des succès qui pourraient être étendus.

La campagne menée cet hiver par les jeunes communistes pour faire remonter d'un cran des questionnaires sur les préoccupations des jeunes avait permis de réunir dix-huit mille réponses. Ces formulaires, qui reflétaient les aspirations des jeunes en matière de formation et d'emploi, montraient aussi le genre de rapports que le M.J.C.F. entretenait avec eux. Il s'agit moins d'obtenir leur adhésion à un discours politique que de s'affirmer comme un intermédiaire leur permettant de se faire entendre du gouvernement.

En 1979-1980, la jeunesse communiste avait adopté un comportement qui se voulait en rupture avec ce qu'elle dénonçait comme un ensemble d'incitations visant à faire accepter aux jeunes la situation qu'ils subissaient. Face à ce qu'ils estimaient être une « idéologie de la crise », les communistes, s'attachant à toute complaisance envers la drogue ou la délinquance, refusaient d'admettre le recours à des emplois précaires ou intérimaires ; s'opposaient à tout ce qui relevait à leurs yeux d'une dévalorisation du travail, inquiète en outre devant les progrès de la démythification des pays socialistes, ils tentaient de combattre l'idée que le capitalisme pourrait être, selon leur formule, « assaini au bénéfice du doute » ; ils proclamaient : « Nous voulons faire la révolution ! »

Cette ligne de conduite avait eu plusieurs effets. En premier lieu elle confortait l'image du P.C.F., dans son électorat, comme parti de l'ordre et de la morale qui veut une jeunesse saine, sérieuse, travailleuse, sportive.

M. MARCHAIS A MARSEILLE

« Il y a encore trop de choses qui ne vont pas »

De notre envoyé spécial

Marseille. - M. Georges Marchais a participé jeudi 26 mai à la première des assemblées-débats que le parti communiste aura décidé d'organiser après la réunion de son comité central, les 19 et 20 avril dernier. Très applaudi à son entrée dans la salle Vaillier, où étaient réunies environ deux mille personnes, M. Marchais a d'abord résumé la position du P.C.F. dans la situation actuelle.

« Si beaucoup a été fait dans le bon sens depuis deux ans, a-t-il dit, le constat que nous faisons, nous, communistes, c'est qu'il y a encore trop de choses qui ne vont pas. Beaucoup reste encore à faire pour améliorer la situation des gens et celle du pays, pour résoudre les graves problèmes aujourd'hui posés à la France. En d'autres termes, tant il serait faux de noircir la réalité, aucun il serait erroné de l'enjoliver. »

Répondant aux nombreuses questions qui lui étaient posées, le secrétaire général du P.C.F. a notamment insisté sur la nécessité pour les communistes en particulier d'utiliser sans restriction « les nouveaux droits établis par les lois Auroux. Il a critiqué ceux qui hésitent à le faire par crainte de s'engager dans un comportement de « collaboration de classes ».

M. Marchais a dénoncé, d'autre part, le fait que demeurent « en place dans le secteur public des hommes installés par l'ancienne majorité et qui mettent tout en œuvre pour empêcher l'application de ces droits nouveaux ».

M. Marchais a évoqué ensuite son entretien de mercredi avec le président de la République. « Je lui ai fait observer, a-t-il dit, que nous finançons les 200 milliards de déficit du budget américain, puisque les taux d'intérêt élevés pratiqués par les Etats-Unis font que le capital français va s'y investir plutôt qu'en France. Si les pays européens s'entendaient, nous pourrions ramener le dollar à 5 francs. La hausse du dollar est la conséquence de l'exportation des capitaux. Or, nous avons les moyens de nous y opposer, en utilisant pour cela le secteur bancaire nationalisé. »

M. Marchais a été interrogé à plusieurs reprises, sous des formes diverses, sur l'attitude du parti communiste au gouvernement et dans la majorité. Répondant à une question d'un militant de la Ligne commu-

niste révolutionnaire (trotskiste), le secrétaire général a rappelé, au sujet du vote du plan de rigueur du gouvernement, que son parti, les communistes avaient d'abord tenu compte du bilan de l'action de la gauche depuis deux ans.

Il a ajouté : « Le plan Delors constitue incontestablement une certaine rupture par rapport à la première année. Nous avons critiqué ce plan parce qu'il risquait de réduire le pouvoir d'achat, donc la consommation intérieure, la lutte contre le chômage impliquant la lutte contre l'austérité. Je l'ai redit au président de la République : il est exclu que nous nous rendions à une position que à la Thatcher ou à la Reagan. »

M. Marchais a souligné une nouvelle fois que le plan Delors constituait à cet égard une « contradiction avec les objectifs définis par le président de la République en 1981 ».

« Evidemment, on peut partir... »

« Nous nous battons pour que le cap de 1981 soit maintenu », a-t-il ajouté. « Qu'est-ce que vous voulez ? a-t-il demandé en s'adressant à celui qui l'avait interrogé. Une grande manifestation à Paris ? Je veux bien, mais ce n'est pas le plus efficace. Le plus efficace, c'est une mobilisation des travailleurs sur le programme du président de la République. Rien que ce programme, mais tout ce programme. »

M. Marchais a poursuivi : « Evidemment, on peut partir. Mais je ne suis pas sûr que cela améliorerait la situation. Si le parti communiste partait, il y aurait que le patronat et la droite pour s'en féliciter. La majorité des Français ne veulent ni le départ des communistes ni le retour de la droite. »

Ce point de vue était expliqué aussi par M. Guy Herminier, membre du bureau politique, député des Bouches-du-Rhône. Nous citons contre la procédure de l'ordonnance, a-t-il déclaré. Cela dit, à l'Assemblée nationale, nous pesons pour ce que nous pesons dans le pays. Le plan risque d'aggraver le chômage et de ne pas améliorer l'inflation ni le commerce extérieur. Mais annule-t-il le bilan ? Pas du tout. Est-ce que ce plan coupe toute possibilité d'aller de l'avant ? Pose la question, c'est déjà y répondre. De grandes possibilités demeurent. »

P. J.

LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT SE PRONONCE CONTRE L'ANNULATION DES ELECTIONS MUNICIPALES A MARSEILLE

(De notre correspondant régional.)

Marseille. - M. Jean Bobelin, commissaire du gouvernement au tribunal administratif de Marseille, s'est prononcé le jeudi 26 mai pour le rejet des requêtes déposées par les candidats de l'opposition condamnés par M. Jean-Claude Gaudin (U.D.F.) et tendant à l'annulation des élections municipales dans les 1^{er}, 2^e et 3^e secteurs de Marseille. Les requérants avaient fait état de nombreuses irrégularités ou manœuvres frauduleuses au moment de la composition des listes électorales pendant la campagne et au cours du scrutin.

Se fondant sur l'examen des procès-verbaux d'élections et le rapport de la commission de contrôle, M. Bobelin a conclu que dans les 1^{er} et 2^e secteurs « la règle avait été celle d'un vote clair et sans incident » et que « les violations du code électoral avaient été l'exception ». La commission du gouvernement a, en revanche, retenu une fraude dans le 3^e secteur où quinze enveloppes contenant chacune quatre bulletins au nom de M. Defferre ont été retrouvées. Le tribunal rendra son jugement le 9 juin. - (G.P.)

« L'opposition et la fraude électorale en Ile-de-France. » Les associations de lutte contre la fraude électorale de la région parisienne, créées après la mise en place par le R.P.R. de S.O.S. - Elections-Val-de-Marne (le Monde du 12 décembre 1982) se sont fédérées dans le but de « regrouper toutes les structures de l'opposition pour lutter contre la fraude électorale ». S.O.S. Elections-Ile-de-France a pour objectif « le respect du suffrage universel et la proclamation de la vérité ». La présidence d'honneur est assurée par M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale. Une démarche va être entreprise auprès du président du groupe parlementaire de l'U.D.F. pour assurer la coprésidence d'honneur. M. Sylvain Garrat, avocat, un des créateurs de l'association du Val-de-Marne, est le président. Plusieurs commissions sont actuellement mises en place. Une a pour tâche de dresser une carte de France de la fraude électorale d'après les recours en annulation. Une autre élaborera toute proposition visant à améliorer le code électoral. Il sera demandé une accélération des procédures pénales, l'application des textes existants et la réactivation des sanctions pénales. - (Corresp.)

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

PARIS MONTREAL
à partir de
2490 F
aller-retour
nouvelles frontières
nous unissons pour le droit au voyage
74, rue de la Fédération 75015 Paris 2732525
18, av. du Général-Leclerc 54000 Nancy 336 76 27

هكوان الدول

POLITIQUE

LE PROJET SUR LE IX^e PLAN

L'opposition et la majorité critiquent l'absence d'objectifs quantifiés

La commission des finances de l'Assemblée nationale a procédé, jeudi 26 mai, à l'audition de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, sur le projet de loi sur le IX^e Plan. Deux sortes de critiques ont été formulées : les premières ont porté sur le contenu du projet, les secondes sur la procédure d'adoption. Or la discussion en public sera commencée le 7 juin. Devant les protestations des représentants de l'opposition, mais aussi de la majorité, le gouvernement serait prêt à repousser cette date au 11 juin. Au-delà, compte tenu des délais parlementaires, le projet ne pourrait être définitivement adopté avant la fin de l'été. Les critiques sur le fond tiennent essentiellement à l'absence d'indicateurs quantifiés dans le projet de plan. Sur ce point, les observations faites par M. Planchoy (P.S., Paris), rapporteur du projet, re-

CONTRE LE RICANEMENT ET LE 2^e DEGRÉ, J'ARRIVE.



celles de M. C. (P.S., Var), président de la commission des finances - qui a souligné l'absence de projections macro-économiques, - et celles des représentants de l'opposition. M. Planchoy a relevé une absence d'objectifs chiffrés, notamment dans quatre domaines : 1) investissement productif (un taux d'évolution doit être affiché, par une progression en volume, par rapport à la PIB) ; 2) inflation (si un taux de croissance peut actuellement difficilement se décrire, il faut au moins un objectif de différentiel par rapport à un principal partenaire ; de même, ce qui concerne l'inflation) ; 3) investissement public (une progression en volume doit être fixée) ; 4) équilibre de la balance commerciale (il faut préciser un taux de pénétration des importations supportable pour la France, sachant que la norme globale, en matière de système d'élasticité par rapport au produit intérieur). M. Barnier et M. Le Garrec ont notamment souligné que le plan ne prévoit pas la stabilisation des prélèvements obligatoires au niveau maximum par le président de la République. M. Le Garrec a répondu que les objectifs pour 1983 sont précisés en ce qui concerne les investissements publics (dont le taux pourrait être proche de celui constaté en 1973), l'inflation (en termes de différentiel), le taux de pénétration des importations (qui s'appuiera sur des objectifs quantifiés par secteur). Enfin, dans la deuxième loi de Plan, le gouvernement indiquera le montant des engagements de la puissance publique.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La réforme de l'enseignement supérieur

L'Assemblée nationale continue le jeudi 26 mai la discussion des articles du projet de loi sur l'enseignement supérieur (le Monde des 26 et 27 mai). Sur l'article premier, les députés reprennent le débat sur la laïcité. Le groupe U.D.F. (mais pas le R.P.R.) souhaite que soit supprimée toute référence à cette notion. Les auteurs de l'opposition soulignent le cas des facultés de théologie de Strasbourg et celui de divers enseignements de matières religieuses dans le reste du pays. M. Savary répond que le projet, en prévoyant que l'enseignement supérieur est « indépendant de toute entreprise politique, économique, religieuse ou idéologique », n'interdit pas plus l'étude des sciences religieuses que celle des sciences politiques ou économiques. L'opposition maintient sur le sujet une douzaine d'amendements qui sont tous repoussés.

Un amendement de M. Herminier (P.C., Bouches-du-Rhône), accepté par la commission et le gouvernement, a été adopté : il précise que le service public de l'enseignement supérieur « doit garantir l'enseignement et la recherche leurs possibilités de libre développement scientifique, créateur et critique ». M. Cassaing (P.S., Corrèze), rapporteur de la commission des affaires sociales, lui a adopté un amendement précisant que le service public « rassemble les enseignants et les personnels dans une communauté universitaire ». Une dizaine d'amendements du R.P.R. et de l'U.D.F. s'efforcent, sans succès, de modifier le statut des usagers et des étudiants.

L'Assemblée adopte un amendement de la commission, modifié par le gouvernement, qui explique que le service public « contribue au développement de la recherche, support nécessaire des formations dispensées ». Après sept heures cinquante de discussions, l'article premier du projet de loi - qui en compte au total soixante-huit - est adopté.

L'article 2 définit les missions du service public. Là encore, le R.P.R. demande sans succès sa suppression et l'U.D.F. la modification du nombre d'enseignants concernés. Trois amendements identiques, supprimant le statut de « service public », ont été repoussés, ainsi qu'une vingtaine d'autres visant à préciser les six phrases de cet article. L'article 2 est ensuite adopté.

Dans le débat de présentation générale de l'article 3 (qui définit la mission de formation du service public de l'enseignement supérieur), M. Savary rappelle qu'aucune loi n'a été prise sur l'organisation

du premier cycle, qui a été ajoutée à la loi d'orientation de 1968. Il précise : « Il n'est pas question de démolir ce qui a été construit ». Il souligne que le statut des enseignants est un statut très favorable, mais qu'il ne correspond à rien.

Un amendement de la commission, sous-amendé par M. Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire), et adopté à l'unanimité par l'Assemblée, précise que ce service public « assure l'accueil et l'orientation des étudiants ».

Une proposition de la commission, l'Assemblée ajoute au texte gouvernemental, malgré la réticence de l'opposition, qui craint que cela institue un monopole, un alinéa prévoyant que le service public « assure la formation des enseignants ». Puis, il propose de la formation continue assurée par le service public, il est précisé que les études, les expériences professionnelles et les acquis personnels peuvent être validés dans des conditions définies par décret en matière d'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, qui était le 26 mai à Nantes (Loire-Atlantique), a accusé, au cours d'une conférence de presse, le gouvernement de « préparer le fascisme en France ». Selon M. Le Pen, « le gouvernement va vers la radicalisation et l'extrémisation ». Le président du Front national, qui a renouvelé sa demande de dissolution de l'Assemblée nationale à l'occasion de la proportionnelle intégrale, a déclaré : « La seule menace fasciste vient du parti socialiste ».

AU SÉNAT

Adoption à l'unanimité du projet de loi sur la pêche en eau douce

L'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles, commencé et interrompu la semaine dernière (le Monde des 20 mai), s'est continué jeudi 26 mai. Il s'est achevé dans la nuit par le vote du texte à l'unanimité.

La discussion reprend sur le chapitre III du projet, relatif à l'organisation des pêcheurs. Ainsi, les associations agréées de pêcheurs professionnels auront les mêmes compétences que celles des pêcheurs amateurs (surveillance, protection, participation à l'élaboration de plans de gestion des ressources piscicoles). Les pêcheurs professionnels sont soumis à un contrôle spécifique sur le produit de leur pêche.

Les dispositions relatives au droit de pêche, à son exercice et à la gestion des ressources piscicoles (chapitre IV) font l'objet d'un long débat. Le texte fait obligation au propriétaire riverain, en échange du droit de pêche, de faire des travaux d'entretien et de barrage. Il est précisé que ces obligations sont prises en charge par les communes ou par une fédération, sous réserve qu'elle exerce gratuitement le droit de pêche pendant cinq ans au maximum.

Le propriétaire qui conserve ou crée un droit de pêche se voit imposer une obligation nouvelle de gestion des ressources piscicoles. Il reçoit une carte publique, le propriétaire détient son droit de pêche à son association, ne gardant pour lui que son droit personnel.

Malgré l'avis défavorable de cette dernière, le Sénat a adopté le projet, en modifiant les droits des professionnels en eau douce.

Enfin, le projet définit des règles permettant de mieux réglementer la pêche des différentes espèces et l'utilisation des moyens de pêche. Par un article additionnel approuvé par le gouvernement, la commercialisation irrégulière des produits de la pêche est sanctionnée.

Le vide juridique qui caractérisait les activités de sécurité privée devait

être comblé : les « bavures » des patrons de choc de certaines milices patronales ont montré que les entreprises employant des vigiles, des veilleurs, des convoyeurs ou des diens, considérées comme des services commerciaux de droit commun, ne pouvaient échapper à un contrôle spécifique sur leur activité et leur personnel. Le Sénat, comme l'avait fait l'Assemblée nationale (le Monde du 15 avril), a donc réservé, jeudi après-midi 26 mai, un accueil favorable à la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et le transport de fonds.

Bien que M. Defferre, ministre de l'Intérieur, ait été favorable, le Sénat, à la demande du rapporteur de la commission des lois, M. Bécam (rattaché au R.P.R., Finistère), élargit le champ d'application du texte qui réglemente non seulement les activités de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds, mais plus généralement les activités de « sécurité privée ». Au terme de « gardiennage », le Sénat préfère « prévention ».

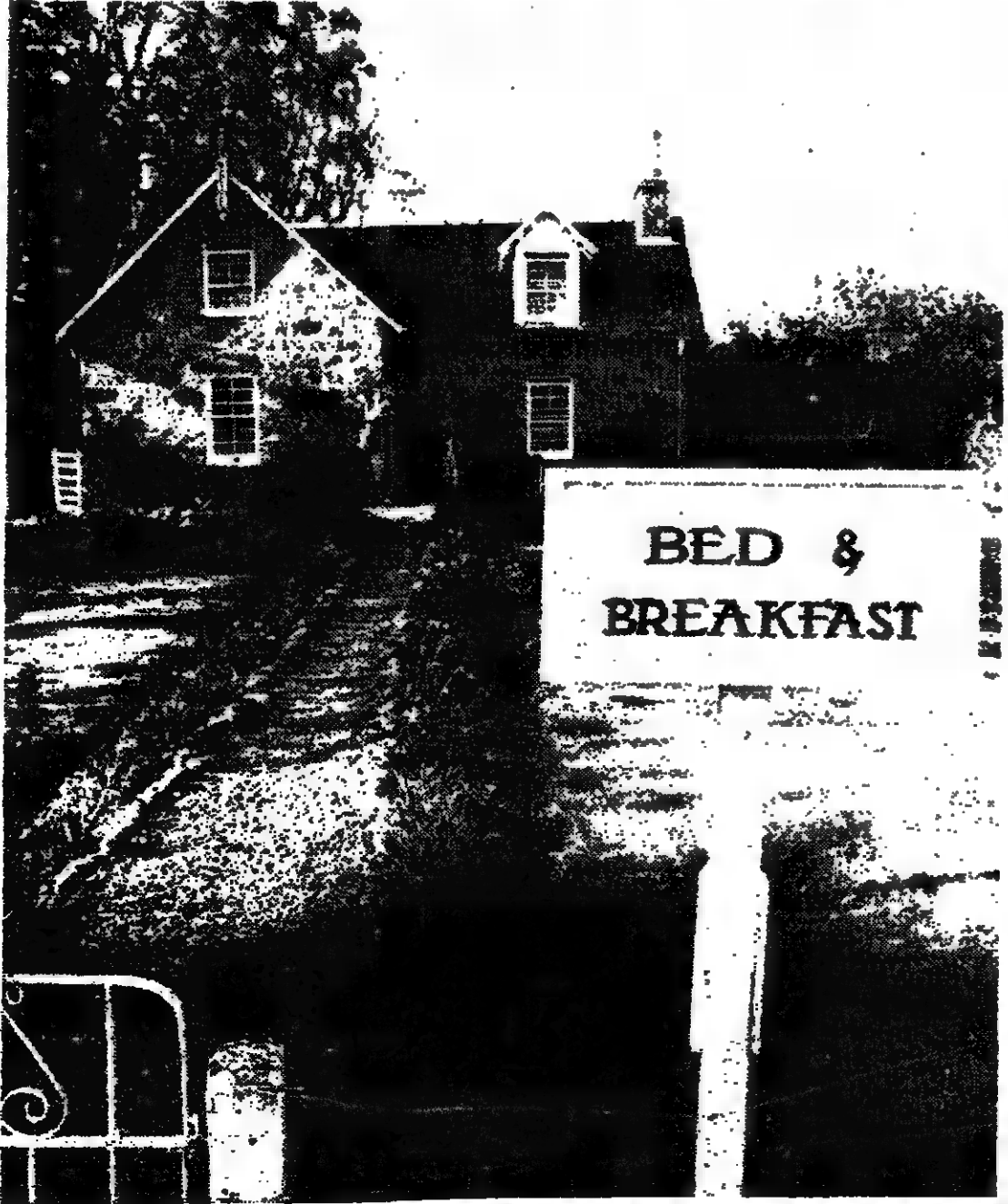
Malgré l'avis contraire du gouvernement et du rapporteur, un amendement du groupe de l'Union centriste est adopté : il prévoit que les services de surveillance, qui, d'après le projet, ne peuvent intervenir en cas de conflit de travail, pourront cependant être consacrés à assurer une protection passive des personnes ou des biens menacés.

Après l'adoption de la commission mixte paritaire, qui n'a pu parvenir à un compromis sur le projet de loi relatif à la décentralisation des services de surveillance, le Sénat a adopté, le 26 mai, le projet de loi de 2^e lecture. Le Sénat, jeudi après-midi 26 mai, a voté, en troisième lecture, le texte qu'il avait approuvé en deuxième lecture (le Monde du 3 mai).

PUBLICITÉ

LA LIBERTÉ SANS RESTRICTION

Faites comme nous !
Passez une semaine à 3 personnes en Grande-Bretagne avec 4 500 F.



BED & BREAKFAST

Oui, c'est vrai ! Nous partons à l'étranger. Sans fraude, sans nous ruiner ni priver. Huit jours à trois à sillonner la Grande-Bretagne. Évasion totale, dépaysement à volonté. Je l'avais bien préparé mon petit circuit : la côte des premiers jours, puis sur l'aventure. Petit tour chez les antiquaires à Brighton pour y découvrir des merveilles. Ensuite direction Winchester, histoire de se replonger dans le passé de l'Angleterre et d'admirer les remparts de la cathédrale du 13^e siècle. Les chevaliers de la Table Ronde doivent avoir hanté ces lieux !

C'est ainsi dans un manoir de Winchester que nous découvrons les spécialités anglaises. Agréables surprises le menu : une « farmhouse vegetable soup » (soupe maison), suivie d'un « Lancashire Hot Pot » (casserole d'agneau aux pommes de terre et oignons) et un apple pie pour finir.

Pour le déjeuner, nous sortions en vélo pour 35 F. Tous les soirs, nous allions dans les pubs pour s'imprégner de l'atmosphère locale. C'est là que j'ai pris mon premier cours de fléchette. Une ambiance chaude, la bière coulait à flots, je mettais dans le mille à chaque tir. Une soirée étonnante !

La plupart des chefs-d'œuvre de Grande-Bretagne ne nous ont pas échappé grâce aux tickets « Open View ». Pour 130 F par personne (demi-tarif enfants) musées, monuments historiques vous ouvrent les portes. Coup de foudre en découvrant Bath. Comme dans l'indique, elle nous a livré tout le charme des bains romains. Un prodige d'ingéniosité. Les bains des Romains ! Retour par Oxford où nous les avons vus les célèbres profs

d'université. Inattraitsables quand ils commencent à venir visiter leurs histoires ! Décision prise à l'unanimité : la solution Bed & Breakfast était la meilleure ! 100 F la nuit par personne (petit déjeuner compris). Le plus court chemin pour connaître les Anglais dans leur vie de tous les jours.

Dernières étapes Guildford, Canterbury puis Dover. Case départ : Dover. Objectif réussi : la Grande-Bretagne est conquise ! Nous avons un circuit de plus de 1 000 km, un vrai plaisir même de rouler à gauche. Cette balade en Angleterre nous est revenue à :

- Pleins d'essence (4,15 F le litre) : 450 F
- 8 nuits pour 3 à 80 F par personne en B & B avec petit déjeuner : 1 920 F
- 8 déjeuners pour 3 à 35 F par personne : 840 F
- 8 dîners pour 3 à 50 F par personne : 1 200 F
Total : 4 410 F

Nous avons pris l'assurance automobile RAC en France. Pour 180 F.

elle couvrirait accidents et pertes pendant 28 jours. Sur l'allocation maximum de 9 000 F pour nous trois, nous n'avons dépensé que 4 410 F. Prochain voyage : le pays de Galles en camping trois fois-ci (27 F par nuit par famille).

Faites comme nous, vous découvrirez l'Ile aux Trésors.

Et pour y aller, Sealink.

Vous serez sûrement la ligne qui vous convient : Calais-Douvres en 1 h 30, ou car-ferries géants ultramodernes, dont « Côte d'Azur » de la SNCF ; Boulogne/Folkestone en 1 h 50 avec plus de traversées qu'en 1982 ; Dunkerque/Douvres en 1 h 20, souvent moins cher ; Dieppe/Newhaven et Cherbourg/Weymouth en 4 h environ.

Les prix ? Ils dépendent de la longueur du voyage et de la saison. Premier prix 380 F aller-retour (auto + conducteur).

Grande-Bretagne, l'île aux Trésors

Si vous voulez en savoir plus, retournez ce formulaire à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME, Service Publicité, 6, place Vendôme, 75001 Paris.

Je désire recevoir gratuitement la documentation complète sur la Grande-Bretagne et les liaisons Sealink France/Grande-Bretagne.

Je désire également recevoir le « Guide des terrains » Camping-Caravanning en Grande-Bretagne pour lequel je joins 20 F de timbres.

☐ ☐ ☐ (cochez la case de votre choix.)

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____



JUSTICE

Le réquisitoire au procès des « pétroliers »

Marseille. — « Nous ne sommes pas ici pour faire le procès de l'Etat à travers son administration, mais pour punir des infractions aux articles du code pénal réprimant les ententes illicites auxquelles se sont livrés les dirigeants des principales sociétés pétrolières françaises. » C'est ce qu'a dit, durant un réquisitoire qui aura duré près de deux heures, M. André Viangali, substitut du procureur de la République, devant le tribunal de Marseille qui juge depuis le 10 mai les dirigeants des principales sociétés pétrolières françaises accusés de s'être entendus sur les tarifs à pratiquer. Il a réclamé des peines de prison assorties du sursis et de mise à l'épreuve avec l'obligation d'indemniser les victimes contre les responsables au plus haut niveau de huit sociétés pétrolières. Une peine de principe a été requise contre les autres prévenus.

Pour M. Viangali, l'entente des compagnies pétrolières a faussé la liberté des marchés et des règles d'adjudication, elle a fait des victimes, « notamment parmi les gérants de la société SAGIP », revendeurs libres, dont M. Roger Bodourian qui est l'auteur de la plainte initiale. Elle a aussi lésé des communes : Marseille, Amiens, Martignes, La Penne-sur-Huveaune. « Vous pensez que les règlements et les pressions administratives ont annulé le libre arbitre et vous ont contraints à procéder à de telles mesures illicites et à l'élimination des revendeurs, il vous appartient d'introduire une action devant une juridiction administrative », indique le substitut aux « pétroliers ». — (Corresp.)

● Les attentats du F.L.N.C. à Paris. — M. Philippe Texier, juge d'instruction à Paris, a inculpé, le 26 mai, trois militants présumés du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) pour leur participation à une tentative d'attentat dans la nuit du 16 au 17 février. Il s'agit de Jean-Dominique Gué, Edmond Perlestin et Gustave Bustoletti.

● Nomination de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 25 mai, M^{me} Myriam Ezratty, président de chambre à la cour d'appel de Paris, est nommée avocat général à la Cour de cassation. M^{me} Ezratty reste détachée dans ses fonctions de directrice de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice.

MÉDECINE

Le gouvernement modifie les projets de réformes hospitalières de M. Ralite

La menace d'une nouvelle grève des internes et des chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires, annoncée pour le 1^{er} juin, semble s'estomper. En effet, à l'issue d'une réunion, le 26 mai dans la soirée, au secrétariat d'Etat à la Santé, internes et chefs de clinique ont obtenu un certain nombre de précisions sur la préparation des ré-

formes hospitalières. Leur décision sera connue le 31 mai. D'autre part, dans une orientation qui vient d'être publiée, le gouvernement revient sur les principales dispositions qu'avait prévues M. Jack Ralite, lorsqu'il était ministre de la Santé, pour redistribuer le pouvoir au sein de l'hôpital. La « départementalisation » qui devait

être mise en place en 1984 ne le sera « qu'à partir de » 1984. L'autorité n'y sera plus élective comme le prévoyait le projet : les chefs de département seront, en effet, selon le nouveau texte, nommés par l'administration pour quatre ans, sur proposition d'un collège composé uniquement de médecins.

Les chefs de « département » ne seraient plus élus mais nommés pour quatre ans

Une « note d'orientation » datée du 24 mai, émanant du secrétariat d'Etat chargé de la Santé, présente « les principaux aspects d'une départementalisation des hôpitaux publics » et évoque « les diverses solutions possibles ». Il s'agit, précise-t-on au secrétariat d'Etat, d'un « document de travail » qui a reçu l'aval des différents ministères concernés et des services du premier ministre. Elle marque des modifications importantes par rapport aux projets élaborés par les services de M. Jack Ralite : en particulier, le

nouveau texte précise que les responsables des départements sont nommés « par l'autorité administrative » pour quatre ans, et non pas élus comme le prévoyaient les projets initiaux. Départementalisation-révolution ? Il n'en est pas question : « La départementalisation n'a pas pour objet de faire disparaître les structures hospitalières », peut-on lire, mais au contraire de coordonner l'organisation médicale (objectifs « moyens ») tout en réaffirmant l'autorité du directeur, du conseil d'administration et le rôle des instances

Point important, le projet de département n'est pas nommé, explique-t-on, par l'autorité administrative pour quatre ans sur proposition d'un collège des chefs de département (une des premières initiatives du projet prévoyait d'inclure dans le collège hospitalo-universitaire un certain nombre de chefs de clinique). Il propose le nombre des unités fonctionnelles du département et est responsable de son activité et de l'application de ses objectifs médicaux. Un surveillant est prévu auprès du chef de département afin de coordonner le service des soins infirmiers dans cette structure.

Les « unités fonctionnelles » sont définies comme des « unités élémentaires de soins et de diagnostics ». Les responsables de telles unités « devraient être des médecins confirmés et reconnus par leurs pairs ». Les modalités de leur désignation restent à définir (système de nomination par exemple). A titre transitoire, les chefs de service actuels deviendraient « coordonnateurs de soins d'une unité fonctionnelle ou d'une division ».

Comment traiter les problèmes universitaires ? Les centres hospitalo-universitaires posent un problème particulier. Deux hypothèses sont envisagées : constitution de départements hospitalo-universitaires « chaque fois que la chose est possible » (avec prise en compte des impératifs d'enseignement et de recherche) ou maintien hors des départements des structures d'enseignement et de recherche. La psychiatrie et la santé publique pourraient avoir leur département propre. Enfin, des départements d'enseignement médical (tenus des départements médicaux, chiffres de l'activité médicale de l'enseignement) pourraient voir le jour.

J.-Y. N.

Trois mois de réflexion pour un dispositif global

Au cours de leur entretien, le 26 mai, avec M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, les représentants des internes et des chefs de clinique ont obtenu un certain nombre de précisions portant, notamment, sur le calendrier et le contenu des réformes à venir : elles devraient permettre de résoudre le conflit qui menaçait d'éclater, le 1^{er} juin, dans les centres hospitalo-universitaires.

En premier lieu, les internes, chefs de clinique et les universitaires qui les soutiennent ont obtenu d'avoir obtenu que le gouvernement ait l'intention de proposer, sous forme d'amendements, des modifications importantes au projet de loi sur l'enseignement supérieur. Selon ces amendements, l'autonomie budgétaire et pédagogique sera garantie par la loi, conformément au vœu des universitaires exprimé par M. Pierre Mauroy.

D'autre part, le gouvernement a annoncé la publication des projets de réformes hospitalières. Dès la semaine prochaine, devraient être connus les textes relatifs à la réforme du financement des hôpitaux par le « budget global » et au statut des praticiens hospitalo-universitaires.

Le statut des internes est, d'autre part, au cœur d'examen par le conseil d'Etat. Des informations ont, en outre, été données sur la grille des salaires prévus pour les internes. Etant donné l'augmentation de leur nombre, due à la réforme de l'enseignement médical (« l'internat pour tous »), les internes seront 150 000 en 1984-1985 et vingt et un

mille en 1984-1985 (l'effectif était ramené à seize mille après 1987, par le jeu de la sélection). L'amélioration de leurs rémunérations devrait entraîner un surcoût de 200 millions de francs.

D'autre part, une réunion concernant l'évolution du secteur libéral aura lieu le 13 juin, regroupant les représentants des ministères intéressés, des internes et chefs de clinique et des grandes centrales syndicales des médecins.

De leur côté, les médiateurs continuent le travail d'ensemble qu'ils ont entrepris sur l'évolution des structures hospitalières et, plus généralement, sur l'ensemble du système de soins. Ils recueilleront, sur ces questions, l'avis des multiples parties prenantes et attendent les internes et chefs de clinique pour le 10 juillet. Ils rendront leur rapport de synthèse le 13 juillet. Des réunions interministérielles s'engageront ensuite, ainsi que des consultations avec l'ensemble des parties du système de soins.

Ainsi, le dispositif de réformes est-il, aujourd'hui, en cours d'élaboration, selon le vœu de M. Edmond Hervé, qui a rappelé à plusieurs reprises son souhait de « faire le pacte hospitalier ». Internes et chefs de clinique organiseront, le lundi 30 mai, une assemblée générale dans laquelle ils devraient décider — après une réunion samedi 28 mai à Paris — de continuer ou d'interrompre la grève.

C. B.

POUR LA FÊTE DES MÈRES

50 %

de votre cadeau

OFFERT PAR LA MAISON DE L'IRAN

sur tapis

et sur artisanat persan

225-62-90

65, Champs-Élysées, 8^e

ouvert dimanche

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

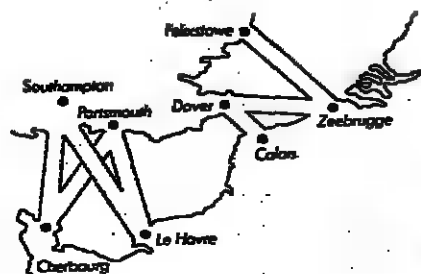
Exemplaire spécimen sur demande

L'ANGLETERRE SANS CARNET DE CHANGE.

Pourquoi vous priver d'un long week-end en Angleterre ? Avec les 1000 F par personne que vous pouvez emporter pour chaque séjour à l'étranger, offrez-vous un voyage Grande-Bretagne sans toucher à votre allocation de devises.

C'est d'autant plus facile que Townsend Thoresen vous propose 50 % de réduction sur la traversée aller et retour pour votre voiture, vos passagers et vous-même. Quels que soient le jour choisi et l'heure, si vous ne restez pas plus de 60 h en Angleterre. Et pour moins de 5 jours, vous bénéficierez de 25 % de réduction.

Alors, à vous l'Angleterre avec Ferry le Magnifique.



Embarquez sur Ferry le Magnifique. Evadez-vous. Ferry le Magnifique apporte à notre Irlande les îles Britanniques dans le confort et le charme d'une vraie mini-croisière. Ferry le Magnifique ? Des bars, des restaurants et des boutiques hors norme. C'est une vie déjà "made in England".

Ferry le Magnifique, 58 traversées par jour, 5 jours au départ de l'un de nos ports : Calais, Cherbourg et Le Havre.

Ferry le Magnifique : 75 traversées Calais et Zeebrugge. La traversée la plus rapide en car-ferry.

Pour tout savoir sur les horaires, les tarifs, les réductions, contactez notre agent de voyages ou envoyez ce bon à Townsend Thoresen, 41, bd des Capucines, 75002 Paris - Tél. (1) 261.51.75.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

MON 2

TOWNSEND THORESEN

European Ferries

CARNET

Naissances

— Réjane et Noël MARCHAL, Ophélie et Rebecca heureux de Léandre, le 24 mai 1983, 11, rue de Viray, 54000 Nancy.

Mariages

— M. et M^{me} Gilbert BONIFACE, M. et M^{me} Jean Charles BECKER, ont le plaisir d'annoncer le mariage de Dominique et Laura, qui se marient à New-York le 11 juin 1983, 143, rue Gros-Horloge, 76000 Rouen, Northfield (Illinois).

Noces d'or

— Tous les enfants et de M. Roger POULLOT et de M^{me} Geneviève CARRÉ, au joyeux anniversaire de leur famille et spirituelle des noces d'or de leurs parents le 23 mai 1983.

Une messe d'action de grâce a été célébrée ce jour-là en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine par le R. P. A. M. Carré, O. P., le Père F. Russo, S. J., et le Père D. Marcovici, O. P.

Décès

— Sonia Casanova Nalbanthan, ses fils, Les familles Nalbanthan, Bedikian, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Sergie BÉDIKIAN, peintre Krigor Bédikian, survenu à Nice lors de l'exposition de l'œuvre de son mari, au côté duquel elle reposera au cimetière de Bagneux.

— M. et M^{me} Jack Burtin, la grande douleur de faire part du décès de leur fils,

Michel BURTIN, cofondateur et directeur général de l'agence de publicité Partenaire, décédé à l'âge de trente-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 30 mai 1983, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 10, avenue de la Route, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). L'inhumation aura lieu dans le caveau de la famille (Yvelines). Cet avis tient lieu de faire-part.

9, boulevard du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M. Alain Lavan, M. Vincent Clerger, Et tous les amis de l'agence de publicité Partenaire, ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Michel BURTIN, de l'agence.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 30 mai, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 10, avenue de la Route, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). L'inhumation aura lieu dans le caveau de la famille (Yvelines). Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Michel-Le Comte, 75001 Paris.

— M. Patrice Colton, son épouse, Charles et Capucine, ont la tristesse de faire part du décès de

M. et M^{me} Robert Mercier, ses parents. Les familles Frey, Chert, Coqueret, Colton, Colton, l'église de l'Assomption, 88, rue de la République, Paris-10^e, se joignent à cet avis.

ont la douleur de faire part du décès de

Caroline COLLOC, née Mercier, dans sa trente-cinquième année, le 21 mai 1983.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Voules-les-Roses, le 25 mai 1983.

— M^{me} Alfred Fabre-Luce, M. et M^{me} Henri Fabre-Luce, M. et M^{me} Tony Dreyfus et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alfred FABRE-LUCE, homme de lettres, survenu à Paris, en son domicile, le 16 mai 1983.

Une messe à sa mémoire sera célébrée le lundi 2 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Séverin, 1, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris-6^e.

(Le Monde a, en 1978, édité de 18 mai, publié une biographie de l'écrivain.)

— M. et M^{me} G. Miché Razi et leurs enfants John, Catherine, Joana et Maria, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Josette LAZAR, survenue le lundi 23 mai 1983 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 31 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Séverin, 1, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris-6^e, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} A. O. Sulzberger et le New-York Times, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Josette LAZAR, survenue le lundi 23 mai 1983 à Paris. Les obsèques auront lieu le lundi 30 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Séverin, 1, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris-6^e, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.

— M^{me} Martha Luboski, Saint-Joseph, Missouri, M. et M^{me} Gary Miller et enfants, St. Louis, Missouri, M^{me} Martha Luboski, St. Joseph, Missouri, Et ses très nombreux amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

Richard Wayne LUBOSKI, sculpteur et peintre, à Paris, le 21 mai 1983.

Les obsèques auront lieu dans sa ville natale, St. Joseph, Missouri, à l'instinct.

— Charles Sefert, Les familles Mathon, Picard, Mahé, Barrios, Laguerre et Beger ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} MARTHE MUSSINE SEFFERT, survenue subitement en son domicile, 12, villa de la Route à Neuilly, le 15 mai 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, le lundi 30 mai 1983, à 15 h 30.

L'inhumation se fera au cimetière de Bagneux (Yvelines). Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} André Veyrenche, M. et M^{me} Jacques Veyrenche et leurs enfants, M^{me} Aristide Le Fol, Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André VEYRENCHÉ, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, médaillé de la Résistance, combattant de la France 1914-1918 et 1939-1945.

survenu le 25 mai 1983 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 31 mai, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de la République, Paris-10^e, se joignent à cet avis.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

9, square Jasmin, 75016 Paris, 16, rue de Louvois, 75380 Boulogne.

— M. et M^{me} Maurice Vincent, M. et M^{me} Bernard Vincent et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Callinger et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Léonce VINCENT, née Marguerite Lambert, survenue le 25 mai 1983 dans sa quatre-vingt-douzième année.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de

Charles PAPIERNIK, la famille se réunira le dimanche 29 mai, à 11 heures, au cimetière de Bagneux, devant la porte d'entrée.

Ceux qui l'ont aimé peuvent se joindre à nous.

— Pour le deuxième anniversaire du décès de

M^{me} Bernard SZCZUPAK, sa famille et ses amis se réuniront le dimanche 29 mai, à 10 h 45, porte principale du cimetière de Bagneux.

SCIENCES

LES CHERCHEURS DE L'ORSTOM DEMANDENT UN RECLASSEMENT

Les personnels de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) ont repris le travail le 27 mai, après une grève de quarante-huit heures. Ce mouvement, largement suivi, était, selon les organisations syndicales, un coup de semonce donné aux pouvoirs publics pour leur rappeler que les écarts de salaires entre les personnels de l'ORSTOM et ceux d'autres organismes de recherche peuvent atteindre 30 %.

Déjà, en décembre de l'année dernière, les services de M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de l'industrie, s'étaient alarmés de cette situation. (Le Monde 18 décembre 1982), qui existe également à l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes. Comme le nouveau statut des personnels de recherche ne dispose pas de sortir avant la fin juin où le début du mois de juillet, on peut se demander si les pouvoirs publics feront, d'ici-là, un geste en faveur de l'ORSTOM alors que l'on est en période de restriction budgétaire. Il en coûterait alors 44 millions de francs pour 1983.

Le satellite européen d'astrométrie en rayons X Exosat a été lancé, jeudi 26 mai à 17 h 18 (heure française), par une fusée américaine Delta-3914, depuis la base californienne de Vandenberg (le Monde du 25 mai). Le lancement, qui aurait dû être fait par le lanceur européen Ariane sans les différends qu'a connus celui-ci, a coûté 26 millions de dollars à l'Agence spatiale européenne. Le satellite a été placé sur une orbite de 350 kilomètres de périmètre pour 200 000 kilomètres d'apogée, qu'il parcourt en quatre jours. Il doit, pendant deux ans, étudier les sources de rayons X à l'intérieur de la voie lactée et hors de celle-ci. — (A.F.P., U.P.L.A.P.)

FAITS DIVERS

Au Japon QUARANTE-TROIS MORTS ET CINQUANTE-NEUF DISPARUS APRÈS LE SÉISME DU 26 MAI

Tokyo (A.F.P.). — Quarante morts, cinquante-neuf disparus, cinquante-cinq blessés : tels sont les chiffres provisoires des victimes du séisme (de magnitude 7,7) qui s'est produit le 26 mai en mer du Japon au large de la péninsule de Honshu.

La plupart des morts et disparus étaient sur des plages et ont été emportés par un tsunami : de grandes ondes marines engendrées, le plus souvent, par un séisme sous-marin qui provoque l'effondrement d'un compartiment du fond de l'océan. En France, on appelle, à tort, raz de marée, en dépit du fait que le phénomène n'a aucun rapport avec la marée.

Ce tsunami a suivi d'une dizaine de minutes, semble-t-il, la secousse principale. Parmi les morts et disparus, figurent des ouvriers qui travaillaient sur un chantier, des écoliers qui piquaient et des touristes. Le séisme a, en outre, détruit partiellement ou totalement 350 maisons à Akita, ville de 200 000 habitants, située à 450 kilomètres au nord de Tokyo : 191 bateaux ont chaviré, 169 ont été emportés et 318 endommagés.

Les tsunamis se produisent souvent dans le Pacifique, et les pays riverains de cet océan ont créé un système d'alerte au tsunami, car ces ondes peuvent parcourir des milliers de kilomètres. En mer profonde, la longueur d'onde des tsunamis peut mesurer plusieurs centaines de kilomètres, la hauteur quelques décimètres, en tout cas beaucoup plus de 1 mètre, et la vitesse de propagation peut atteindre 800 kilomètres à l'heure. Tout change lorsque la profondeur de la mer diminue : la hauteur des vagues augmente très vite et, en atteignant la côte, pour peu que l'onde s'engouffre dans une baie, les vagues peuvent alors largement dépasser la vingtaine de mètres. Les vagues successives peuvent être séparées par un intervalle de plusieurs minutes à plusieurs heures.

Christian Dior

Fête des mères
Des idées cadeaux
et des prix
pour faire plaisir

30, AVENUE MONTAIGNE
12, rue Boissy-d'Anglas
PARIS 8^e

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OSSEURES

24

25

26

27

28

29

30

31

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

MOTEURS D'AVENTURE

Des berlines en campagne

A PRES la moto verte, l'auto verte. Longtemps réservés à un strict usage militaire et professionnel sur terrains difficiles, les véhicules à quatre roues motrices (4x4) connaissent aujourd'hui une vogue importante. En cinq ans seulement, le nombre des immatriculations a passé de deux mille par an à un peu plus de dix mille, et les premiers éléments d'information pour 1983 laissent penser que ces chiffres seront largement dépassés, faisant ainsi du marché national l'un des plus florissants d'Europe.

Pourquoi ont-ils engendré un tel engouement ? Vent de folie qui nous vient de Californie ? Suivons ? Peut-être un peu tout cela. Mais la mode n'explique pas tout. Une première explication tient, peut-être, dans le fait que ces véhicules qui, dans le passé, offraient des conditions de confort

plus que spartiates, se sont vu quelques exceptions près - « embourgeoisés ». Certes, la fameuse Jeep et la Land Rover circulent encore aux quatre coins du monde, et secouent échevement leurs pilotes, mais à leur côté sont apparus depuis quelques années des 4x4 qui, tout en gardant les qualités traditionnelles de ce type de véhicules, présentent une ligne affinée, un confort plus acceptable, un intérieur traité avec moins de sobriété que par le passé et une décoration qui ne rappelle en rien leur vocation utilitaire. Dans ce domaine, les Britanniques ont fait très tôt œuvre de pionniers avec la Range Rover, et ouvert la voie à une génération de véhicules plus luxueux - nous en présentons quelques modèles ci-dessous - dont les Japonais se sont inspirés avec succès, tandis que les Français français rattachent le coche.

En dépit de ces changements, la robe, nouvelle génération de 4x4 demeure un produit réservé à une clientèle - particulier ou société - disposant de revenus élevés. Il faut en effet débours plus de cent mille francs pour s'offrir une Range Rover, une Toyota Land Cruiser Station Wagon, ou une Mercedes, auxquels il faut un budget important (consommation, fiscalité et assurance).

Alors ? Le nombre de ceux qui disposent de revenus confortables se serait-il accru au point d'expliquer l'augmentation des ventes de 4x4 ? En fait, ces véhicules de haut de gamme, contrairement à ce que l'on pourrait croire, drainent une clientèle très hétérogène allant du « riche » au propriétaire par nécessité - agriculteur, médecin ou négociant en montagne, etc. - en passant par le passionné. Sont également ap-

parus des 4x4 plus abordables, comme la Lada, le prix équivalant à celui d'une voiture particulière - moyenne. Ce qui n'empêche pas les propriétaires de ces véhicules de la gamme d'appartenir à une catégorie sociale plus diversifiée. Ce qu'ils veulent, en faisant l'acquisition de ces engins, c'est bien sûr rouler, mais aussi « rouler différemment », en conciliant plaisir que faire un peu plaisir au plaisir professionnel, avec un budget équivalant à celui d'une voiture particulière.

Sans doute, il y a dans cette dernière constatation une des raisons qui ont poussé les constructeurs automobiles à se lancer sur le marché de véhicules particuliers à quatre roues motrices, comme les Audi, la R 16 de la Toyota, l'Isuzu Trooper. Si la clientèle des 4x4 est hétérogène, elle est aussi passionnée, et d'une

certaine manière, celle de grands espaces. Dans la gamme 4x4 d'aujourd'hui, les propriétaires de ces véhicules ont en moyenne un week-end prolongé chaque semaine pour découvrir une région en faisant des sentiers battus, ou suivre les chemins de la grande randonnée, ou encore que la prime de l'automobile à les nombreux clubs - environ soixante-dix - ne manquent pas de publier. Ces associations très actives accueillent tous les passionnés et or-

ganisent, au moins une fois par mois, des circuits de deux ou trois jours, en « concentrations ». Val-d'Ariège en juillet, Tarn-et-Garonne en août, la fin des étapes on se retrouve autour d'un bivouac pour parler boutique et, l'espace d'un instant, rêver que l'on a triomphé du Ténéré, de ses pièges et de ses sables dans la dernière édition du Paris-Dakar.

J.-F. A.



P. LANCERREUX

La moto de grands chemins

LE printemps est arrivé et, avec lui, un vol d'enthousiasme dans le monde des motos. Les propriétaires de ces engins, qui sont de plus en plus nombreux, ne se contentent pas de rouler, ils veulent aussi « rouler différemment ». C'est pourquoi ils se lancent dans des aventures de grande randonnée, ou encore qu'ils s'attaquent à la conquête de nouveaux territoires. Le « motard vert », en amoureux de la nature incompréhensible, navigue au gré des sentiers, hume les odeurs forestières et enroule gentiment du câble, se complaisant à pérorer, au son pacifique du monocylindre. Et pourtant, on affirme bien souvent qu'il est anti-écologique, bruyant, néfaste et polluant. Tout cela, il ne l'est pas plus qu'une tondeuse, dont le bruit remplit nos champs au rythme des saisons et du travail de la terre. Alors, qu'est-ce qui a fait du motard vert le héros de la mode ?

Certainement une minorité dont le seul souci est de labourer les champs de blé sur la route arrière, le pion aux yeux des pi-queurs en matière de sécurité et de rouler en toute sécurité. Cette rareté existe, mais il faut savoir que ce n'est pas souvent les motos qui sont les plus bruyantes, mais bien les motos agricoles. En plus, les antipollution imposées aux motos ja-

ponaises par les autorités américaines ont favorisé l'éclosion d'une race de machines mieux adaptées aux exigences actuelles. Mais par une moto discrète, la véritable amante du motard, en fait, se « rendre la main » dans les endroits où il faut éviter les cultures, ne pas affoler les chevaux en promenade par des coups de gaz inopportuns et laisser en paix les autres véhicules.

En revanche, les zones de trial ou les regroupements de motards verts sont un phénomène qui rejette de la part de la population, en fonction du lieu, de saturation ou de tolérance, bien connu des spécialistes du racisme.

Pour cet engin, intelligemment utilisé, permet de faire d'extraordinaires performances en montagne ou en forêt.

Je n'en veux pour preuve que le raid réalisé il y a quelques années par les journalistes Moto-Verde dans les Pyrénées, sans emprunter une seule fois la route goudronnée. Cette matière est par le motard vert ! Au guidon d'une 500-XLR Honda au rouge agressif, la seule véritable concession à la mode ! - J'ai pu le vérifier sur le terrain. Prendre les sentiers de grande randonnée, laisser la priorité à tout ce qui bouge et ne pas hésiter à dialoguer avec les gens rencontrés. Il faut savoir que les paysans n'ont absolument rien contre la moto quand elle n'est pas conduite de manière agressive.

DOMINIQUE GAUTRON.
(Lire la suite page 16.)

Quatre championnes du 4x4

Range Rover

De tous les 4x4 c'est sans conteste la plus belle, la plus rodée. Rarement le crayon des stylistes a-t-il été aussi inspiré. Rarement il aura su trouver d'aussi justes proportions (1), pour un véhicule tout-terrain. Comment s'étonner, dans ces conditions, que British Leyland, dans ses papiers de présentation, joue la carte du luxe et mette en scène des gentlemen-farmers, des antiquaires et des couples à smoking et robe longue plus que des artisans ou des exploitants agricoles ? Range Rover peut tout faire. Comme les routières tranquilles comme elle, elle est sûre, en prime, des conditions de confort incontestables. La direction est précise, d'une grande douceur, d'une bonne précision, tout comme la puissance et le couple du gros V-8 de 3.5 litres de cylindrée (126 chevaux) y pour beau-coup.

Toutefois la machine a son revers, et ce qui hier faisait figure de nouveauté a parfois aujourd'hui un côté dépassé difficilement acceptable sur un véhicule de ce prix. Ainsi en va-t-il de la boîte de vitesses, ferme il

l'exoète, et qui tient plus de l'engin agricole que de l'automobile. La robe, sans doute la plus réussie que la conception pour le plus grand plaisir du conducteur, ignore, prou-vent s'il le faut, que douceur et solidité peuvent faire aussi bon ménage. De même, la transmission ne se fait guère oublier et exerce un « klunk » réprobateur à chaque changement de rapport.

Que dire enfin du fameux V-8 qui, s'il permet de rouler sur route à 165 kilomètres à l'heure sans difficultés, se révèle un gouffre à essence avec 16 litres aux 100 kilomètres à l'arrêt et plus de 24 litres en cycle urbain. De tels chiffres sont de nature à faire réfléchir lorsque l'on songe que, en outre, il faut payer très cher les services des Fourches Catalitiques du moteur, des finances, lequel ne fait guère de économies en matière de vignette et de taxe de luxe aux plus de 16 chevaux.

Comment, dans ces conditions, ne se résout-il pas à la recherche de potentiels qui forment rapidement la machine en une nouvelle Range Rover équipée d'un moteur V-8 126

actuellement en cours d'essai. Perkins - moins frappée par les taxes ? A quand un modèle révisé dont on nous annonce périodiquement la présentation ?

Quel qu'il en soit, l'essai ou non, le constructeur de la Range Rover, British Leyland, peut-il, dans un véhicule connu, toujours une certaine dose d'amour, se permettre de ne pas faire subir une cure de jeunesse à son véhicule ? L'essai du tableau de bord dont les boutons et les cadrans - pas toujours lisibles - se dispersent sur la console (1), améliorer la finition (transmission, boîte) ; bref peu de choses au regard de ce qui se fait dans le monde du confort et de l'efficacité en tout-terrain. Une personne qui, dans un véhicule, un freinage assuré par quatre disques et une tenue de route saine même à la suspension, ne soupire, l'impression parfois de flotter. Ce n'est pas tout, faut-il l'espérer pour un printemps prochain ?

* Moteur : huit cylindres de 3528 centimètres cubes de cylindrée (126 chevaux DIN). Direction assistée. Boîte de vitesses à quatre rapports - quatre longueurs de course - avec boîte de transfert : quatre roues motrices en permanence. Vitesse maxi : 161 km/h.

Consommation donnée par le constructeur : 12,14 l à 90 km/h ; 15,92 l à 120 km/h. Prix T.T.C. : 129 800 F.

Toyota Land Cruiser Station Wagon

Tout est question d'échelle. Une fois passé le premier moment d'émotion, on a accepté le fait que la machine de l'esthétique ne soit pas, dans ce domaine, celle des grands constructeurs de l'automobile, mais va mieux. On a la longueur, oubliée le côté massif, parfois la lourdeur. Certes, la Toyota Land Cruiser Station Wagon n'a guère de chances de se faire passer pour une berline rapide, mais il ne manque pas d'une certaine élégance, on attend, dans le fait, tout est affaire de goût - ce n'est pas un hasard si la Range Rover.

JEAN-FRANÇOIS AUGERAU
et DENIS HAUTIN-GIRAULT.
(Lire la suite page 16.)

(1) Le volume habitable en petit logement.

CHANGEZ DE VACANCES !

Les séjours linguistiques de vos enfants sont éparpillés grâce à l'ALLOCATION SPÉCIALE. Interrogez-nous : Tél. (1) 271.29.30.

GRANDE-BRETAGNE

- Séjours en Centres de Vacances avec cours et sports nautiques dans l'ILE d'ANGLESEY.
- Séjours en Familles avec cours le matin et activités culturelles et sportives l'après-midi.
- Dans la GRANDE BANLIEUE de LONDRES. Dans la REGION de SOUTHAMPTON et PORTSMOUTH.
- En Familles, séjours à dominante sportive avec cours et options : TENNIS/KAYAK/VOILE/EQUITATION, dans le SUFFOLK.

Brochure gratuite sur demande à L.F.E.P. 7 Bd St-Denis 75141 Paris cedex 03

VACANCES
POUR TOUS

MO.05.83
M
adresse

JET EVASION la liberté retrouvée

ATHÈNES	1100 F
AGADIR	1300 F
MARRAKECH	1250 F
MALAGA	1050 F
NEW YORK	2850 F

VOULI ALLER-RETOUR

Evolution : Paris 75001 - Tél. : (1) 354.86.28 - 20, rue St-Honoré
Navotour : Paris 75001 - Tél. : (1) 271.29.30 - 15, av. de l'Opéra
Adress : Creil 60100 - Tél. : (1) 40.40.99 - 39, rue Gambetta

TUNISIE-C

Plus que jamais
la liberté à son club:

Hôtel
CLUB SANGHO
à Zarzis

1 semaine, tout compris: 3200 F
évasion incluse!

800 F par semaine sur vos devis
à la carte d'identité sur place
Documentation gratuite



TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75001 PARIS
02.25.02.25 & 296.14.23

CONTACTOUR Tour Maine-Montparnasse
3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 1028
03.68.68.24

VOILES DE POINTE

Un croiseur pour spartiates

AFFALE dans le trampolino, les pieds calés contre les bras de l'arrière, le skipper manie l'allonge de barre télescopique, menant à 11 mètres de distance la coque centrale du trimaran, parmi les creux et les bosses de la houle.

Ca souffle un bon force 4 Beaufort et, à cette allure de très bon plein, l'engin file ses 9 nœuds, l'aileron du speedomètre poussant même des incursions régulières au-delà du chiffre 10. Si le barreur abaisse jusqu'au large, la vitesse dépasserait sans aucun doute les 15 nœuds, et tout cela sans effort, tout en souplesse.

Mais il faut se méfier de ces bateaux aux réactions de pur-sang. Concentré, le barreur parcourt sans cesse du regard le bateau, en quête de la moindre faiblesse. Il observe les deux flotteurs : celui sous le vent, qui, dans un creux, pénètre parfois dans l'eau verte de la vague, tandis que son jumeau au vent décapite quelques crêtes qui n'auront pas le temps de déferler. Curieux, la coque centrale reste sèche, alors que l'équipage juché au rappel en prend régulièrement plein la tête. Et, à cette vitesse-là, une glorieuse d'embruns, une foudroyante.

Ainsi obtient-on, selon le dessin et la conception de la coque centrale, le Tremolino (S.C.I.M. Marine, plans Newick) ou le Hurricane (Trade Winds, plans Kelsall). Un plus grand, et de conception entièrement originale, celui le Speed (Ocoquet), dessiné par Gilles Gahinet, vainqueur de la dernière transatlantique double Lorient-Bermudes-Lorient. Pour moins de 7 mètres de long, ce multicoque atteint les performances d'un gros bateau de course classique.

En revanche, sur le chapitre du confort, il n'arrive pas au niveau d'un minuscule dériveur lesté à pêche promenade ou du même côté, tel le Corsaire. Mais qui pense encore au confort, quand le sillage s'allonge, quand le but de l'étape grandit à vue d'œil, et que les coques jouent à la spartiate ? D'ailleurs, le terme croisière ne sonne-t-il pas bizarrement, quand les équipiers conservent leur maigre bagage dans un sac étanche, dorment au mouillage sur les trampolines, à l'abri d'un taud, et que les possibilités de cuisine se limitent à un petit réchaud à gaz ?

C'est plutôt le mot raid qui viendrait à l'esprit, car ce mode de navigation est plus spartiate mais exaltant, évoque à fait les Vikings sur leurs drakars. Comme les drakars d'ailleurs, les petits trimarans sont capables d'aller très vite en mer et de se glisser au plus profond des criques et des baies les plus reculées. Dériveur relevé, l'engin cale au effet moins de 50 centimètres de l'eau. D'autre part, pesant moins de 500 kilos tout compris, il se décale à la pagaie dès que le vent manque un fois dans un recou à côté trop abrité. Si nécessaire, pour remonter une rivière par exemple, un petit moteur hors-bord de 4 chevaux permet de filer ses 11 nœuds sur eau plate.

de plus, il prend immédiatement de la vitesse. Mieux vaut donc éviter les obstacles en remontant à l'arrière, plutôt qu'en abattant ! D'ailleurs, un multicoque est capable de faire marche arrière, ce qui est bien pratique dans certaines situations délicates. De même aussi qu'un trimaran vire très facilement de bord aux eaux plates, la différence des multicoques.

Les plaisanciers ayant reçu une formation classique s'effrayeront, sans doute, de ces engins à priori acrobatiques. Il est vrai qu'ils ne pardonnent pas les erreurs des manœuvres et demandent une attention de tous les instants. Toutefois, dans le cadre d'une petite croisière, disposer d'un bateau capable de se glisser partout, d'atteindre une difficulté 15 nœuds aux allures portantes sans aucun élément de sécurité non négligeable, puisqu'on navigue avec la quasi-certitude de pouvoir joindre un abri en cas de détérioration, même rapide, des conditions météorologiques.

Croiseurs de l'avenir, les petits trimarans de croisière ? Sans doute, car, dans leur manœuvre et leur esprit d'utilisation, ils correspondent tout à fait à la formation nautique acquise par ceux qui, le plus en plus nombreux, découvrent la voile et la mer en passant par la planche à voile ou le canot de sport, au lieu du classique dériveur-petit bateau de croisière-gros bateau de croisière.

Pour l'heure, les bateaux sont chers, très chers. Cela tient à ce qu'ils sont très importés, construits en toute petite série. De plus, ils par sa conception même, un multicoque demande un temps de fabrication plus long, l'assemblage de pièces très diverses et de qualité, car un engin qui va aussi vite nécessite un accostillage et un grément absolument parfaits. Aussi faut-il considérer pour le moment, Speed, Tremolino, ou Hurricane comme l'avant-garde d'une nouvelle génération de bateaux, correspondant à une nouvelle génération de plaisanciers qui arrive à la voile.

A la rude

L'équipier, installé plus au vent que le barreur, garde en main les écoutes de foc et de grand voile, bloquées dans les mâchoires de taquets coinceurs. Il adapte en permanence le réglage de la voilure aux variations de la ligne du bateau, qui peut varier de 8 à 11 nœuds, avant de ralentir contre une vague, puis de repartir de plus belle. L'œil de l'équipier saute des cousus des voiles, afin de surveiller l'écoulement des flots d'air contre le tissu, au flouage du vent. Si, dans une rive, ou sous la force d'une vague violente de travers, le flouage venait à disparaître sous l'eau - « enfourner », disent les marins - il signifierait instantanément l'écoulement du grand voile pour soulager le bateau, avant de reborder énergiquement la voile pour reprendre de la vitesse.

On voit l'équipage d'un catamaran de sport en régate ! En réalité, ce petit engin de croisière ultra-rapide n'est autre qu'une mutation du monocoque. Entre les flotteurs du Hobie et sous son grément, on trouve une coque centrale comportant une

Acrobaties

Se glisser au plus profond d'un bûche breton n'est possible que si l'on dispose d'un engin à la fois manœuvrier et rapide, même par tout petit vent. C'est là l'écoulement à la voile, au milieu des prés et des bois tourne vite à la corvée et à l'épreuve de patience. On dit des multicoques qu'ils sont peu manœuvriers : c'est vrai si l'on essaie de les utiliser comme un monocoque. Un trimaran, par exemple, abat beaucoup plus lentement qu'un bûche à

DOMINIQUE LE BRUN.

* Ocoquet : On, B.P. 37, 17480 Le Château-d'Oléron (46) - 47-54-11.

* S.C.I.M. Marine : route de l'Opédale 20137, Merx-Vochlo (P) - 70-22-76.

* Trade Winds : B.P. 80, 82116 Nully-sur-Seine (3) - 469-06-96.

La gîte est morte, vive la vitesse !

DEUX coques pour le prix d'une, la gîte est morte et la vitesse en prime ! Le chantier Fountaine-Pajot, basé à Aigrefeuille, près de La Rochelle, est en train de réaliser le prototype d'un multicoque de croisière de 11 mètres. La question de fabriquer un Charente-Maritime en modèle réduit, mais plutôt un voilier habitable, est au point du premier modèle, le chantier a bénéficié d'une aide de l'ANVAR portant sur la moitié du coût d'ensemble. Charente-Maritime sur les plans de Michel Joubert, il devrait être commercialisé dans quelques mois.

PARTIR

Bateaux à l'œil

Pour que les immatriculations de croisière soient validées, les bateaux doivent être en état de naviguer, c'est-à-dire qu'ils doivent avoir une coque capable de résister à leur portée, techniquement et financièrement. La Fédération des industries nautiques a décidé que le samedi 11 et le dimanche 12 juin seront des journées de visite de la mer. Des professionnels montreront gratuitement à la disposition du public tout ce qui flotte, de la planche à voile à 12 mètres, et les répondront à toutes les questions que leur seront posées sur les plaisirs nautiques.

Pour tous renseignements : Fédération des industries nautiques, port de La Bourdonnais, 75007 Paris, tél. (1) 555-10-49.

Le gîte et le cheval

Le multicoque - maison à voiles - (dix-septième siècle) du charentais de Charry (Tarn-et-Garonne) est à louer un été. Elle peut héberger cinq personnes qui en apprécieront la tranquillité ainsi que le voisinage de l'aiguille de Compostelle habitée. Les cavaliers profiteront plus que les autres de ce « château », car le cheval - également à louer - est le moyen idéal pour y accéder sur les routes de Saint-Jacques-de-Compostelle entre fermes quercynaises et chapelles romanes. Le gîte : 900 francs pour une semaine. Un cheval : 700 francs (nourriture comprise) pour une semaine.

* Réservations : Bruno et Lydie Vautier, Centre de loisirs de la Vallée, 82116 Nully-sur-Seine, tél. (3) 469-06-96.

100 000 F et répondre à une demande encore marginale mais réelle.

« Je ne me fais pas trop de soucis pour les premières unités », affirme Jean-François Fountaine, directeur du chantier, car j'ai déjà des commandes fermes. » Après les Américains et les Anglais, les Français vont-ils enfin se séduire par les avantages incontestés du multicoque de croisière ? La sortie, à une année d'écart, de deux bateaux de ce type va-t-elle modifier ce comportement ? Car, au Salon de La Rochelle 1982, les visiteurs ont déjà pu admirer la magnifique silhouette d'un trimaran de croisière dessiné par l'architecte de la mode, Philippe Brinard. L'Exception, aux mensurations imposantes - 12 mètres de long, 8 mètres de large - et au prix prohibitif : 700 000 francs...

Un gigantesque hamac

Catamaran à trimaran, ces deux multicoques apportent incontestablement quelque chose d'exceptionnel à la voile de croisière. Jusque-là les chantiers, pour la plupart étrangers, qui s'étaient limités à des bateaux de sport, ont opté pour des bateaux lourds, très et profondément inesthétiques. Les Solaris et Catalac ont beaucoup fait pour tenir l'image de marque du multicoque, devenu, par le biais de la première génération, un engin tenant plus du bateau agricole que d'une voiture de sport.

Avec l'Exception (1) et le nouveau multicoque charentais, les multicoques retrouvent leur véritable visage d'être. Car leur première qualité est d'aller vite sur l'eau, même dans les conditions de mer de croisière importante. Chacun sait que les arrivées au port et les départs sont les meilleurs moments d'une croisière. Légers, peu lestés, ils ne nécessitent pas un plan de voilure important, ce qui rend les manœuvres très faciles et très rapides. Le moindre souffle d'air les propulse vers l'horizon, quand la plupart des monocoques semblent englués à la surface des eaux.

Autre avantage, l'absence de gîte à bord des multicoques, qui rend la vie à bord si agréable. En effet, au près, sans le poids des cloisons, les multicoques se combattaient vers l'étrave et la poupe, si caractéristique de « dahu ». La

surface du pont est un véritable rium, on peut parcourir aisément, une fois disparue l'angoisse de marcher sur les filets tendus entre les coques, comme sur les marins. On pense inévitablement à Robert James, mort noyé après avoir traversé un fillet déficient, mais la vite on devient un spécialiste du trampolino, et l'on finit par apprécier ce gigantesque hamac pendant les heures de sieste.

Contrepartie inévitable de tous ces avantages, la fâcheuse tendance du multicoque à se mettre sur le toit. Quand le monocoque gîte, il vole en éclats, le multicoque lève la tête au vent. Il devient alors primordial d'apprécier à sa juste valeur le fameux « point de non-retour », quand la partie de plaisir se transforme brutalement en bain forcé. Pour cela, il existe plusieurs méthodes complémentaires : réduire la voilure, ce qui nuit à la performance d'engin, et réduire l'équipage, ce qui nuit à l'écoute du grand-voile, ou de spi, prêt à choquer. Une fois que l'on évite généralement de faire la culbute.

Le problème est de savoir si on peut se permettre de ne pas pouvoir rentrer dans un port. Saint-Martin-de-Ré en est un exemple. Mais, une fois centimètres de tirant d'eau, le multicoque recule sous le vent d'une vague, lui servant d'abri, compensant cela.

L'équation serait incomplète si l'on oubliait de parler du plaisir pris à naviguer sur de tels voiliers. Un multicoque de 11 mètres offre une charme laboureur à la voile, le multicoque glisse sur l'eau sans le moindre sillage, ne force jamais et accélère immédiatement, suivant sans temps mort la rafale de vent. Disparu le bouillonnement à l'arrière du voilier, qui servait autrefois à apprécier la vitesse d'un bateau, disparaît la vibration virile de brutaliser la mer, disparue enfin l'impression de lenteur dans les petites baies.

DOMINIQUE GAUTRON.

(1) L'Exception est en vente à l'agence Solaris de Croisix, Port de Croisix, tél. 1-56-640, Arzon. Tél. (971) 41-26-79.

AIR FRANCE

OUVRE DUBLIN.



DUBLIN, TOUS LES JOURS EN BOEING 737, A PARTIR DU 15 JUIN.

C'est fait. Air France vous ouvre l'Irlande. A partir du 15 juin, vous pourrez rejoindre Dublin tous les jours en Boeing 737 au départ de Paris-Charles-de-Gaulle, Aéroport 2, l'Aéroport Express.

Pour votre voyage, vous aurez le choix entre la Classe Affaires, une exclusivité Air France sur Paris-Dublin, et la Classe Economique où un repas vous sera servi par le personnel de bord.

Dublin avec Air France, le nouveau moyen de rendre en Irlande.

LE MONDE EST OUVERT

Carre Rive Gauche

LES 5 JOURS DE L'OBJET EXTRAORDINAIRE




du 26 au 30 Mai 1983 (Dimanche inclus) de 11 h. à 22 h.

Les Antiquaires et Galeries d'Art

Partez en France sur les routes du Moyen Age

avec Georges et Régine PERNOD



Ouvrage cartonné, 456 pages, 128 illustrations, 16 cartes inédites indiquant châteaux, forteresses, églises, calvaires et jusqu'aux arbres du Moyen Age.

Stock

U.S.A. NEW YORK
AIR COM SET
LA SAISON
-18,60
ACCASTILLAS

LIMOUSIN

La Roche qui tua Richard Cœur de Lion

ISOLÉE dans le passé, en quel-
que sorte à l'écart des grands
axes qui entourent le Massif
Central, la Haute-Vienne mesure
maintenant les attraits qu'une telle
situation peut présenter pour le tou-
risme. Dans certains palmiers, ceux
de la pollution, du bruit, par exem-
ple, il est honorable d'être le der-
nier ! Les visites au font presque en
solitaire ; un pays qui a mis un mil-
laire à sa faire mérite qu'on s'y
attarde un peu. Partout on vous dit :
« Chabaz d'entrer ». Finissez
d'entrer ! On est accueilli pour soi.

Dès les premiers jours du prin-
temps, les haies qui servaient les
champs ont commencé à se colorer
de vert, un vert tendre et doucement
transparent. Les grands arbres, eux,
avec peu de feuilles encore, s'épa-
noissent plus tard dans la saison. Ils
délimitent ainsi l'espace qui appa-
rait pourtant toujours immense.
Mieux que la terre, les bois vivent
par leurs tons l'avancement du
temps et, harmonisant généreuse-
ment les floraisons diverses, en mar-
quent plus sensiblement la fuite. On
dit qu'en Limousin, même en hiver,
il reste souvent un peu de la lumière
dorée de l'automne. Seul l'été offre
davantage de contraste, sans doute à
cause de la position du soleil qui
adoucît moins les contours.

Au sud-ouest du département, la
nature, à chaque époque, suit cette
régulière ordonnance que l'homme
n'a pas encore cherché à modifier ;
rien n'a changé entre ces forêts
couvrant la Tardoire, la
Vayres, le Bandist, depuis que,
parmi les vallonnements qu'ils
délimitent, l'histoire y a mis quel-
ques événements. Il fallait défendre la
limagne des convoitises
de puissants voisins, Poitou, Berry,
Auvergne et Aquitaine. Forteresse
tour à tour aimable ou austère, en
ruine ou habitée, elle sauvegar-
dait, hors des itinéraires obligés,
leurs itinéraires secrets. Jadis, on les
appelait d'ailleurs des repaires...

Il n'est pas de ces endroits que
le hasard rendit pour l'homme
et de façon imprévisible, bouleversés
par des choses. Au soir du
mars 1199, une flèche, partie
d'une tour du château qu'assiégeait
le souverain anglais, atteignit
le prince de Lion. L'intrepide
prince - fidèle à sa réputation -

regagna son camp à cheval, oubliant
de se soigner et continua à guer-
royer. Il devait mourir peu après,
une plaie, pardonnant à son
meurtre, et il légua son royaume
à son fils Jean sans Terre. La
tutelle étrangère, moins
lourde sur la France, pouvait désor-
mais être secourue.

La fameuse tour se dresse encore,
seule, impassible élan de pierre,
inattaquable et cependant élanée.
On n'y accède que par une étroite
porte, à 11 mètres du sol ; sa base,
une fosse de 20 mètres pour y abri-
ter les réserves.

Rochechouart et Montbrun

Par une route sinueuse et tout
ombragée, on arrive à l'élegante
maison-fort de Brie. Au quin-
zième siècle, elle allie les décora-
tions flamboyantes aux rigueurs
médiévales, pour impressionner
peut-être. Un magnifique escalier en
spiral, après avoir traversé les
salons, mène à une chambre dite
« des amours ». Les plafonds aux
profonds découpages permettent
d'apercevoir les lignes bleutées et
comme estompées par la distance
des monts du Blond.

Vu de la vallée de la Graine,
Rochechouart impose, vers sud, sa
façade régulière et majestueuse ;
deux tours rondes l'encadrent et
s'effilent sur le promontoire qu'elles
couronnent. Dans la zone d'honneur,
une galerie repose sur d'étonnantes
colonnes en torsade, au bord du
déséquilibre. Devenu musée, le châ-
teau appartient à une des plus illus-
tres familles de France, célèbre en
Terre sainte pour son roi, le
comte l'Infidèle. On rapporte
qu'un des seigneurs jaloux, croyant
qu'une femme avait été avec
un chevalier, l'empoisonna et le fit
enterrer dans un cachot avec un fau-
x affamé. Au bout de plusieurs jours,
le seigneur épousa vivait toujours,
sain. Le coupable éconduit qui
l'avait perfidement empoisonné a
été jeté à sa place, et promptement
dévoré. La sculpture d'un lion dans
un angle de muraille atteste de
cette fableuse.

Alors Châlus et Roche-
chouart se dressent comme des défis

et sont visibles de loin, Montbrun
contraire caché au creux d'un
vallon et semble posé calmement
près d'un étang. Ses tours crénelées
s'y reflètent, et évoquent par leur sil-
houette les célèbres kraaks des cheva-
liers de Palestine. Le donjon carré
paraît surgir de cette masse de
pierres crénelées ; c'est un donjon
des plus beaux fleurons de ces
demeures princières, sorti droit
des passionnantes des chroni-
queurs. Incendé par les Anglais,
reconstruit, détruit à nouveau, il
est avec une inextinguible ardeur, il
est à la fois force et finesse, rudesse
et sourire.

Vraiment, là, dans le silence que
rendent plus épaisses les appels des
oiseaux, on se sent en un lieu
du temps, ignoré du monde, mais
par ses racines à l'indéfinissable
chaîne de l'histoire des hommes.
En prenant la route qui grimpe au
Puyonieux, le plus haut point de
la région, on distingue au loin et au
détour Montbrun, et la
seule croisée possible de la vallée.

Lambertie enfin, profondément
cachée dans une forêt de sapins,
est le mystère. Le Limousin
finit peu après ; la vallée de la
Dronne, qui s'ouvre au débouché des
derniers rebords du plateau,
est la chaude plaine péri-
gourdine. Similitude fortuite, le
plateau de la Dronne, clo-
chetons, pignons et poivrières,
formant une silhouette semblable à
celle des arbres. Démantelé lors de
la guerre de Cent Ans, il fut le ber-
ceau de la lignée du roi, et rivali-
sant généraux et officiers de
l'État. L'indifférence au long des
plus que les guerres, navigant ses
perspectives. Au dix-huitième siècle,
fidèlement, on entreprit sa
restauration. Lambertie a
retrouvé son allure d'il y a cinq siècles.
Les guirlandes de machicoulis,
les alignements de fenêtres à
meneaux, atténuent la rigidité du
granit. L'ancien mur d'enceinte pre-
nait dans le mur actuel, et se
trouve maintenant au puits. Nul
bruit n'y arrive ; le vent seul, au long
de ces hautes murailles grises, semble
souffler des airs de légendes à peine
voilés de mélancolie.

CLUB ALPIN FRANÇAIS

Les montagnards sont toujours là...

DANS le cadre des Journées
nationales de l'escalade et
de la randonnée, qui se dé-
rouleront samedi 14 et dimanche 29,
le Club alpin français (CAF)
n'aura pas la France, nombre
de « grand-messes » à la gloire de la
montagne.

A cette occasion, le CAF d'An-
gny invite les amateurs de l'escalade
près du refuge de Gramusset ;
une raquette clôturera la fête du
roc. La section de Nantes donne le
choix entre la randonnée sur le rocher
de Pont-Caffino et la randonnée
dans les vallées de la Sèvre et de
la Maine. La section de Lorient
livre le neuvième brevet du randon-
neur pédestre lorrain au départ de
Frouard ; les prévisions : 15, 25
et 35 kilomètres. Cette profusion
n'est pas exceptionnelle : elle
manifeste la vitalité du Club
alpin qui porte allègrement son cent
dixième anniversaire.

Des brevets pour les guides

Ils furent cent trente-sept, le
2 avril 1874, autour d'Adolphe
Joanne, Ernest Billy et Albert Le-
mercier pour créer le CAF afin « de
faciliter et de promouvoir la rando-
née dans les montagnes de
France et des pays limitrophes, par
des excursions variées, soit
faites en commun, soit par la publi-
cation de documents scientifiques, litté-
raires et artistiques, et de renseigne-
ments propres à diriger les
touristes ; par la constitution ou
l'amélioration des refuges et des
sentiers ; par des encouragements
aux compagnies de guides ; par une
enquête sur les conférences périodi-
ques ; par la constitution de bibliothè-
ques et de collections spéciales ».

Tout était dit, dès les origines, et le
Club alpin croît selon les vœux de
ses pères fondateurs.

Il y a cinq mille adhérents. Les
« randonneurs scolaires » en dévelop-
pent, y compris chez les filles, et il
est vrai que ces randonneurs
ont les jeunes gens à l'été, les mille
adhérents. Le CAF offre des piolets
et des guides de haute
montagne, auxquels il accorde, par
ailleurs, un brevet. Sur toutes les
montagnes de France se trouvent
des refuges et des chalets-faibles. Les
« caïstes » multiplient les sen-
tiers. A partir de 1900, ils introdui-
rent et développent la pratique du

ski. Dans le domaine de la géologie,
de la météorologie, de la cartogra-
phie, de la botanique et de la zoolo-
gie, les « caïstes » travaillent avec
passion pour comprendre et pour
vulgariser. Ils conquièrent, coloni-
sent, aménagent, puis ils partage-
nt leur montagne. 1917 : cin-
quante mille adhérents.

Malgré les vicissitudes de l'his-
toire, le flambeau s'est transmis
grâce aux Joanne, Caron, Vallot,
L'année 1971 trouve le CAF
en bonne forme. Il compte environ
quatre-vingt-trois mille adhérents,
qu'il corvée d'innombrables
de formation pour qu'ils sachent
grimper en tête, conduire une
et enseigner la godille.

Avec ses 10 millions de budget
annuel (40 millions de francs fran-
çais), le CAF est une organisation
une myriade d'activités. Rien
n'y manque : le ski de piste, le fond
ou de raid ; la spéléologie ; la va-
rappe ; le libre ; la classique ;
la randonnée en montagne ; le
trekking à l'étranger ; les
expéditions de haut niveau dans
l'Himalaya ou au Tibet. Les refuges
« gardés ou surveillés » ; 17 refuges
et chalets qui hébergent les
et les familles ; un groupe de pro-
tection de la montagne ; une
de qualité, la Montagne ; un
documentation sur la montagne ; le
CAF point de salut !

La section de Paris, qui est la plus
forte de toutes avec ses 13 000 adhé-
rents, offre une variété de
nouvelle de la France, pour lui
d'appeler un un franc de la
franchise de la France, pour lui
demander : « J'ai un projet, le
week-end prochain, il coule le
d'un pic à l'autre ? » Son frère
du CAF est, en plus, un pro-
gramme complet d'activités :
24 sorties de ski, des randonnées
dimanche, l'escalade dans le
superbe terrain de jeu qu'est la forêt
de Fontainebleau. Ses projets de
formation à la course de quatorze jours,
la formation de guides bénévoles,
des expositions et des conférences
projections.

A l'heure où les associations
du regard à l'âme pure que le Club
volait a pris un coup de vieux, le
CAF semble avoir guéri de son mal
de renouveler son « cœur », ces
responsables d'un un ou d'un jour
qui prennent en charge un raid, un
projet, ou le Club alpin français
d'un chalet. A la différence d'autres

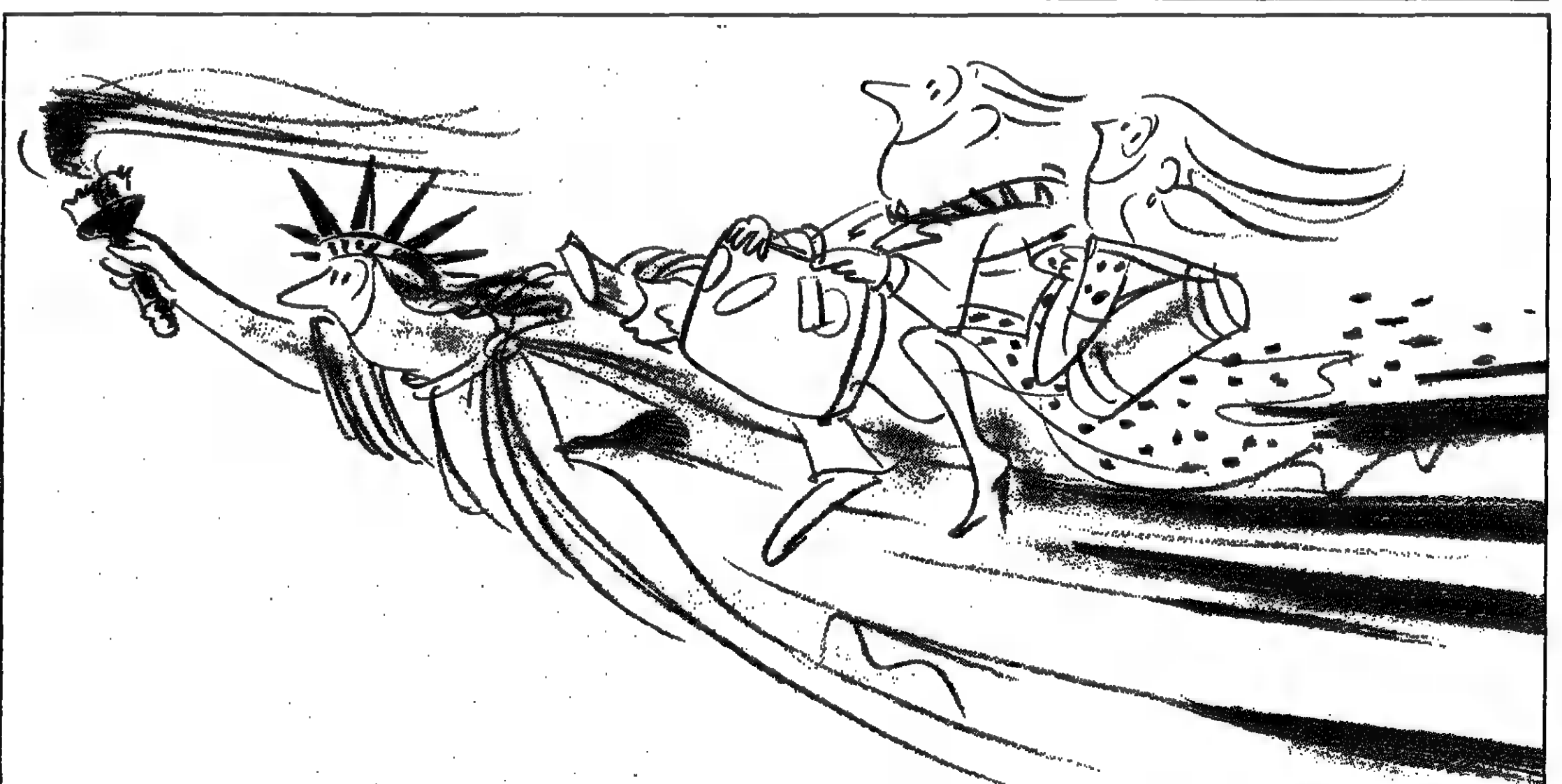
qui, comme le Touring-
Club de France, avaient joué la
centralisation et un travail fonction-
narisé, le CAF n'a jamais cessé de
s'appuyer sur ses sections : « Nous
sommes remarquablement
grâce à nos bénévoles », expliquent
Claude Chassot, président, et
François Henrion, son secrétaire gé-
néral. Ils sont disponibles et com-
pétents grâce aux formations que
nous leur proposons. Nous leur
proposons des sections, ils les
font, les sections, ils les font, les
évolutions de leurs activités et,
exemple, la construction et de finan-
cer un refuge. A nos membres,
nous proposons de pratiquer la
montagne de façon autonome, à vivre
collectivement et à pas se comporter
en collectivité passive.

En effet, ce ne sont pas les qua-
rités permanentes du CAF qui pour-
raient prendre en charge les
« caïstes » ! D'ailleurs, la mentalité
CAF n'est pas axée sur la recherche
du confort. Lorsqu'un nouveau venu
proteste que le bas-flanc du refuge
est trop dur ou que la brochure
prévoyait un refuge, le CAF lui
longue que lui réclame le « commis-
sionnaire » : « Le terme d'un raid, ses
rudes et corvées lui conseillent
gentiment de s'adresser désormais à
une section de refuges ou à un
prendre que le plaisir inhérent
au CAF.

La clé du refuge

Partager est bien le mot, car la
force du Club, c'est une faculté
à jouer chacun de ses membres
d'appeler un un franc de la
l'autre bout de la France, pour lui
demander : « J'ai un projet, le
week-end prochain, il coule le
d'un pic à l'autre ? » Son frère
du CAF est, en plus, un pro-
gramme complet d'activités :
24 sorties de ski, des randonnées
dimanche, l'escalade dans le
superbe terrain de jeu qu'est la forêt
de Fontainebleau. Ses projets de
formation à la course de quatorze jours,
la formation de guides bénévoles,
des expositions et des conférences
projections.

A l'heure où les associations
du regard à l'âme pure que le Club
volait a pris un coup de vieux, le
CAF semble avoir guéri de son mal
de renouveler son « cœur », ces
responsables d'un un ou d'un jour
qui prennent en charge un raid, un
projet, ou le Club alpin français
d'un chalet. A la différence d'autres



Cet été, nous avons plus d'un tour pour vous faire visiter les Etats-Unis.

Cet été, choisissez l'Amérique !
Parcourez le continent d'Est en Ouest.
Séjournerez dans la ville de votre choix.
Voyagez comme il vous plaira.
Aujourd'hui, plus de 200 formules
de vacances vous sont offertes.

Des formules "tout compris"
qui tiennent compte de votre temps-
vacances, de votre budget et bien sûr
des restrictions de devises.
Consultez votre agent de voyages.



Tourisme Etats-Unis
23, place Vendôme 75001 Paris
Tel. (1) 260 57 15

Tel. (1) 720 62 11

Tel. (1) 266 45 45

MONDE DES LOISIRS
Ojeda, torero

ET DU TOURISME

Plaisirs de la table

Napoléon Chaix et les autres...

C'est Chaix que nos pères feuilletaient pour l'évasion ferroviaire, savaient-ils qu'ils le devaient à un homme prénommé Napoléon ? Et connaîtrions-nous, aujourd'hui, et l'homme et sa rue (une quasi-impasse du XV^e arrondissement) si André Pousse n'avait pris son nom pour enseigne ?

André Pousse, son joint ici de la rue Napoléon et du V^e d'Hy, où il s'illustra, a réussi un autre prodige : faire venir dans ce coin tout le show-biz (comme on dit) et ses copains du « ciné ». Il tourne sans arrêt. Il y est aidé par le sourire de M^{me} Pousse et la cuisine de Gérard Magnan, certes.

Et c'est pourquoi les déjeuners d'affaires peuvent s'y traiter dans le calme et les dîners dans l'euphorie de l'amitié (on sert de 19 h 30 à 23 h 30) avec ce diable d'homme d'André Pousse, l'ancêtre de la bouche en guise de cigarette.

A la carte nouvelle, j'ai relevé l'escalope de saumon cru à la menthe, un saucisson de sole au citron vert, d'excellents escargots aux câpres et basilic, des filets de sole à l'aneth et aux poireaux... En cette saison, les fameuses pâtes fraîches « maison » sont proposées en herbes plutôt qu'en frites, et pour les amateurs de bonbons, il y a des bonbons à la « nouvelle cuisine », je conseille le jure de porc à l'embourgeoisée de chou ou la saucisse de Toulouse aux lentilles roses.

Mais c'est là la carte des desserts que s'attardent les esprits sûrs, sur la tarte au citron vert et peut-être plus encore sur l'étonnante tarte au chocolat amer, qui peut précéder ou accompagner la salade d'orange à la menthe fraîche.

A la cave, les vins (de Touraine et de la Loire) d'Alain Boncher : Gamay, Sauvignon et Chinois (de 40 à 55 F) débiteront une

carte assez riche, et le charmant bar d'entrée, comme la minuscule terrasse d'été sont accueillants.

* Napoléon Chaix, 46, rue Balard, 75015 Paris. Tél. 554-09-00. Fermé le dimanche.

Fermée depuis des mois pour cause d'incendie, la péniche Ile-de-France de rouvrir sous la houlette de François Magnan. Avec, entre autres, deux menus. A déjeuner (140 F, service et vin son compris), beau choix de deux plats, fromages et desserts. Au dîner, choix de deux plats (180 F) et fromages, gormandes de saison, tels le filet de barbeau à la citronnelle, les marins au vinaigre de framboise, etc.

* Ile-de-France, quai Debilly, 75016 Paris. Tél. 723-60-21. Fermé samedi et dimanche.

Claude Verger lance une formule à 100 F, deux plats au choix, fromage et dessert pour son Petit coin de la Bourne, 16, rue Feydeau, 75002 Paris. Tél. 508-00-08. Et Hervé Rumen, en son Croissant, 28, rue Jean-Maridor, 75015 Paris, tél. 558-50-83, ajoute à ses très bons plats de saison une éblouissante carte des desserts. Toujours, bien sûr, la « gourmandise » (confrontation de trois âges de cognac à trois garnitures pâtisseries), mais aussi un duo sorbet de cacao amer et raisins marinés au whisky et sorbet de café noir aux noisettes torréfiées. A découvrir.

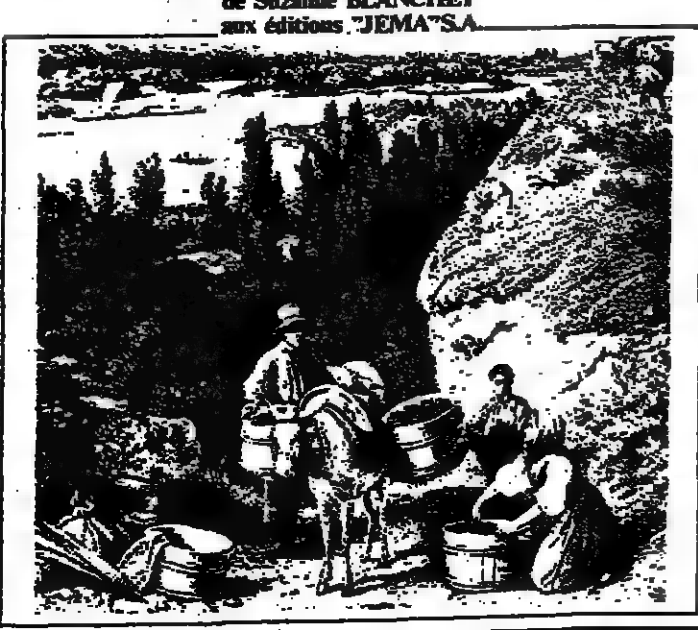
LA REYNERIE.

Le Petit Bacchus, l'excellent bistrot à vins du 13 de la rue du Cherche-Midi, Paris (6^e), tél. 544-01-07, vend actuellement en boutique un Chablis 82 à 29 F excellent. A signaler que cette halte de dégustation (juste en face de Poilâne) sera ouverte en août et que Fiacard vous y présentera à l'occasion ses vignettes, sélectionnées en même temps que leurs vins.

Une coquille m'a fait écrire, l'autre jour, que l'algèbre (ou égléfin) était la morale fraîche. Bien entendu, c'est le cabillaud qui est la morale (gædus morhus) et l'algèbre (gædus algèbrinus), lorsqu'il est fumé, devient le haddock. M. Parès, délégué général de l'Union des armateurs à la Pêche de France en profite pour s'élever, avec justice, contre les restaurateurs qui vendent aujourd'hui sous le nom de morue du marlin argenté ou africain saïé et je ne sais quel filet fumé sous le nom de haddock ! Il a raison, les associations de consommateurs devraient bien s'intéresser aussi à ce faux saumon de mer (sacelachs pour les Allemands) fumé et qui n'est que du lieu noir !

LE SAVOIR FAIRE PLAISIR
Un siècle de tradition pour quelques spécialités printanières : glaces et sorbets aux fruits de saison, arrosés de coulis, vacherins, petits fours d'accompagnement...
Coquelin
1 PL. DE PASSY 75016 PARIS
Tél. : 288.21.74

SELECTION CLUB FONGRENIER
En direct du Périgord, le Bergerac 82.
82 un millénaire exceptionnel. Notre commission de dégustation a sélectionné les meilleurs crus, et nous vous offrons à des conditions privilégiées un choix complet de vins rouges, rosés ou blancs. Découvrez-les vite en demandant notre documentation gratuite. Répondez dès aujourd'hui, vous recevrez en cadeau le guide « Gastronomie et Vins de Bergerac en Périgord ». Bergerac, un vin qui a du nez.
Bon gré ou non à adresser à Club Fongrenier, B.P. 88 - 24103 Bergerac
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Ville : _____
Code Postal : _____
Désire recevoir votre tarif ainsi que le Guide « Gastronomie et Vins de Bergerac en Périgord » sans aucun engagement.

LES VINS DU VAL DE LOIRE
de Suzanne BLANCHET aux éditions «JEMA» S.A.

LES VINS DU VAL DE LOIRE de Suzanne BLANCHET aux éditions «JEMA» S.A.
BON DE COMMANDE
Nom : _____ Prénom : _____
Code postal : _____
Bureau Distributeur : _____
Ci-joint chèque postal n° _____ ou bancaire n° _____
commande _____ exemplaires à 300,00 F aux Editions «JEMA» S.A. de l'ouvrage illustré (français).
Les souscriptions sont payables d'avance.
Pour être pris en considération, le bulletin doit être écrit très lisiblement et accompagné d'un chèque postal ou bancaire.
Signature : _____
Envoyer ce bon aux Editions «JEMA» S.A., 3, rue du Tiro-larret 49400 SAUMUR

UN PATRONYME DEVENU TARTE

La superbe erreur des demoiselles Tatin

TATIN. D'où vient-il ce patronyme devenu dessert ? Il est aujourd'hui bien raisonnable d'oser vouloir faire la part de la légende culinaire et de la vérité historique ? Il faut alors à l'amateur faire le voyage de Lamotte-Bouvron (Loir-et-Cher) et rencontrer les maîtres de la confrérie des Lichonnets de tarte Tatin.

Prenez le fil de l'histoire : en ce milieu du dix-neuvième siècle, M. Tatin est boulanger-pâtissier, rue de la Marne à Paris. Il a deux filles : Caroline, l'aînée, et Stéphanie, de quatorze ans sa cadette. De ces sœurs de légende, on sait peu de choses si ce n'est que l'aînée « est très jolie ». On peut aussi supposer que, chez elles, le sens de la famille n'avait d'égal que celui des pâtisseries.

Dans la seconde moitié du siècle, Caroline et Stéphanie abandonnent Romorantin pour Lamotte-Bouvron. Elles s'y installent à distance du bourg, présentant tout le profit qu'elles pourraient tirer du chemin de fer naissant et de l'implantation de la gare. Un Par-West solognot en quelque sorte. Une subordonnée de maître leur fournit le capital familial et c'est la sœur aînée qui s'occupe de la boutique Tatin-Termine, à la gare de Lamotte-Bouvron (Loir-et-Cher) au bord de la route Vierzon-Orléans.

A la renverse

Caroline, chère oblige, y accueille les visiteurs, fait le « Non » sans risque : un peu d'assurance avec un minuscule, puis d'une naissance en dehors de tout lien conjugal... C'est là qu'elle commettra sa « bêtise », renversant malencontreusement l'une de ses tartes aux pommes ou, dans une autre version, oubliant de préparer une pâte et jetant à la hâte cette dernière sur des pommes au beurre en train de cuire. L'erreur est de taille, mais le légende est née et l'on se précipite de partout pour déguster ce fruit du hasard auquel les demoiselles ne craignent pas d'accrocher leur patronyme.

Aujourd'hui, les tartes Tatin sont très appréciées (1). On ne trouve pas de tartes Tatin dans les pâtisseries de Paris, mais on en trouve dans les restaurants de Paris. Les demoiselles ne sont plus là depuis longtemps. Toujours inspirées, elles cèdent leur fonds en 1907. Repus de brunes solognotes et de commerce, elles fuient vers le Sud et finissent leurs jours, quelques années plus tard, sous le soleil de la Côte d'Azur.

JEAN-YVES MAU.

(1) On peut lire sur ce thème la Cuisine en Sologne et dans ses alentours, de M. Gérard Bouteil, 2, allée du Parc-Saint-Laurent, 45000 Orléans.

Rive gauche
Tant de restaurants chichés!
Jouez-les tous!
PONT DU CIEL
Paris 17^e - Tél. 577 08 08
55, AVENUE EMILE ZOLA (PARIS 17)
Le Montage Guillaume
Toute la fraîcheur de la mer
Homard, langoustes en vitres,
huîtres, coquilles d'été.
Menu : 125 F, vin compris.
38, rue de la Trinité-Desclaux,
75014 Paris. Tél. 522-06-15.
Pâtisserie auvernoise.
FERME LE DIMANCHE

Rive droite
Mlle. Perle Maillet
déjeuner à la campagne
Le gosse loupé
91, RD GOUVION-SAINT-CYR
PARIS 17^e - Téléphone : 574-02-77
Jardin d'été
Garde Auto-Journal 93
Gout et Milleu

Le Petit Naples
Restaurant Spécialités italiennes
5, rue Forest - 75018 PARIS
Tél. 500.11.11

La côte de bœuf
4, rue Saussier-Leroy, 75017 Paris
Fermé samedi et dimanche
Tél. 227-73-50

Là ou Paris
est un prestigieux jardin...
LA GRANDE CASCADE
BOIS DE BOULOGNE
Tél. : 506.33.51 ■ 772.66.00
Ouvert toute l'année
Déjeuners, dîners, réceptions

Dessirier 380.50.72
MAITRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

LE TURBOT QUE VOUS CHERCHEZ HABITE CHEZ CHARLOT
CHARLOT 1011 DES MARCHAIS
12, place de Clichy, 75009 Paris
CHARLOT 1^{er} MARCHAIS
128 bis, bd de Clichy, 522.47.08

La Bavière fait la fête, Paris n'a plus sommeil.
Huîtres, fruits de mer, coquillages, saumon fumé, crevettes de lait rose, et les charcuteries bavaroises.
Place du Châtelet, Réservations : 223.45.44. Départ : 10h, 12h, 14h, 17h, 20h, 23h de Paris.
LE BAYERN.
La grande brasserie Bavaroise.

Maitres-écaillers de la Porte-Maillet
vous reçoivent jusqu'à 2 h du matin
A L'AUBERGE AU RESTAURANT
Dab Le Congrès
Choucroute, rôtisserie, desserts maison. Viandes grillées à l'os au feu de bois.
Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.
161 av. de Malakoff 80 av. de la Grande Armée
Tél. 500.32.21 75017 Paris - tél. 574.17.24

Le Clos Voltaire
cuisine bourgeoise et traditionnelle
décor intime
REPAS D'AFFAIRES
183, Boulevard Voltaire - 11^e
Tél. : 805-81-85
F. dim. soir et lundi

MÊME DIRECTION L'ARMORIQUE
DÉLICES DES MERS
Huîtres - Coquillages
Bouillabaisse
arrivage direct
des meilleurs poissons
REPAS D'AFFAIRES
32, av. de la République - 11^e
Réserv. : 700-08-09
Park. gratuit 23, rue Gambey
F. dim. soir et lundi

Plage Clichy
Les belles huîtres ne décollent plus de La Champagne.
LA CHAMPAGNE
Huîtres, homards, crabs de mer, charcuterie.
30 bis, place Clichy à Paris 17^e.
Tél. : 874.44.11
Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.

FLO
2, cour des Petites-Écuries, Paris 10^e
Tél. : 770.13.99
Julien
16, rue du Fip - Paris 11^e
Tél. : 770.12.06
Promotion de 9 Crus Bourgeois
9 Châteaux du Médoc à déguster.
SERVICE TOUTS LES JOURS JUSQU'À 2 H. DU MATIN

COMMUNICATION

CORRESPONDANCE

M. Robert Hersant et l'achat du « Figaro »

Nous avons reçu de M. Robert Hersant, propriétaire du Figaro, une lettre relative à un commentaire sur sa polémique avec M. André Rousselet, P.D.G. de l'agence Havas et ancien directeur de cabinet du président de la République (nos premières éditions du 21 mai).

« Vous écrivez : « Il imprudent du « Figaro » de se lancer dans la polémique lancée depuis plusieurs mois entre le pouvoir et le groupe Hersant. Mais, lorsqu'on sait dans quelles condi-

M. Robert Hersant a acquis le Figaro en 1975, on ne saurait mettre en doute sa parfaite connaissance des mécanismes qui régissent les rapports entre l'Etat, les banques et les entreprises de presse. »

La presse du Figaro est parfaitement au courant des conditions dans lesquelles j'ai acquis le Figaro en 1975, je l'autorise à le révéler à ses lecteurs (et à moi-même) », répond M. Hersant.

[Prisant nos renseignements, autant qu'il soit permis, à la meilleure source, nous nous référons aux déclarations de M. Robert Hersant lui-même dans un entretien avec M. Jean-Louis Servan-Schreiber, paru dans le magazine l'Espresso en novembre 1976.

« J.-L. S.-S. Comment avez-vous financé les 55 millions du Figaro ?

« R. H. Pour le Figaro, compte tenu des fonds propres de ce journal, le prix réel a été de 44 millions, dont 30 millions à régler comptant. L'entreprise disposait d'une trésorerie de 10 millions immédiatement mobilisables. Les 20 autres millions ont été trouvés en trois jours, en faisant le tour des banques avec lesquelles nous travaillons depuis dix ou vingt ans. Je disais à chaque banque : nous avons besoin de 3 millions. Arrivés à la septième, nous disposions des 20 millions nécessaires, ce qui représente moins de 2 % du chiffre d'affaires que nous réalisons avec nos banques. Leur effort n'a donc rien d'exceptionnel. Il demeure dans le cadre habituel des rapports entre clients et banques.

Quant à la manière dont l'Etat s'intéresse parfois à ce genre de transactions, nous en avons fait mention, notamment à propos de la controverse sur l'ordonnance d'août 1982 (le Monde du 3 octobre 1982) : « La transparence voulue par les résistants de 1944, précisons-nous, n'est pas assurée... » Que ce ride juridique de fait ait été écarté par l'Assemblée nationale pendant vingt-trois ans, cela n'explique guère si l'on se souvient que l'achat du Figaro par M. Robert Hersant, en 1975, avait été grandement favorisé, sous le gouvernement de M. Jacques Chirac, par l'intervention de M. Marie-France Garaud. »

M. JEAN-PIERRE JACQUET DEVIENT GÉRANT UNIQUE DE « L'UNION » DE REIMS

M. Jean-Pierre Jacquet a accepté, définitivement, le poste de directeur-gérant du quotidien l'Union, à Reims. C'est qui met fin à la mission de l'administrateur provisoire, M. Hubert Lafont auquel l'Union a confié la gestion des affaires courantes pendant la vacance des propriétaires vient de donner quittance.

Le 21 mars dernier, à l'issue d'une réunion interne doublée de difficultés financières affectant l'Union, M. Jacquet avait accepté de le collège des propriétaires pour occuper le nouveau poste de gérant unique. M. Jacquet s'était donné un délai de réflexion de deux mois pour rendre sa réponse.

[Après dix-huit jours, M. Jacquet a répondu, en 1977 à Reims, la nouvelle technique d'information, entreprise qui développe les nouvelles techniques de communication de type électronique et informatique électronique.]

PREMIÈRE SUBVENTION AUX RADIOS LOCALES PRIVÉES

La commission d'attribution du fonds de soutien à l'expression radiophonique, présidée par M. Jean-Michel Galabert, a commencé à examiner les demandes des 75 radios locales privées officiellement autorisées après parution du Journal Officiel. Une première subvention de 60 000 F à une quarantaine d'entre elles, qui en font la demande, a été attribuée.

Cette subvention est prélevée, rappelons-le, sur un fonds alimenté par une taxe sur la publicité radiotélévisée. M. Filloud avait indiqué qu'elle atteindrait 100 000 F par station.

Signalons d'autre part que la Radio arabe de Paris appelle à une manifestation, samedi 31 mai à 14 heures, porte Dauphine, pour protester contre la loi qu'elle n'a pas obtenue de fréquence.

Cette décision, qui est une injustice flagrante envers la communauté musulmane, qui vit dans une situation d'illégalité, doit être annulée.

Teksid. Technologie en métallurgie. Au service de l'industrie automobile mondiale.

Teksid veut dire: dimension

Le défi que pose la compétitivité internationale contraint à opérer des choix précis et ponctuels. Teksid a concentré son effort sur les composants métallurgiques destinés aux industries automobiles et occupe une position de premier plan par ses activités de fonderies d'aluminium, fonderies de fonte, forgeage (à chaud et à froid) et boulonnerie et s'affirme entreprise leader de par le monde, ses installations aux plus technologies.

Teksid veut dire: technologie en métallurgie

Dans le domaine de la métallurgie, le rôle de la recherche est fondamental. Grâce à l'expérience acquise en plus de 60 ans dans la fabrication de composants métallurgiques, Teksid a atteint une qualification, qui s'exprime au plus haut niveau par un certain nombre de productions particulières sophistiquées, telles que la coulée en coquille pour la fabrication de pièces en aluminium aux formes complexes, le processus de fabrication "in mold" pour la production de pièces en fonte sphéroïdale, l'extrusion à froid pour produire des pièces en acier aux caractéristiques mécaniques et géométriques plus élevées.

Le défi que pose la compétitivité internationale contraint à opérer des choix précis et ponctuels. Teksid a concentré son effort sur les composants métallurgiques destinés aux industries automobiles et occupe une position de premier plan par ses activités de fonderies d'aluminium, fonderies de fonte, forgeage (à chaud et à froid) et boulonnerie et s'affirme entreprise leader de par le monde, ses installations aux plus technologies.

Teksid veut dire: technologie dans le monde entier

Teksid fournit ses produits (culasses, collecteurs, cariers de b.v., boîtiers de réducteurs aéronautiques, arbres et bloc-moteurs, bielles, manchettes, bras de suspension, joints homocinétiques, arbres de b.v., boulonnerie, etc.) aux plus prestigieuses de l'industrie mondiale: Aeritalia, Agusta, Alfa Romeo, Boeing, Chrysler, Citroën, Cummins, Fiat, Ford USA, Ford UK, General Motors France, Getrag, Girling, Lemforder, Lombardini, Peugeot, Piaggio, Renault, etc. Noms qui constituent la meilleure confirmation du haut niveau technologique atteint par Teksid.

Teksid

Teksid. Le Secteur Produits Métallurgiques du Groupe Fiat

TRANSPORT AÉRIEN ET DÉVELOPPEMENT

3^e JOURNÉES D'ÉTUDES DE L'AFURTA
Saint-Jean-Pierre - 31 mai / 1^{er} juin 1983
avec la participation de hautes personnalités du transport aérien international.

- Quel transport aérien pour quel développement ?
- Le rôle de l'avion dans les modèles de développement.
- Les divers aspects de la coopération internationale.
- Les problèmes financiers et les retombées économiques.

Frais d'inscription : 1.000 F par personne (déjeuners inclus)



INFORMATION :
A.D.I.F.U.R.T.A.
19, av. Jules-Ferry
13100 Aix-en-Provence
Tél. (42) 59.02.91

les Cadeaux du Cœur à la Boutique
Fête des Mères

AUX TROIS QUARTIERS
17, boulevard de la Madeleine, Paris
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 27 mai à 0 heure et le samedi 28 mai à minuit.

La France restera encore sous l'influence d'un temps nuageux et pluvieux, avec quelques vents de régions de l'Est s'évacuant vers la mer du Nord avec la remontée de la dépression suisse vers la Belgique.

Samedi : sur le Nord, les Ardennes, la Picardie, la Champagne, la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté le ciel sera encore nuageux et pluvieux, il pleuvra, mais un peu moins que les jours précédents. Au sud de l'après-midi le ciel s'éclaircira un peu et la pluie s'arrêtera par intermittence. Il fera 14 à 15 degrés.

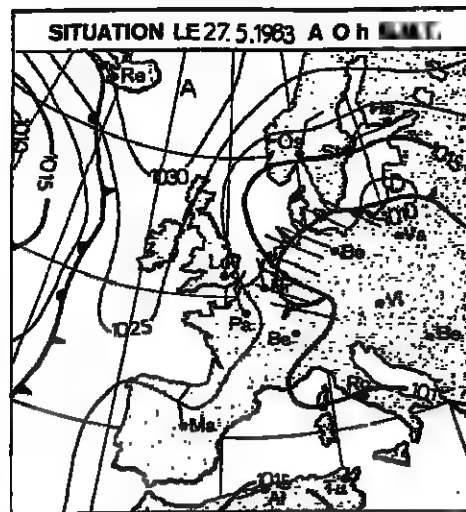
Sur le reste du pays, après disparition de bancs nuageux matinaux, temps assez ensoleillé malgré quelques nuages d'évolution diurne. Sur le sud du pays, les températures maximales atteindront 24-25 degrés. Ailleurs, maximum de 20 à 23 degrés de la Loire aux Pyrénées.

Dans l'ensemble le vent du nord sera faible.

Prévisions pour dimanche

La France demeure dans une zone à faible gradient. Les pluies résiduelles et du nord-est disparaissent et une amélioration temporaire se manifeste, en particulier, dans le Centre, l'Ouest et le Midi.

Al nord la Seine et dans les Ardennes, encore un ciel menaçant après disparition des formations brumeuses. Faibles, un risque d'averses. Maximum 14 à 16 degrés.

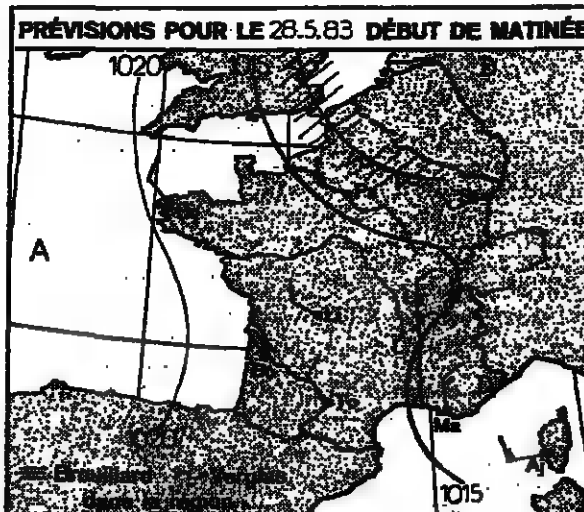


Sur le reste du pays, après disparition de bancs nuageux matinaux, temps assez ensoleillé malgré quelques nuages d'évolution diurne.

Sur le sud du pays, les températures maximales atteindront 24-25 degrés. Ailleurs, maximum de 20 à 23 degrés de la Loire aux Pyrénées.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 27 mai, de 1021,3 millibars, 766 millibars de mercure.

Ajaccio, 11 et 12 degrés; Biarritz, 16 et 17; Bordeaux, 21 et 22; Bourges, 18 et 19; Brest, 18 et 19; Caen, 15 et 16; Cherbourg, 14 et 15; Clermont-Ferrand, 17 et 18; Dijon, 11 et 12; Grenoble, 15 et 16.



Prévisions pour le 28 mai à 0 heure (G.M.T.)



et 5; Lille, 11 et 12; Lyon, 15 et 16; Marseille-Marganne, 20 et 21; Nancy, 9 et 10; Nantes, 20 et 21; Nice-Côte d'Azur, 20 et 21; Paris-Le Bourget, 15 et 16; Pau, 19 et 20; Perpignan, 23 et 24; Rennes, 19 et 20; Strasbourg, 9 et 10; Tours, 11 et 12; Toulouse, 20 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 23 degrés; Amsterdam, 10 et 11; Athènes, 25 et 26; Berlin, 17 et 18; Rome, 10 et 11; Bruxelles, 10 et 11; Le Caire, 31 et 32; Las Canaries, 23 et 24; Copenhague, 13 et 14; Dakar, 26 et 27; Djibouti, 21 et 22; Genève, 9 et 10; Hanoï, 26 et 27; Lisbonne, 27 et 28; Londres, 14 et 15; Luxembourg, 7 et 8; Madrid, 25 et 26; Moscou, 22 et 23; Nairobi, 25 et 26; New-York, 16 et 17; Palma-de-Majorque, 23 et 24; Rome, 21 et 22; Stockholm, 13 et 14; Téhéran, 27 et 28; Tunis, 24 et 25.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les mots croisés se trouvent page 22.

13^e BROCANTE
A LA BASTILLE
26 MAI 5 JOURS
ouverture de 12 à 20h
jeudi de 12 à 20h
vendredi de 10 à 20h
et "L'Esprit Trouvailles"

PARIS EN VISITES...

DIMANCHE 29 MAI

« École militaire », 15 heures, 1, place du Maréchal-Joffre (Caisse nationale des monuments-historiques).

« du Vieux Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Les Flamants).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris antiques).

« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Histoire des Juifs de France », 10 heures, fontaine Saint-Michel, Mme Rouch-Gain.

CONFÉRENCES

14 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Brunfeld : « La vie quotidienne en Tunisie », et 16 h 30, « La Subde » (radiovisuelle) (Rencontre des peuples).

14 h 30, 5, rue Lagillière, « Les mystères de la Crète », 17 heures, « L'Inde sacrée » (projections) (Nouvelle Acropole).

15 h 30, 15, rue de la Boucherie, D. Ribardière : « L'Allemagne et son destin » (Artistes de l'esprit).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 27 mai :

DES DÉCRETS

« Fixant les modalités d'application de l'article 6 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle relative au droit de réponse ».

« Fixant, pour 1983, les modalités d'application de l'article 5 de la loi du 10 juillet 1964 modifiée en vue de favoriser le développement de l'assurance contre les risques agricoles ».

UN ARRÊTÉ

« Relatif à la mise en place d'un système automatisé d'exploitation des déclarations de récolte de vin ».

TRANSPORTS

ROISSY - SAINT-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE SANS CHANGER DE TRAIN

Quatre-vingt-deux kilomètres d'une seule traite entre Saint-Rémy-lès-Chevreuse et Roissy, en passant par Paris. Tel est le projet que les habitants de l'Ile-de-France pourront parcourir par le train à partir du dimanche 28 mai. C'est en effet à cette date que l'interconnexion entre la vieille ligne de Sceaux gérée par le R.A.T.P. et la ligne Paris-Roissy (S.N.C.F.) sera réalisée au niveau de la gare du Nord.

Il ne sera pas nécessaire de changer de ligne, comme c'était le cas jusqu'ici. A tout le moins, huit rames par heure seront interconnectées cette année, douze l'an prochain, et la totalité des trains, soit vingt rames aux heures de pointe, au début de 1985. Voilà qui va faciliter la vie de huit cent cinquante mille habitants desservis par cette ligne du réseau express régional ligne B du R.E.R.

Tout au long de ses 82 kilomètres, cette dorsale Nord-Sud met en correspondance avec sept lignes de banlieue S.N.C.F., six lignes de banlieue S.N.C.F., six lignes de bus et vingt-six lignes de cars. Elle est jalonnée de quarante-neuf gares, dont six dans Paris intra-muros.

La nouvelle ligne interconnectée permettra de desservir directement l'aéroport de Roissy à partir du centre de Paris. Durée du voyage entre la gare du Luxembourg et l'aéroport : une demi-heure.

Cette interconnexion tant attendue sera réalisée ultérieurement pour la ligne du réseau express régional (ligne A du R.E.R.) qui joint Cergy-Pontoise à Marne-la-Vallée, en passant par Paris. En 1987, les voyageurs pourront ainsi, depuis les deux villes de l'Ile-de-France, rejoindre sans peine en moins d'une heure.

M. A. R.

Le Monde
DIMANCHE

Dans son numéro du 29 mai 1983

Vive la pré-retraite !

Des milliers de salariés en bénéficient aujourd'hui. Pour eux c'est d'abord une libération. Enquête de Marie-Claude Betbeder. Communication téléphonique à la carte. Gérard Genette et le grand jeu de la littérature. Nouvelle : Au bord de l'eau, d'Annie Saumont. Et les rubriques : Associations, Musique, Disques.

Publicité

TESTS FNAC-AUTORADIO

Sur 80 autoradios, la Fnac n'en sélectionne que 18
Pourquoi ? Lesquels ?..

Le Laboratoire de la Fnac, bien évidemment, ne s'accorde pas toujours avec qu'affirment les fabricants au travers de leur publicité. Mais les faits sont là. Indiscutables. Chacun peut consulter dans les rayons autoradios de la Fnac, dans les rayons autoradios de la Fnac, dans les rayons autoradios de la Fnac, le rapport complet établi sur chacun des appareils. Les tests ? Ils ont porté sur la distorsion, le pleurage et le scintillement, le rapport signal-bruit, la sensibilité, la sélectivité, la bande passante, l'écart de vitesse de défilement, le comportement aux vibrations.

Ce dernier point prenant ici une importance primordiale. Car un matériel irréprochable quand on

l'écoute confortablement posé sur un comptoir, peut révéler, quand il prend le route, n'être plus qu'un autoradio.

Plus qu'un check-up, c'est donc un véritable « parcours du combattant » que le Laboratoire de la Fnac a soumis à 80 candidats mis en piste. Et s'il n'en a retenu que 18 au terme de l'épreuve, il n'a fait que photographier, l'arrivée, le peloton des meilleurs.

N.B. En raison de l'opposition de la Blaupunkt à la publication de nos essais comparatifs, ces appareils ne sont pas présentés dans la sélection. Ils figurent toutefois en vente dans la Fnac et figurent dans le rapport complet établi sur chacun des appareils.

Un document gratuit résume les conclusions de la Fnac

Il vous est remis sur simple demande :
• A Paris : A Fnac-Forum, Fnac-Montparnasse, Fnac-Etoile, dans les 3 Fnac autoradio (à la Fnac) magasins spécialisés de montage : 54, avenue Bosquet, 7 / 8 avenue du Général-Leclerc, Boulogne-sur-Seine (75) ; rue Richard-Lenoir (11).
• En province : A Fnac-Lille, Lyon, Marseille, Strasbourg, Toulouse.

loterie nationale

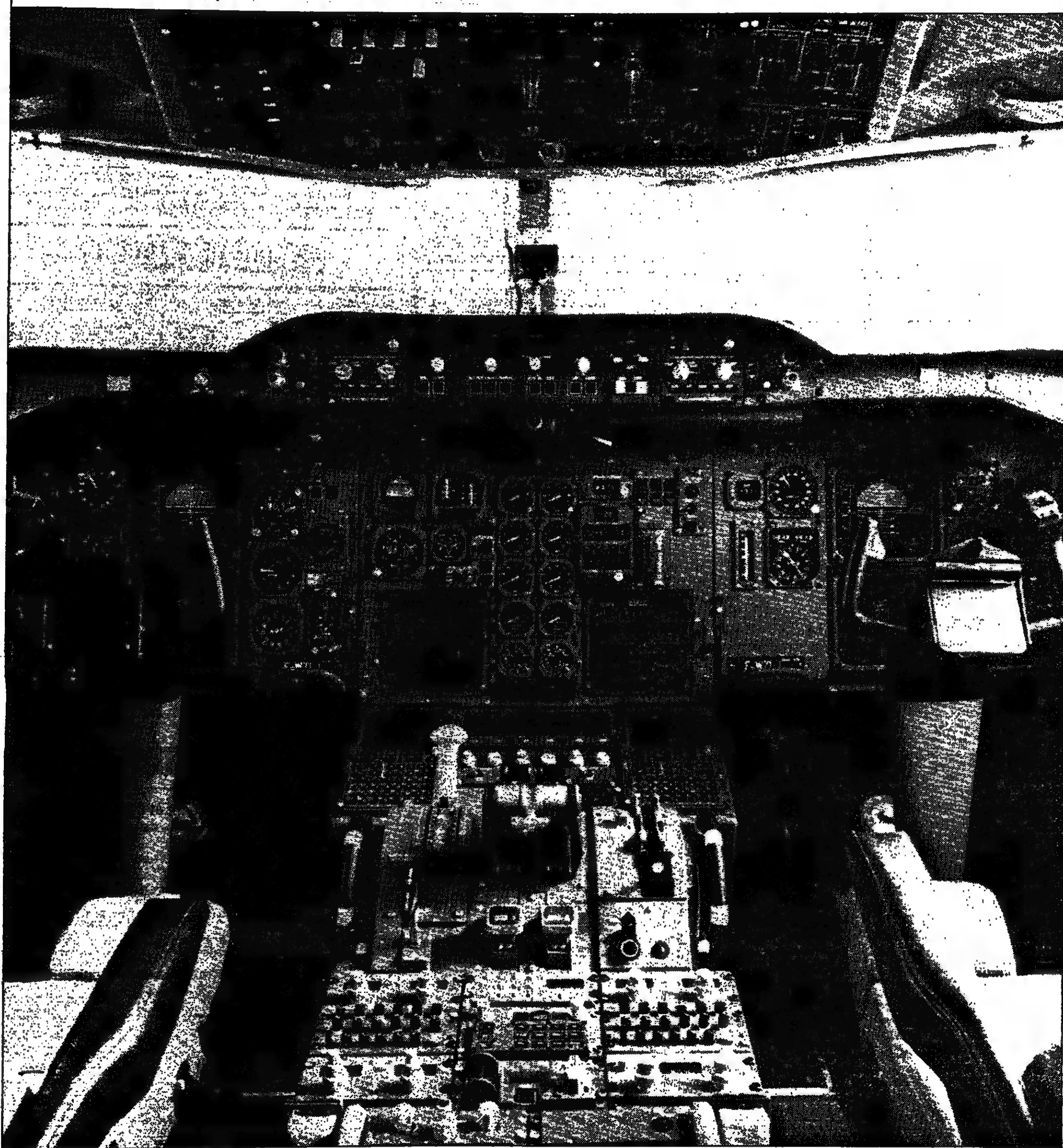
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TOUTS CUMULÉS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS

TRANCHE DE LA PENTECÔTE

1	371 1 371	500 2 000			
2	267 622 708 44 042	100 500 200 10 000 10 100	5	004 005 006 0 344	500 500 500 2 000
3	113 1 453 4 363 31 023 053 953	200 500 200 10 000 200	7	000 6 307	500 2 000
4	04 034 614 914	200 500 500 500	8	0 078 004 0 384 80 398	100 600 2 100 10 100
5	55 75 045 045 6 265 11 625	100 200 200 2 000 2 000 10 000	9	22 02 049	500 10 000
			0	10 230 0 990 0 750 2 000 5 000 04 130 78 400 320 210	200 500 500 2 000 2 000 10 000 10 000 1 000 200

TECHNOLOGIE DE HAUT-VOL



Bienvenue à bord. Sous vos yeux le poste de pilotage d'un Airbus A310. C'est en 1973, au salon du Bourget, que Thomson-CSF présentait pour la première fois au monde une planche de bord d'avion civil dotée de tubes cathodiques couleurs. La certification, le 11 mars 1983, de l'Airbus A310 équipé par Thomson-CSF d'un système EIS (Electronic Instrument System) et sa mise en service par Lufthansa et Swissair le 10 avril ont marqué l'aboutissement et le succès de ces 10 ans d'efforts continus.

Chacun des pilotes dispose de 2 écrans électroniques couleurs qui lui fournissent en permanence les informations nécessaires au pilotage dans toutes les situations du vol ainsi que les informations nécessaires à la navigation, provenant des

calculateurs spécialisés. Elles permettent à l'avion de suivre sa route en toute sécurité et d'arriver à bon port.

Par ailleurs, deux autres écrans communs aux deux pilotes donnent les informations nécessaires sur le fonctionnement de l'avion lui-même (surveillance des moteurs, configuration des ailes, jauge carburant, etc.).

Thomson-CSF en collaboration avec son partenaire allemand VDO Luftfahrtgeräte Werk, est ainsi désormais prête à concourir efficacement pour équiper tous les avions commerciaux en projet.



THOMSON-CSF
DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES

STB

BAZAINE

CONJONCTURE

LE 1er MAI LA CONSTRUCTION AU SERVICE DES MÈRES EN DIFFICULTÉ

Le 1er mai, la construction payée par les entreprises peut servir, si l'on parvient à franchir les obstacles administratifs, à relancer la construction en situation de crise. Pour les femmes seules, mères de famille, qui représentent, selon le ministère des droits des femmes, les deux tiers des huit cent mille femmes en difficulté, la recherche d'un logement peut devenir dramatique, lors que leurs revenus apparaissent insuffisants aux yeux des bailleurs. Les femmes obligées alors de vivre à long terme dans des établissements d'hébergement peu favorables à leur réinsertion sociale et à l'équilibre de leurs enfants.

Créée en 1980, l'Association d'aide au logement des mères travailleuses en difficulté (A.L.M.D.) (1) a pour objet la gestion du 1er mai. Les entreprises qui payent cette taxe peuvent, en effet, bénéficier d'une réduction de 10% sur la taxe. En faisant le lien entre bailleurs, entreprises et organismes collecteurs de la taxe, et en favorisant l'élaboration et le suivi des candidatures, l'A.L.M.D. a pu venir en aide à une centaine de femmes. Pour les responsables de l'Association, qui ont tenu une conférence de presse le 24 mai à Paris, il s'agit d'une démarche originale, efficace, et, qui plus est, économique, puisque la prise en charge de ces femmes dans des établissements d'hébergement coûte très cher à la collectivité.

A.L.M.D., 4, rue de Crimée, 75019 Paris. Tél. : 241-42-61.

■ Quel thème dans l'entreprise ? Sur ce thème, le Centre de gestion, 8, rue Jean-Nicot, Paris 7, organise une journée le 4 juin, avec la participation de M. Jean-Philippe Maillet, Christian Alami et Jacques de Chateaufort. Renseignements : tél. 551-10 00.

Un tiers des contribuables soumis à l'impôt sur la fortune ont un patrimoine compris entre 3 et 4 millions

Montant du patrimoine (1)	Nombre de contribuables (2)	% du nombre total	% du patrimoine déclaré par rapport au total	% de l'impôt payé
de 3 à 4 millions de francs ...	35 372	35,0	18,9	3,0
de 4 à 5 millions de francs ...	23 517	23,3	16,0	5,7
de 5 à 10 millions de francs ...	32 118	31,8	32,9	27,2
de 10 à 50 millions de francs ...	9 683	9,5	23,5	42,6
plus de 50 millions de francs ...	440	0,4	8,7	21,5
Total	101 050	100	100	100

(1) Après abattement de 1 million pour les biens professionnels.
(2) L'administration a reçu 104 000 déclarations, mais 101 050 ont été statistiquement traitées.

LE NIVEAU DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES RESTE ÉLEVÉ

Le nombre de défaillances d'entreprises publié au BODAC a fortement crû en avril 1983, pour s'établir à 2 049 règlements judiciaires et liquidations de biens. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre atteint 1 691, contre 1 291 en mars et 1 198 en février. Durant l'année 1982, le taux de défaillances atteignait le rythme mensuel de 1 700-1 800.

Un certain nombre de perturbations statistiques dues à des délais dans les publications au BODAC, par rapport à la date effective des défaillances, laisse penser que le ralentissement observé en février et en mars était malaisé. Il se compte surtout dans la baisse de l'implication de l'administration d'avril. En fait, le taux de défaillances reste élevé, mais stable, à ce quinquiesme trimestre 1983. Antérieurement, il s'était cassé d'augmentation.

ÉNERGIE

AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE La facture pétrolière française a diminué de 13 %

La facture pétrolière de la France a diminué de 13 % au premier trimestre 1983 par rapport à la même période de l'an passé, atteignant 29,87 milliards de francs contre 34,33 milliards l'an passé. Ce recul s'explique par la réduction importante du volume de pétrole importé, en baisse de 19,5 %, avec 17,2 millions de tonnes contre 21,37 millions en janvier-mars.

Le coût CAF (incluant les frais d'approvisionnement) moyen de la tonne de pétrole a cependant continué de progresser (+ 8,09 %), la hausse du dollar (6,887 F en moyenne pour le premier trimestre 1983, contre 5,994 F l'an passé) et la même époque n'ayant pas permis à la France

de bénéficier de la diminution des cours du brut sur le marché mondial.

La réduction la plus importante des approvisionnements, en volume, a concerné l'Arabie Saoudite, premier fournisseur de la France, dont les livraisons ont diminué de moitié, revenant de 8,98 millions de tonnes au premier trimestre 1982 à 4,44 millions de tonnes en 1983. Les livraisons en provenance du Nigeria, deuxième fournisseur, ont également diminué (de 2,29 millions de tonnes à 1,8 million). En revanche, les approvisionnements en provenance d'Algérie (1,8 million de tonnes) et du Royaume-Uni (1,65 million de tonnes) ont augmenté.

EXPERTS EN PROGRAMMATION ET CONTROLE DES IMPORTATIONS

Le Centre du commerce international CNUCED/GATT a été créé pour aider les pays en développement à promouvoir leur commerce extérieur. Il est le point central du système des Nations Unies pour la coopération technique en matière de promotion des échanges.

Le CCI recherche actuellement des experts en opérations et techniques d'importation pour entreprendre des missions de conseil dans certains pays en développement. Les conseillers sont en général engagés pour une période de 1 à 3 mois, avec possibilité de prolongation ou d'affectation à d'autres projets. Dans certains cas rares, des postes sur le terrain peuvent exister pour une durée de 1 ou 2 ans.

Il est demandé une solide expérience (minimum 10 ans) dans la planification, la programmation et le suivi des importations nationales dans les pays en développement, et dans l'établissement de procédures d'importation (telles que licences, restrictions quantitatives, mécanismes tarifaires). Ces experts devront avoir travaillé dans les gouvernements dans le processus de programmation nationale et dans la simplification, la rationalisation des régimes et procédures d'importation existants.

Français essentiel, anglais et/ou portugais souhaités. Il est indispensable de pouvoir travailler en harmonie avec des homologues de différentes nationalités.

Un traitement attractif est offert selon l'échelle des salaires en vigueur aux Nations Unies.

Adresser les candidatures par écrit à l'adresse suivante : Directeur de la Division de la gestion du personnel Centre du commerce international CNUCED/GATT Palais des Nations - 1211 GENEVE 10 - SUISSE Téléphone : 34-60-21

EXPERTS EN GESTION DES APPROVISIONNEMENTS IMPORTÉS

Le Centre du commerce international CNUCED/GATT a été créé pour aider les pays en développement à promouvoir leur commerce extérieur. Il est le point central du système des Nations Unies pour la coopération technique en matière de promotion des échanges.

Le CCI recherche actuellement des experts en opérations et techniques d'importation pour entreprendre des missions de conseil dans certains pays en développement. Les conseillers sont en général engagés pour une période de 1 à 3 mois, avec possibilité de prolongation ou d'affectation à d'autres projets. Dans certains cas rares, des postes sur le terrain peuvent exister pour une durée de 1 ou 2 ans.

Il est demandé une solide expérience (minimum 10 ans) dans les achats et la gestion des stocks de produits importés, au niveau d'une administration, entreprise commerciale ou industrielle (publique ou privée), dans les pays en développement. Les experts devront avoir travaillé dans les gouvernements dans l'identification des spécialités techniques, les méthodes d'achat, la recherche et sélection des fournisseurs, la négociation et l'établissement des contrats, le financement, l'assurance, la logistique du transport, l'inspection, l'entreposage et le contrôle des stocks.

Français essentiel, anglais et/ou portugais souhaités. Il est indispensable de pouvoir travailler en harmonie avec des homologues de différentes nationalités.

Un traitement attractif est offert selon l'échelle des salaires en vigueur aux Nations Unies.

Adresser les candidatures par écrit à l'adresse suivante : Directeur de la Division de la gestion du personnel Centre du commerce international CNUCED/GATT Palais des Nations - 1211 GENEVE 10 - SUISSE Téléphone : 34-60-21

LE VENEZUELA SUSPEND SES PROJETS D'EXPLOITATION DU GISEMENT PÉTROLIER DE L'ORÉNOQUE

Le Venezuela, du fait de ses difficultés financières, a décidé de suspendre pour une durée indéterminée ses projets d'exploitation des gisements de pétrole lourd de la ceinture de l'Orénoque, considérée comme l'un des plus grands réservoirs du monde de brut lourd.

Ces projets, amorcés il y a dix ans et pour lesquels 1 milliard de dollars ont déjà été dépensés, visaient à obtenir, en l'an 2000, une production de 1 million de barils par jour - la capacité de production actuelle du pays est de 2,2 millions de barils par jour. L'exploitation, devant débuter en 1988, le Venezuela, qui renégocie une dette extérieure de 24 milliards de dollars, a dû réduire de 1 milliard de dollars, soit environ d'un quart, les investissements prévus pour son industrie pétrolière. De nombreux contrats de recherche passés notamment avec des entreprises américaines ont dû être annulés. Le gouvernement a renoncé toutefois que les projets concernant la ceinture de l'Orénoque n'aient pas été abandonnés mais seulement retardés.

EXCLUSIF POUR LA PREMIERE FOIS L'INDUSTRIE JUGE SES ECOLES.

En effet, pour la première fois, et en toute logique, la parole est donnée aux principaux intéressés par la qualité de la formation des ingénieurs, par leur capacité d'intégration opérationnelle dans l'entreprise, par leur faculté de recherche, bref, la parole est donnée aux industriels. L'Usine Nouvelle, en colla-

boration avec l'Institut Louis Harris France a réalisé un sondage exclusif sur les écoles françaises formant les ingénieurs mécaniciens. Ce sondage a permis aux industriels de constituer leur palmarès de ces écoles. Ce palmarès vous le trouverez dans le numéro 21 de L'Usine Nouvelle paraissant le 26 Mai 1983.

L'USINE NOUVELLE

59, rue du Rocher - 75008 PARIS - Téléphone : (1) 387.37.88 - Telex : Usine 650 485 F

SONDAGE EXCLUSIF L'USINE NOUVELLE/ LOUIS HARRIS FRANCE SUR LES ÉCOLES D'INGÉNIEURS MÉCANICIENS.

NUMÉRO 21 DU 26 MAI 1983 EN VENTE EN KIOSQUE LE JEUDI 26 MAI 1983

مركز الترخيص

MARCHÉ COMMUN TRANSPORTS

FAITS ET CHIFFRES

Pour le troisième trimestre.

LA PRODUCTION EUROPÉENNE D'ACIER EST CONTINGENTÉE A SON NIVEAU ACTUEL

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne prévoit une production d'acier dans la C.E.E. d'un faible niveau pour le troisième trimestre 1983. Les prévisions de quota devant être fixés au titre du contingentement obligatoire de la production européenne (article 58 du traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier) sont équivalentes aux réalisations prévues pour le trimestre en cours, mais inférieures pour plusieurs produits aux quantités du troisième trimestre 1982: larges bandes à chaud (moins 14 %); tôles galvanisées (moins 6 %); fil machine (moins 8 %).

A l'inverse, des estimations pour les tôles non revêtues (+ 5 %) et les ronds à béton (+ 11 %) sont en hausse par rapport à la période correspondante de l'année dernière.

Bruxelles annonce ces chiffres alors que les Dix n'ont pas encore décidé de reconduire le système des quotas au-delà du 30 juin prochain. Les ministres de l'Industrie de la Communauté doivent se prononcer le 16 juin sur la proposition de la Commission, qui demande l'application de « l'état de crise manifeste », jusqu'à la fin de 1983. Les Français et les Britanniques, notamment, souhaitent un accroissement des contingents qui leur ont été jusqu'ici attribués. — M.S.

Les négociations sur la protection des productions méditerranéennes n'ont pas encore abouti

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Les ministres de l'Agriculture de la C.E.E. se sont séparés, le jeudi 26 mai, sans aboutir à un accord sur la réforme du marché commun des fruits et légumes. Les Dix doivent se revoir les 13 et 14 juin à Luxembourg, après que les directeurs des ministères nationaux auront tenté de trouver un compromis d'ici là. Dans la perspective de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, la France, l'Italie et la Grèce souhaitent un meilleur soutien des productions méditerranéennes par une amélioration des mécanismes de retrait.

Les « pays du Nord » refusent de s'engager dans cette voie, préoccupés qu'ils sont par l'accroissement des dépenses du budget de la C.E.E. dans ce secteur. Les deux groupes de pays s'opposent également sur une meilleure protection aux frontières communautaires contre les importations en provenance de l'extérieur de la Communauté. Les Français notamment demandent que les prix minima à l'importation (prix de référence) tiennent mieux compte désormais de l'évolution des coûts de production européens. L'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas craignent alors que leurs achats en dehors de la C.E.E. ne leur coûtent plus cher. Les Dix ont également renvoyé leur décision sur les amendements à apporter au

LONDRES-NEW-YORK POUR 1 100 FRANCS

Le ministère britannique du commerce a autorisé, le jeudi 26 mai, la compagnie américaine People Express à effectuer cinq liaisons hebdomadaires entre Londres Gatwick et New-York Newark pour le prix de 1 100 F l'aller simple.

People Express reprend donc le flambeau du vol charter sur l'Atlantique nord que Sir Laker, père du « train du ciel », avait dû abandonner pour cause de faillite. La compagnie américaine, qui inaugurerait cette liaison à partir du 27 mai, utiliserait un Boeing-747 et ne servirait aucun « extra » en vol.

Le prix affiché ne comprend pas les repas servis à la demande. Il est très attractif pour les consommateurs américains et britanniques, qui ont réservé par milliers une place coûtant 30 à 40 % moins cher que sur un vol régulier « économique ».

L'initiative de People Express renforce la guerre des tarifs sur l'Atlantique nord. Les compagnies aériennes y ont enregistré, en 1982, un déficit de 2,8 milliards de francs.

Etranger

ALLEMAGNE DE L'OUEST

● La balance ouest-allemande des opérations courantes devrait se solder cette année par un excédent compris entre 13 et 20 milliards de D.M., soit plus du double de l'excédent enregistré en 1982 (8 milliards de D.M.), estime la Deutsche Bank AG dans son dernier rapport de prévisions conjoncturelles. En 1981, les paiements courants de la R.F.A. avaient été déficitaires de 14,7 milliards de D.M.

Selon les experts de l'établissement, cette forte augmentation de l'excédent serait surtout imputable à une progression de 10 milliards de D.M. de l'excédent commercial, qui avait atteint 50 milliards l'an dernier.

ÉTATS-UNIS

● La Chambre des représentants a approuvé le versement de 245 millions de dollars à l'Association internationale de développement (AID). Cette somme, qui correspond à la contribution des États-Unis pour 1982, portera les

versements américains à 2,15 milliards de dollars, sur un total de 3,24 milliards de dollars dus avant 1984 au titre du sixième programme de l'AID. Le total de ce programme atteint 12 milliards de dollars. Le Sénat doit encore approuver ce versement, que recommande le gouvernement américain, mais le vote de la Chambre des représentants a déjà été considéré à la Banque mondiale comme « un pas très important ». — (A.F.P.)

NORVÈGE

● Le nombre de Norvégiens sans emploi était, fin avril, de 61 500 contre 37 800 en avril 1982 et 67 500 en mars 1983. La baisse du chômage d'un mois sur l'autre est traditionnelle, étant due à une augmentation saisonnière de l'emploi. Les industries du bois, des fermetures et de l'aluminium ont en revanche pu embaucher. Enfin, le gouvernement estime que les activités on shore de l'industrie pétrolière pourraient employer quelque 20 000 personnes supplémentaires dans les années à venir. — (A.F.P.)

● Le Nicaragua a officiellement déposé une plainte devant le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), après la décision des États-Unis de réduire de 90 % le quota d'importation de sucre nicaraguayen. Les deux pays vont entamer des consultations dans le cadre du GATT. Ces consultations doivent traditionnellement permettre aux membres du GATT en dispute de tenter de trouver une solution avant que le dossier ne soit porté devant l'assemblée plénière. — (A.F.P.)

NOMINATIONS

● M. JEAN WEBER, ancien directeur de la pharmacie au ministère de la santé, vient d'être nommé administrateur de l'Institut Pasteur Production. Il est déjà responsable des activités pharmaceutiques de la SANOFI dont l'I.P.P. est filiale.

● M. COLBY H. CHANDLER a été élu chairman et directeur général d'Eastman Kodak.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
SE-U	7,5890	+ 180	+ 365	+ 1050
S. can.	6,0915	+ 115	+ 250	+ 780
Yes (100)	3,1620	+ 145	+ 300	+ 950
DM	2,3985	+ 170	+ 340	+ 1065
Fluka	2,6255	+ 135	+ 270	+ 775
F.R. (100)	15,8120	+ 250	+ 485	+ 1430
F.S.	3,6040	+ 280	+ 420	+ 1335
L (100)	5,8520	+ 140	+ 285	+ 1125
E	12,8200	+ 280	+ 480	+ 1380

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/4	1/2	1/4	1/8	1/16	1/32	1/64
SE-U	8 3/4	9 1/8	9 7/8	9 1/4	9 3/8	9 5/16	9 11/16
DM	4 5/8	5	4 13/16	5 3/16	4 7/8	5 1/8	5 1/2
Fluka	5	5 3/4	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 1/8	5 3/4
Yes (100)	9 1/2	10 1/2	9 1/4	10 1/4	9 1/2	10 1/2	9 3/4
DM	40	50	4 3/4	5 1/8	4 11/16	5 1/16	4 11/16
F.R. (100)	12	14	14 1/2	15 5/8	16	16 1/2	17 5/8
F.S.	10	10 5/8	10	10 5/8	10	10 5/8	10 5/8
E	12	13	12 1/8	12 7/8	12 1/2	13 1/4	13 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

TOUJOURS PLUS PETIT

La miniaturisation des matériels est une constante en électronique. Après les T.V. de poche ou de poignet, en noir et blanc, le groupe japonais Matsushita vient de mettre au point le plus petit et le plus léger téléviseur couleur du monde. Il pèse 760 gr, mesure 11 cm sur 3,9 cm, avec une profondeur de 18 cm.

Ces T.V. miniatures pourraient bien être un de ces futurs marchés sur lequel l'industrie japonaise mise à fond. Avec l'espoir de réduire ce qui lui avait si bien réussi avec les calculatrices et les montres digitales.

EXPERTS EN INFORMATION COMMERCIALE POUR LA GESTION DES ACHATS IMPORTÉS

Le Centre du commerce international CNUCED/GATT a été créé pour aider les pays en développement à promouvoir leur commerce extérieur. Il est le point central du système des Nations Unies pour la coopération technique en matière de promotion des échanges.

Le CCI recherche des experts en opérations et techniques d'importation pour entreprendre des missions de conseil dans certains pays en développement. Les conseillers sont en général engagés pour une période de 1 à 3 mois, avec possibilité de prolongation ou d'affectation à d'autres projets. Dans certains cas rares, des postes sur le terrain peuvent exister pour une durée de 1 à 2 ans.

Il est demandé une solide expérience (minimum 5 ans) dans l'organisation d'unités spécialisées d'information et de renseignements commerciaux pour l'importation par les entreprises commerciales du secteur public ou privé; expérience acquise de préférence dans les pays en développement.

Le candidat doit parfaitement connaître les sources d'information sur les fournisseurs possibles à l'échelle mondiale pour un large éventail de produits de consommation et manufacturés, importés par les pays en développement. Parfaite maîtrise des méthodes et techniques de collecte, traitement, stockage et diffusion de l'information commerciale. Expérience solide dans l'analyse et l'interprétation de l'information et des renseignements commerciaux pour la prise de décisions d'achats importés. Les experts devront conseiller les entreprises d'importation du secteur public et privé des pays en développement dans ces trois domaines et former des cadres nationaux.

Langues essentielles, anglais et/ou portugais souhaités. Il est indispensable de pouvoir travailler en harmonie avec des homologues de différentes nationalités. Un traitement attrayant est offert selon l'échelle des salaires en vigueur aux Nations Unies.

Adresser les candidatures par écrit à l'adresse suivante: Directeur de la Division de la gestion du personnel Centre du commerce international CNUCED/GATT Palais des Nations - 1211 GENEVE 10 - SUISSE Téléphone: 34-60-21

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

WILAYA DE SKIKDA

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DU BUDGET ET DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

BUREAU DES MARCHÉS PUBLICS

Fourniture de gros matériels de cuisine et buanderie pour l'équipement de 22 Établissements Scolaires - 10 cantines et 03 Hôpitaux de 120 lits.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres National et International est lancé en vue de l'équipement en gros matériels de cuisine et buanderie de 22 Établissements Scolaires, 10 cantines et 03 Hôpitaux de 120 lits chacun.

Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Wilaya de Skikda (Bureau des Marchés).

Les offres, accompagnées des pièces fiscales et réglementaires, doivent être adressées sous double enveloppe cachetée à Monsieur le WALI DE SKIKDA - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - SERVICE DU BUDGET ET DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES - BUREAU DES MARCHÉS, l'enveloppe extérieure doit porter la mention suivante: « Appel d'offres National et International - A ne pas ouvrir ».

Fourniture de Gros matériels de cuisine et buanderie pour l'équipement de 22 Établissements Scolaires, 10 cantines et 03 hôpitaux.

La date limite de dépôt des offres est fixée à trente (30) jours à compter de la date de parution du présent avis.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce Extérieur.

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs offres:

1) Un certificat délivré par la chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'il est effectivement la qualité de fabricant ou de producteur.

2) Les pièces exigées par la circulaire du Ministère du Commerce n° 21/DGCI/DMP/81 du 04 mai 1981.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant 90 jours.

La nouvelle classe "Super Executive" British Caledonian: toute ressemblance avec notre Première Classe est purement intentionnelle.



Entrez dans notre nouvelle cabine "Super Executive" et regardez autour de vous.

C'est, pour ceux à qui le tourbillon des affaires ne laisse guère de répit, un havre de calme où tous bruns aussi chaleureux que reposants.

Cette cabine, séparée de la classe voisine par une véritable cloison fixe et non par un simple rideau, vous assure une totale indépendance.

Elle vous rend également un peu plus indépendant de vos voisins immédiats, car elle ne comporte que sept sièges par rangée au lieu de neuf.

Et qui dit moins de sièges, dit sièges de meilleure qualité. Prenez place dans l'un des nôtres: vous constaterez qu'il est plus vaste que ceux proposés ordinairement en Classe Affaires.

Les spécialistes vous vanteront son

"pas de 37 pouces" et son "inclinaison de 34°". Ce que vous traduirez de vous-même par "davantage de place pour les jambes" et "davantage de confort".

Reposez-vous contre le dossier. Votre tête rencontrera un agréable napperon en tissu et non un carré de papier crissant.

Essayez les oreillers. Là non plus, aucune trace de papier, mais des taies également en tissu.

Enveloppez-vous dans une couverture: sa largeur vous surprendra.

Puis appliquez sur votre visage l'une de nos serviettes chaudes. C'est une vraie serviette-éponge, pas du papier humide.

Sur votre plateau-repas, la nappe est, elle aussi, en tissu. Quant aux tasses, soucoupes et plats, ils sont en porcelaine. Et toutes les boissons (offertes gracieusement) vous sont servies dans des verres - qui remplacent avantageusement les

gobelets de plastique.

Vous avez compris qu'il s'agit là d'un univers totalement différent de celui des Classes Affaires que vous pouvez connaître. Un univers dans lequel nous vous invitons à entrer sur nos lignes à destination de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud, du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient.

Et vous avez compris également que, bien qu'elle soit baptisée "Super Executive", cette classe ressemble à une Première comme deux gouttes d'eau.

Pour obtenir de plus amples informations, comme pour vos réservations, appelez votre Agent de Voyages.

British Caledonian
SUPER EXECUTIVE

Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LEBON

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires de la COMPAGNIE LEBON s'est tenue le 18 mai 1983 sous la présidence de Monsieur Roger PALUEL-MARMONT.

Dans son rapport, le Conseil a exposé que l'exercice 1982 s'était déroulé dans des conditions satisfaisantes pour la Compagnie ainsi que pour ses filiales. La principale de celles-ci, la COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE - C.D.M.E., a réalisé pendant l'année un chiffre d'affaires de 3,862 milliards de francs dans les secteurs de la distribution des matériels électriques et électroniques ainsi que dans celui de la distribution des produits techniques destinés à l'industrie. En outre, C.D.M.E. a entrepris des implantations à l'étranger. Au 31 mars 1982, date de clôture de l'exercice de ses filiales, le résultat net consolidé de C.D.M.E. était ressorti à 53,3 millions de francs ; et la Société a arrêté elle-même ses comptes le 30 septembre 1982 avec un résultat en progression s'établissant à 24.507.928 F. Le dividende unitaire mis en paiement en mars 1983 a été porté de 11,50 F à 18,50 F, plus avoir fiscal.

Le portefeuille de titres de placement de la COMPAGNIE LEBON, inscrit comptablement pour 145 millions de francs au 31 décembre 1982, présentait à cette date une plus-value potentielle de 100 millions de francs, en sensibilité augmentation sur l'année précédente.

En définitive, le compte d'exploitation de l'exercice présente un solde créditeur légèrement supérieur à celui de l'exercice précédent, et le compte de pertes et profits fait ressortir lui-même un résultat de 47.674.968 F dont 28.635.839 F de plus-values de cession nettes à long terme (provenant essentiellement de la vente d'un immeuble réalisé dans le cadre de la politique de réaménagement du patrimoine foncier de la Société) ; le résultat de 1981 avait été de 20.343.747 F dont 1.600.705 F de plus-values nettes à long terme.

Dans son allocation, Monsieur Roger PALUEL-MARMONT a notamment déclaré :

« Le rapport qui vient de vous être lu vous indique avec précision ce qu'est la principale filiale de votre Société : la COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE - C.D.M.E. - Outre une description détaillée de ses activités, le rapport comprend en annexe le bilan de C.D.M.E. au 30 septembre 1982, date à laquelle se termine son exercice social, ainsi que le bilan consolidé de ses filiales au 31 mars 1982, le dernier

connu à ce jour. Ainsi, vous pouvez apprécier l'importance, la situation financière et la rentabilité de cette filiale.

« Vous avez certainement noté que le dernier dividende versé par C.D.M.E. s'est élevé à 18,50 F par action - hors avoir fiscal - contre 11,50 F pour l'exercice précédent. Cette augmentation témoigne de la volonté de C.D.M.E. de distribuer désormais un dividende plus en rapport avec ses bénéfices et avec la valeur présumée de son action.

« Votre action a progressé pendant l'année 1982 de 315 F à 353 F environ, soit une hausse de 12,7 %, très supérieure à celle de l'ensemble du marché. Depuis le début de l'année, elle a monté de 14,7 % puisqu'elle se négocie actuellement aux environs de 393 F.

« Pour terminer, je vous indiquerai que le résultat économique consolidé au 31 mars 1983 des filiales de C.D.M.E., qui ne sera connu que dans quelques semaines, devrait être du même ordre de grandeur que celui du 31 mars 1982 qui figure dans le rapport de votre Compagnie. Compte tenu du coût des nouvelles mesures sociales, de la période de blocage des prix et du placement des marges, ce résultat doit être considéré comme satisfaisant.

« Quant au résultat de la COMPAGNIE LEBON pour l'exercice 1983, il devrait connaître une progression normale. »

A la suite de l'adoption à l'unanimité des résolutions proposées par le Conseil, la plus-value nette à long terme de l'exercice, soit 26.635.839 F, a été inscrite à la Réserve Spéciale ; le bénéfice distribuable, y compris le report à nouveau 1981, s'établissant à 32.345.054 F, il a été décidé d'affecter 12.465.000 F au paiement du dividende, 7.000.000 de francs à la Réserve Générale, et 12.879.454 F au report à nouveau.

Le dividende par action a donc été fixé à 18,50 F, correspondant avec un avoir fiscal de 8,40 F à une répartition totale de 25,20 F, en diminution sur celle de 27 F opérée en 1982 au titre de l'exercice 1981, par suite des prescriptions de la loi du 30 juillet 1982 relative à la limitation des dividendes.

L'Assemblée Générale a ensuite renouvelé pour six ans le mandat d'Administrateur de Monsieur Bernard LEBON et ratifié la nomination provisoire par le Conseil de Monsieur Jean-Marie PALUEL-MARMONT dont le mandat d'Administrateur prendra fin à l'Assemblée 1986.

les SICAV des Caisses d'Épargne

SITUATION AU 31 MARS 1983

LE LIVRET PORTEFEUILLE SICAV "diversifiée"	SOCIÉTÉ NOUVELLE FRANCE OBLIGATIONS SICAV "obligations"	Livret BOURSE INVESTISSEMENTS SICAV "Monory"	épargnecourt
Valeurs françaises 44,2 %	Valeurs françaises 78,4 %	Valeurs françaises 88,6 %	Valeurs françaises 75,8 %
Valeurs étrangères 49,2 %	Valeurs étrangères 18,5 %	Valeurs étrangères 5,9 %	Valeurs étrangères 24,2 %
Liquidités 6,6 %	Liquidités 3,1 %	Liquidités 5,5 %	Liquidités 24,2 %
Valeur liquidative 362,55 F	Valeur liquidative 333,64 F	Valeur liquidative 211,31 F	Valeur liquidative 550,68 F

Encore des placements performants pour le 1^{er} trimestre 1983

progression du capital + revenu brut attribué en 1983 (en % de la valeur liquidative au 31/12/82)

LLP	7,6 %	SNO	4,1 %	LBI	10,0 %	ES	+3,9 %
-----	-------	-----	-------	-----	--------	----	--------

Reinvestissez sans frais jusqu'au 5 juillet 1983 et ouvrez un compte d'épargne en actions (C.E.A.) pour profiter des avantages fiscaux liés au placement Livret Bourse Investissements

BANQUE PARISIENNE DE CRÉDIT

L'Assemblée générale ordinaire de la Banque Parisienne de Crédit s'est réunie le 25 mai sous la présidence de M. Daniel Hour, président-directeur général.

Le bénéfice net de l'exercice est de 46 025 572,41, en baisse de 25 % par rapport à celui de 1981, qui était exceptionnellement élevé. Cette diminution s'explique par la sensibilité de la B.P.C. à la baisse des taux - évolution par ailleurs favorable aux entreprises - et par l'augmentation des provisions sur comptes courants.

La banque, dont la nationalisation est devenue effective en juillet 1982, a accentué son effort en faveur des petites et moyennes entreprises.

Une direction industrielle, qui s'occupe plus particulièrement de l'amélioration des ressources propres des P.M.E., a été créée dès le début du 2^e semestre. L'aide aux investissements a été accrue, un effort particulier étant fait dans le domaine des prêts participatifs. Des avances spéciales de trésorerie à court terme ont été consenties à un taux inférieur de 2 % au taux de base bancaire. Enfin, le développement de l'activité internationale s'est poursuivie, ainsi bien sur le plan du financement que sur le plan du conseil et de l'assistance.

L'ouverture d'une nouvelle agence, 30, place St-Ferdinand, à Paris-17^e, a été préparée au cours de l'exercice. Cette agence a ouvert le 5 avril 1983.

BANQUE DE FRANCE

Monsieur le Président de la République,

J'ai l'honneur de vous présenter, au nom du Conseil Général de la Banque de France, le compte rendu des opérations de la Banque en 1982.

1 - Dans le cadre de la politique économique définie par le Gouvernement, la politique monétaire française s'assigne trois objectifs : maintenir la création de monnaie dans des limites quantitatives compatibles avec les capacités d'expansion de la production en volume ; assurer aux taux d'intérêt des placements en termes réels et corrects hiérarchisés selon les échéances ; stabiliser le taux de change.

En 1982, le rythme de création monétaire a été inférieur à la branche basse de la fourchette que s'étaient fixée les autorités : environ 12 % pour un objectif de 12,5 % à 13,5 % ; il a été également inférieur à l'expansion du produit intérieur brut nominal (13,5 %), elle-même en baisse de un point par rapport aux prévisions ; il n'a pas été plus rapide qu'en 1981. Le taux d'intervention de la Banque de France sur le marché monétaire a été ramené en cours d'année d'un maximum de 17 % à 12,5 %, et celui du marché financier s'est replié de plus de 17 % à environ 15 %, alors que le placement des prix à la consommation est revenu de 14 % en 1981 à 9,7 % en 1982. La dépréciation du franc par rapport à l'ensemble des principales monnaies a pu être limitée à 6 %, compte tenu des mouvements contrastés de ces monnaies.

Ces résultats montrent que la politique monétaire a globalement contribué aux efforts engagés depuis le mois de juin pour assurer les équilibres économiques internes et externes, et pour maintenir la stabilité de la production.

2 - Deux phases doivent être distinguées dans l'évolution économique de l'année 1982. Pendant le premier semestre, la création monétaire a été stimulée par les déficits croissants de l'Etat et des organismes de Sécurité sociale et par les besoins de crédits des entreprises. Le déficit de la balance des opérations courantes a augmenté. Les pressions sur le franc, au moment où les autorités du réajustement des parités intervenaient au sein du Système Monétaire Européen en octobre 1981, ont été relâchées. Le contrôle des changes a été resserré. Au milieu du mois de juin, les parités des monnaies européennes ont été réajustées.

Cette nouvelle opération monétaire a été accompagnée par un ensemble de mesures destinées à mieux assurer la maîtrise des évolutions financières. Elles ont concerné l'exécution du budget de 1982, la préparation du budget de 1983, les dépenses et les recettes de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage ; prix et revenus ont été bloqués ; la balance des opérations courantes a été bloquée ; la création monétaire s'est ralentie. Mais le plein effet stabilisateur de ces mesures ne pouvait être immédiat. Aussi les interventions sur le marché des changes ont-elles repris. Les déficits internes et externes ont atteint leur maximum au troisième trimestre, avant de se fixer en retrait au quatrième trimestre.

Cette politique, aidée par la déflation mondiale malgré la hausse du dollar et du mark, a permis de réduire en 1982 le taux d'inflation de 4 points. L'action sur les prix a été étayée par le relâchement que le Gouvernement a obtenu dans l'indexation des prix et des salaires, qui constitue un élément important de l'action en profondeur engagée sur les causes structurelles de l'inflation.

Une évolution globalement plus favorable émerge donc. Mais elle comporte encore des faiblesses qui ne pourraient se prolonger sans la remettre en cause très ou tard. Celles-ci apparaissent dans l'aspect monétaire des réalités économiques : l'expansion monétaire a été freinée par les pertes de devises ; le développement du crédit aux agents intérieurs demeure trop rapide.

3 - En 1982, les réserves de devises de la Banque de France et du Fonds de Stabilisation des Changes (encaisse ou excès), nettes de leurs dettes à court, moyen et long terme, ont diminué, ce qui, ajouté à la réduction de la position en devises du secteur bancaire, a entraîné la destruction de 3 à 4 points de masse monétaire.

Ces pertes se trouvent être du même ordre de grandeur que le déficit de la balance des paiements courants, qui a atteint 79 milliards de francs ; c'est la somme dont notre pays a réduit ses créances sur l'étranger ou qu'il a empruntées à l'étranger. La principale cause en est le déficit commercial, qui pèse d'ailleurs sur l'activité, puisque nous achetons à l'extérieur plus que nous ne vendons ; de son côté, l'excédent des opérations « invisibles » diminue depuis plusieurs années ; enfin, les intérêts des emprunts extérieurs et les remboursements augmentent en fonction de l'endettement. Pour mettre un terme à ce processus, le Gouvernement a fait du réajustement de l'équilibre de nos opérations courantes avec l'étranger l'une des priorités de sa politique économique.

4 - Aggravé par la hausse du dollar, le déficit extérieur est aussi lié à nos déséquilibres internes. Les crédits de toutes natures aux agents intérieurs (administrations, entreprises, ménages) se sont accrues en 1982 davantage que le produit intérieur brut. De ce fait notamment, la demande nominale a pu se développer plus vite que l'offre réelle et la pression sur la balance commerciale et les prix s'est maintenue.

Ce déchaînement inscrite dans la progression des besoins de financement des entreprises et des administrations, qui est plus rapide que celle des capacités de financement des ménages et des institutions financières. L'insuffisance des capacités de financement des agents intérieurs aura ainsi doublé en un an, passant de 45 à 90 milliards de francs. Elle a été financée par des emprunts contractés à l'étranger, dont le montant net correspond à peu près au solde négatif de notre balance des paiements courants.

Pour réduire le déficit externe, il importe de maîtriser les déficits internes.

5 - De la progression des besoins de financement intérieurs, ceux de l'Etat, des collectivités locales et des organismes sociaux ont été en 1982 la source principale. Si l'augmentation des charges de fonctionnement a été mo-

dérée, celle des transferts a été rapide et les dépenses publiques dans leur ensemble ont augmenté plus vite que le produit intérieur brut. Elles pèsent de plus en plus sur le reste de l'économie : leur part dans le produit intérieur brut dépasse maintenant 47 % et celle des prélèvements obligatoires 44 %. Quant aux déficits publics, ils ont pu être stabilisés par rapport au produit intérieur brut ; il importe que cette tendance soit confirmée, et même renversée, faute de quoi pourrait apparaître à la longue un effet d'éviction au détriment du secteur productif.

En effet, le taux d'auto-financement des entreprises a baissé au cours des dernières années. Cette évolution est due aux causes de la faiblesse persistante des investissements. Dans les circonstances présentes, l'élargissement des marges bénéficiaires est devenu l'une des conditions principales de la reprise des investissements. C'est aussi le moyen de réduire la part de l'endettement, dont l'accroissement a alourdi les charges financières gravant les comptes d'exploitation. Pour y parvenir, la compression des coûts doit être prioritaire sur la multiplication des aides.

6 - Le réajustement interne et externe est plus avancé chez nos grands partenaires européens, au prix, il est vrai, pendant de nombreux mois, d'une certaine récession de la production, d'un vil accroissement du chômage et d'une baisse du pouvoir d'achat. Ces pays peuvent maintenant envisager que la reprise, lorsqu'elle se manifeste effectivement, pourra se développer régulièrement à condition qu'elle n'entraîne pas de nouvelles dévaluations.

En France, l'expansion n'a pas fait place à la récession, mais elle est devenue faible. Quant au chômage, sa montée a tendu à devenir moins rapide, et le Gouvernement a même réussi à le stabiliser au cours des derniers mois. Mais, et le enjeu international, les fluctuations du dollar et du prix du pétrole ont frappé les autres pays d'Europe comme nous-mêmes, nos gains de productivité sont devenus insuffisants face à la compétition internationale, et nous avons tendu à en consacrer une part excessive au développement de la consommation individuelle et collective, réservant trop peu de place à la poursuite des investissements et à la croissance des coûts. La compétitivité de nos entreprises a été atteinte, ce qui nous a conduit à renforcer les contrôles et les interventions financières pour défendre notre taux de change. Nous devons pour défendre notre taux de change. Nous devons pour défendre notre taux de change. Nous devons pour défendre notre taux de change.

Dans ce contexte, le resserrement de nos liens avec les monnaies des pays membres du Système Monétaire Européen doit affirmer le point d'ancrage indispensable aux échanges et aux choix des pouvoirs publics, des choix d'entreprises et des partenaires sociaux. Quant à l'abandon de nos cours de change à des fluctuations qui n'ont pas de liens directs avec les données économiques fondamentales, a continué à perturber le fonctionnement du système monétaire international, dont il est la principale devise. La France participe activement aux travaux engagés pour parvenir à une conception commune de la stabilité des marchés des changes et à la surveillance renforcée entre les pays dont les monnaies entrent dans la composition du Droit de Tirage Spécial (DTS).

7 - Pour écarter la tentation du protectionnisme, qui ne pourrait que défendre les ressorts de notre économie, il nous faut maintenant accentuer le réajustement amorcé. C'est dans cette orientation générale que prend place notre politique monétaire pour 1983. Comme le produit intérieur en valeur, l'objectif monétaire a été réduit de 3 points : la création monétaire ne devra pas dépasser 10 % (1). La diminution du déficit de la balance des paiements courants devrait permettre de restreindre la destruction de monnaie par l'extérieur. Il faut donc que le crédit intérieur soit moins expansif, et, en particulier, que le secteur public dans son ensemble (Etat, Sécurité sociale, entreprises nationales) diminue ses déficits effectifs. Pour le crédit aux entreprises, les enveloppes spécifiques, qui s'étaient accrues l'an dernier sous l'empire de l'urgence et de la nécessité, seront ramenées à des montants plus modestes, afin de renforcer la fonction régulatrice des taux d'intérêt dans la sélection des investissements et la promotion de l'épargne stable. Dans ce but, nous nous efforçons d'organiser les marchés monétaire et financier de telle manière qu'ils soient aussi larges et décloisonnés que possible. Ultérieurement, il serait souhaitable de rélier plus étroitement les marchés intérieurs des capitaux aux marchés extérieurs, sur lesquels, au surplus, la dérive des taux d'intérêt est engagée.

En effet, il ne faut pas trop compter sur des interventions financières ou réglementaires pour influencer durablement le niveau des taux d'intérêt. A trop recourir à ces procédures, les autorités s'exposeraient, pour maîtriser la masse monétaire et le taux de change, à devoir renforcer le contrôle des changes et le rationnement du crédit. Le système financier risquerait ainsi de devenir plus administré, et, par conséquent, moins à même de s'adapter aux besoins et aux opportunités des marchés. La baisse des taux dépend à la longue du succès des actions entreprises par le Gouvernement pour la désinflation, la stabilisation du franc sur le marché des changes et le développement de l'épargne stable.

Quant au système bancaire, il est essentiel qu'il soit mis à même de renforcer ses fonds propres, tout à la fois pour moderniser la création monétaire par le développement et la consolidation de l'épargne, et pour élargir la surface financière des banques dans une conjoncture économique difficile. Si les lois bancaires sont modifiées, devaient être en tout cas confirmées l'unité, l'autorité et l'objectivité des institutions monétaires.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'expression de mes respectueux sentiments.

Le Gouverneur

R. de LA GÉNERIE

(1) Cet objectif a été ramené à 9 % après le réajustement monétaire du 21 mars.

PRÉFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT Subdivision des Études Foncières et de Topographie 32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON RÉHABILITATION DES BORDS DE SEINE ENQUÊTES CONJOINTES

Préalable à la Déclaration d'Utilité Publique entraînant la modification du Plan d'Occupation des Sols

Le Préfet, Commissaire de la République du Département des Hauts-de-Seine, Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-1945.

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ». L'enquête publique est soumise à la loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 10 juillet 1953 et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas soumise aux prescriptions du Plan d'Occupation des Sols ne peut intervenir que par la voie de l'enquête publique ».

La loi du 1

